COI Focus

UKRAINE

La situation sécuritaire en Ukraine, à l'exception de la Crimée

16 janvier 2020	Cedoca	Langue de l'original : néerlandais

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.
Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.
Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.
La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.
The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.
All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.
This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des abréviations **3**

Introduction **4**

1. Bref historique **6**

2. Conditions de sécurité en Ukraine à l'exception du Donbass et de la Crimée **11**

3. Conditions de sécurité dans le Donbass **12**
3.1. Point de vue de l'UNHCR 17

4. Parties au combat dans le Donbass **18**
4.1. Ukraine 18
4.1.1. Unités régulières 18
4.1.2. Organisations de volontaires 20
4.2. Séparatistes 22
4.2.1. Organisation et structure politique 22
4.2.2. Forces combattantes 24
4.3. Fédération de Russie 26

5. Typologie de la violence dans le Donbass **28**
5.1. Violences militaires 28
5.2. Autres violences liées au conflit 30
5.3. Détentions illégales et disparitions 32
5.3.1 Responsabilité 35
5.4. Gravité et fréquence 36

6. Cibles des violences dans le Donbass **39**
6.1. Généralités 39
6.2. Morts et blessés parmi les civils 41

7. Répartition géographique des violences dans le Donbass **43**

8. Impact des violences dans la vie quotidienne dans le Donbass **46**

9. Déplacements de population **51**
9.1. Réfugiés 51
9.2. IDP 51

Résumé **54**

Annexes **55**

Bibliographie **57**

Liste des abréviations

RPD : République populaire de Donetsk, entité séparatiste de l'est de l'Ukraine qui, lors d'un référendum controversé, a proclamé son indépendance le 11 mai 2014. La République populaire de Donetsk n'est pas reconnue au plan international.

Explosive remnants of war (ERW) : explosifs et munitions qui restent sur le terrain après qu'un conflit ou des combats sont terminés. Il peut s'agir de grenades, de bombes, de roquettes ou autres qui n'ont pas explosé, qu'elles n'aient pas fonctionné ou qu'on les ait sciemment laissées non explosées sur le terrain (*unexploded ordnance* – UXO – et *abandoned explosive ordnance* – AXO)

Improvised explosive devices (IED) : explosifs artisanaux souvent utilisés d'une façon non conventionnelle, comme notamment certains engins placés le long des routes.

RPL : République populaire de Lougansk, entité séparatiste de l'est de l'Ukraine qui, lors d'un référendum controversé, a proclamé son indépendance le 11 mai 2014. La République populaire de Lougansk n'est pas reconnue au plan international.

Oblast': appellation ukrainienne d'une région administrative.

Prokuratura : terme par lequel, en Ukraine, l'on désigne l'instance dont les compétences correspondent dans les grandes lignes à celles du Ministère public en Belgique.

SBU : sigle des services secrets ukrainiens : *Служба Безпеки України (СБУ) / Sluzhba Bezpeky Ukrayni* (SBU)

Specnaz: sigle utilisé pour les unités spéciales des forces de sécurité et de l'armée. Vient de : *Войска специального назначения / Voyska spetsial'nogo naznacheniya / Unités d'opérations spéciales.*

Introduction

L'objet de la présente recherche est de faire le point sur les conditions de sécurité en Ukraine, à l'exception de la péninsule de Crimée. La recherche s'est particulièrement attachée à la période du 30 novembre 2018 au 30 novembre 2019.

Lors de la consultation des sources dans le cadre de la recherche, le Cedoca a constaté qu'au cours de la période traitée la majeure partie des incidents se sont produits dans la région du Donbass, en Ukraine (voir *infra*). Selon les sources, le nombre d'incidents liés à la sécurité dans le reste de l'Ukraine est beaucoup plus restreint. Comme la problématique sécuritaire se manifeste essentiellement dans le Donbass, le Cedoca consacre la plus grande part du présent COI Focus à cette région. Le Cedoca traite la situation dans le reste de l'Ukraine dans un chapitre spécifique.

L'analyse se compose de quatre parties.

Le premier chapitre dresse l'historique de la situation. Le deuxième chapitre traite des conditions de sécurité en Ukraine en dehors du Donbass et de la Crimée. Les chapitres suivants concernent la situation dans la région du Donbass. Le troisième chapitre décrit la situation actuelle du conflit. Le chapitre quatre expose quelles sont les différentes parties aux combats. Ensuite, les chapitres cinq, six et sept donnent un aperçu des violences qui se produisent dans le Donbass, quelles en sont les cibles et quelle en est la répartition géographique. Le chapitre huit traite de l'impact du conflit sur la population. Le dernier chapitre, soit le neuvième, décrit les déplacements de population en Ukraine, à l'exception de la Crimée.

Dans le cadre de ce COI Focus, le Cedoca a tout d'abord utilisé des sources qui mènent des recherches systématiques quant aux conditions de sécurité en Ukraine. Les organisations importantes dans ce domaine sont les agences des Nations unies, comme le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, OHCHR), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (United Nations High Commissioner for Refugees, UNHCR) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA). Par ailleurs, le Cedoca a consulté des informations fournies par des organisations internationales telles l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'International Crisis Groep (ICG), le Center for Eastern Studies (CES) et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE). Des informations provenant d'ONG locales telles que le Kharkiv Human Rights Protection Group et Justice for Peace à Donbas ont également été consultées.

À cet égard, le Cedoca tient à souligner que les informations relatives aux conditions de sécurité dans la zone de conflit à l'est de l'Ukraine sont incomplètes. En effet, certaines parties de cette zone ne sont pas accessibles aux organisations externes. Dès lors, seules des informations limitées sont disponibles quant aux conditions de sécurité dans ces régions.

L'énumération des incidents dans ce COI Focus n'est pas exhaustive et n'a pas la prétention de l'être. Les faits mentionnés ne sont repris que parce qu'ils sont pertinents pour l'évaluation des conditions de sécurité.

Le Cedoca assure un suivi constant des conditions de sécurité en Ukraine. Si des changements ou des développements fondamentaux étaient de nature à modifier significativement la situation sur place, le Cedoca mettrait à jour le présent COI Focus aussi rapidement que possible.

Dans de nombreuses sources, la région à l'est de l'Ukraine où se déroule actuellement un conflit est souvent indiquée sous l'appellation de région du Donbass. Le Donbass est une région historique qui recouvre la zone frontalière de l'est de l'Ukraine et de la Fédération de Russie, mais qui n'a pas de frontières explicites. En Ukraine, l'on utilise généralement le terme pour une région qui recouvre de

grandes parties des provinces de Donetsk et de Lougansk, ainsi qu'un fragment de l'oblast de Dnipropetrovsk. Ce COI Focus utilise le terme de Donbass pour désigner la région des provinces de Donetsk et de Lougansk en Ukraine où se déroule un conflit en ce moment[1].

La transcription à partir du cyrillique s'opère principalement sur la base de la méthode de translittération de la Library of Congress.

[1] Suffragio, 18/04/2014, url, Wikipedia, *Donbas*, s.d., url

1. Bref historique

En novembre 2013, sur la place Maidan à Kiev, capitale de l'Ukraine, des mouvements de protestation ont éclaté contre le président d'alors, Viktor Yanukovitch, après qu'il a décidé de ne pas signer un traité d'association avec l'Union européenne. Ces manifestations ont entraîné la chute du gouvernement et la fuite de M. Yanukovitch en Fédération de Russie en février 2014. À partir du 27 février 2014, un gouvernement intérimaire sous la direction d'Arseniy Yatsenyuk a repris l'administration de l'État en main. Ce gouvernement a été confronté à une prise de pouvoir armée en Crimée qui devait donner lieu à l'annexion de cette région d'Ukraine par la Fédération de Russie. Par la suite, dès mars 2014, l'on a assisté dans les provinces occidentales du pays, Lougansk, Donetsk, Kharkov et Dnipropetrovsk à l'éclosion de rébellions séparatistes[2]. Selon l'organisation de défense des droits de l'homme International Crisis Group (ICG), le gouvernement de M. Yatsenyuk a hérité de forces de l'ordre et de structures militaires affaiblies, ce qui a contribué à ce que la prise de pouvoir en Crimée et la naissance du mouvement séparatiste dans les provinces occidentales ne rencontrent pratiquement pas d'obstacle. D'après l'ICG et l'ONG International Partnership for Human Rights (IPHR), ces rébellions ont été activement soutenues et menées par la Fédération de Russie, tant avec des troupes régulières qu'avec des volontaires. Ainsi, à partir de février 2014, des appels aux volontaires ont été lancés en Russie pour aller soutenir la population russophone d'Ukraine[3]. L'institut de recherches polonais Center for Eastern Studies (CES) écrit que les oligarques ukrainiens locaux ont d'abord vu la rébellion comme une opportunité de renforcer leur position, mais qu'ils ont été rapidement mis hors-jeu. C'est en effet la Russie qui a pris le contrôle sur les républiques[4].

Depuis mars 2014, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dispose d'une mission d'observation en Ukraine[5].

Au début, les mouvements séparatistes s'exprimaient sans violence. C'est ainsi que, notamment, des voies ferrées et des routes ont été bloquées pour entraver les transports militaires ukrainiens. Des dépôts d'armes et des postes-frontière ont également été bloqués. C'est à partir du 13 mars 2014 que se sont produits les premiers incidents violents à Donetsk et Kharkov. Ces incidents ont fait des morts. Une semaine plus tard, des activistes pro-séparatistes ont fait savoir qu'ils créaient une unité de partisans armés dans le but de protéger la région contre le « gouvernement illégitime» de Kiev. Après l'arrestation de plusieurs dirigeants séparatistes, le nombre d'actions a diminué dans l'est de l'Ukraine. S'en est suivi un nouvel appel au séparatisme par des voix nationalistes en Russie parmi lesquelles celle de l'idéologue bien connu, Aleksandr Dugin. Aux environs du 12 avril 2014, cela a donné lieu à de nouveaux mouvements d'insurrection dans l'est de l'Ukraine. Cette fois, les séparatistes sont parvenus à reprendre les sièges de décision dans une dizaine de villes. Les autorités ukrainiennes ont officiellement déclaré le 14 avril 2014 qu'elles entreprenaient des actions militaires contre les séparatistes. Elles ont ensuite mené une contre-offensive militaire dans la ville de Slovyansk, qui s'est révélée être un échec. Et pendant deux semaines plusieurs incidents se sont produits entre séparatistes et troupes ukrainiennes. Dans ce contexte, les séparatistes sont arrivés à gagner de plus en plus de terrain[6].

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), à partir du printemps 2014, l'on a observé dans le Donbass un flux de combattants venus de la Fédération de Russie. En outre, des munitions et des armes lourdes en ont été acheminées vers le Donbass, renforçant ainsi la

[2] ICG, 14/05/2014, url
[3] ICG, 14/05/2014, url ; ICG, 05/02/2016, url p. 1; IPHR, 07/10/2015, url pp. 22-24
[4] CES, 17/06/2015, url
[5] PACE, 26/09/2016, url p. 12
[6] ICG, 14/05/2014, url; OHCHR, 29/07/2016, url p. 4

force de frappe militaire des séparatistes et donnant lieu à de violents combats dans lesquels des armes lourdes ont été engagées[7].

Le 11 mai 2014, un référendum a été organisé dans les républiques populaires autoproclamées de Donetsk (RPD) et de Lougansk (RPL). Respectivement 89 % et 96 % des habitants se sont prononcés en faveur de la création de républiques indépendantes. Ces référendums ont généralement été considérés comme illégaux et frauduleux, selon, entre autres le CES et le périodique indépendant Forbes.

Le 25 mai 2014 a été annoncée la création d'une union des deux républiques populaires sous le nom de Novorossiya. Cette union a été menée par Oleh Caryov et avait pour objectif la fusion des républiques populaire de Lougansk et de Donetsk. Ce projet a toutefois fait long feu et il y a été mis un terme en mai 2015[8]. Fin mai 2014, Petro Poroshenko a été élu président de l'Ukraine[9]. Le 17 juillet 2014, un avion civil des Malaysia Airlines a été abattu au-dessus de Donetsk, faisant 298 victimes[10].

Le 5 septembre 2014, sous le contrôle de l'OSCE, l'Ukraine, les séparatistes et la Russie (Groupe de contact trilatéral) ont conclu un accord de paix, le protocole de Minsk. Cet accord prévoyait un cessez-le-feu et la création d'une zone tampon. Au plan politique, le Protocole permettait des élections locales dans le Donbass en décembre 2014 et prévoyait des droits spéciaux en matières économique et culturelle pour les régions séparatistes. Le Protocole a donné lieu à une baisse d'intensité des combats et a permis l'échange d'un certain nombre de prisonniers. En septembre 2014, Kiev adoptait une loi de reconnaissance de droits spéciaux au Donbass. Toutefois, en novembre 2014 Kiev mettait fin au paiement des allocations sociales et à la contribution au fonctionnement des institutions étatiques au Donbass. De son côté, la Banque centrale ukrainienne a donné l'ordre à toutes les banques commerciales de mettre un terme à leurs activités dans le Donbass. Entre-temps, des combats se déroulaient toujours et, en décembre 2014, les parties en présence ont convenu d'un cessez-le-feu qu'elles ont qualifié de « régime de silence ». Celui-ci a entraîné une nouvelle baisse des violences. Depuis la mi-janvier 2015, les hostilités ont repris toute leur intensité et les séparatistes ont mené une offensive sur toute la ligne de front[11].

En février 2015, les chefs des États d'Ukraine, de Russie, de France et de l'Allemagne se sont rencontrés à Minsk afin de trouver une issue au conflit. Le 12 février 2015, ils ont signé l'accord « Minsk II », qui traçait la voie à la solution du conflit. Au plan militaire, l'accord prévoyait notamment un cessez-le-feu dès le 15 février 2015, le retrait des armes lourdes, un échange de prisonniers, le retrait des combattants étrangers et de leur matériel. Au plan politique, l'accord envisageait de conférer un statut spécial aux régions séparatistes du Donbass et le retour sous contrôle ukrainien de la frontière russo-ukrainienne, à l'est[12].

Le CES écrit qu'après la signature de l'accord, les séparatistes de la région du village de Debaltseve ont encore engagé une violente offensive et ont ainsi fait bouger la ligne de démarcation en leur faveur. Depuis lors, la campagne militaire intensive a pris fin, mais durant les mois suivants, des échanges de tirs (d'artillerie, de mortiers et d'armes légères) se sont produits pratiquement tous les jours des deux côtés. Les deux camps ont déplacé leurs armes lourdes. Cependant, après le retrait, celles-ci ont été redéployées et utilisées sur la ligne de démarcation. Au plan politique également, peu de progrès ont été enregistrés. Le 17 mars 2015, le parlement ukrainien a adopté une loi qui délimite le territoire du Donbass et prévoit des élections locales, mais associe leur mise en oeuvre à la condition préalable du retour à l'Ukraine du contrôle de sa frontière orientale, du désarmement des formations

[7] OHCHR, 03/06/2016, url, p. 6
[8] CES, 17/06/2015, url; Forbes, 11/05/2014, url; RUSI, 16/07/2019, url p. 31
[9] OHCHR, 29/07/2016, url p. 4
[10] OHCHR, 29/07/2016, url p. 4
[11] CES, 06/02/2015, url; OHCHR, 03/03/2016, url
[12] CES, 10/02/2016, url; OHCHR, 09/12/2015, url

séparatistes et du retrait des troupes russes. Néanmoins, la Russie estime que c'est d'abord à la loi ukrainienne d'entrer en vigueur avant que les conditions puissent être remplies. Dès lors, tout le processus s'est enlisé[13].

À l'été 2015, de nouvelles initiatives diplomatiques ont été entamées dans le cadre d'un nouvel accord de renouvellement du cessez-le-feu à partir du 1er septembre 2015. Ce dernier a suscité une diminution provisoire de l'intensité des tirs le long de la ligne de démarcation, principalement en septembre et octobre 2015, mais a apporté peu de changement sur le terrain ou au plan politique[14].

À cet égard précisément, Minsk II prévoit en sus que Kiev adopte une réforme de la Constitution ukrainienne qui permette une décentralisation ultérieure et octroie un statut autonome spécial au Donbass. Une proposition de loi en ce sens s'est heurtée au parlement à une vive opposition qui ne s'est pas aplanie[15].

Les 19-20 octobre 2016, la chancelière allemande et les présidents français, russe et ukrainien se réunissaient à Berlin. Il y a été débattu de la rédaction d'une *roadmap* pour mettre en application l'accord de Minsk, la *Framework Decision*. L'ordre dans lequel les différentes démarches doivent être effectuées reste inchangé[16].

Depuis janvier 2017, des activistes ukrainiens bloquent la voie ferrée entre l'Ukraine et la RPL, par laquelle le charbon extrait en RPL transite vers l'Ukraine. Les activistes sont des vétérans armés de la campagne ATO (anti-terroriste) et des membres de l'opposition. Les autorités ukrainiennes n'ont entrepris aucune démarche contre les activistes, qui ont bénéficié d'un soutien croissant de la part de la population. Le 15 mars 2017, le Conseil de sécurité nationale et de la défense d'Ukraine, sous la direction du président Poroshenko, décidait de suspendre toute circulation de marchandises au-delà de la ligne de contact[17]. Le CES est d'avis que Poroshenko n'a pas l'autorité d'intervenir à l'encontre des activistes. Porochenko lui-même n'y était pas favorable. Cela aurait pu inciter la RPD et la RPL à se tourner davantage vers la Fédération de Russie[18]. Lors de la rédaction de la mise à jour de 2019 de ce COI Focus, les barrages étaient toujours en place. D'après l'ICG, cela n'a fait que détériorer la situation humanitaire dans les régions séparatistes[19].

Le 18 février 2017, le président Poutine a signé un décret en vertu duquel les autorités russes reconnaissent les documents émis par la RPD et la RPL. Cette initiative a été prise au mépris des accords de Minsk[20].

Le 4 octobre 2017, Poroshenko a enregistré un projet de loi concernant le statut légal des RPL et RPD. Parmi les principaux éléments de la loi, l'on retient que ces régions sont considérées comme provisoirement occupées par la Fédération de Russie et que l'Ukraine ne reconnaît aucun document délivré par ces entités. Par ailleurs, la loi contient des dispositions relatives à la restauration de l'autorité de l'Ukraine sur ces régions, à la question de savoir qui exerce le commandement des opérations militaires et aux règles quant au franchissement de la ligne de contact[21].

[13] CES, 10/02/2016, url
[14] CES, 10/02/2016, url; OHCHR, 09/12/2016, url
[15] CES, 10/02/2016, url
[16] ICG, s.d., url; OSCE, 27/10/2016, url; OSCE, 11/10/2016, url
[17] La plupart des sources désignent la ligne de front matérielle dans le Donbass par « ligne de contact ».
[18] CES, 22/02/2017, url; Carnegie Endowment (De Waal T.), 03/12/2018, p. 65, url
[19] ICG, 01/10/2018, url p. 17
[20] CES, 22/02/2017, url
[21] UNHCR, 23/11/2017, url

Le 7 octobre 2017 et le 4 octobre 2018, Poroshenko signait une loi visant à la prolongation de la durée d'un régime spécial d'autonomie administrative pour la RPD et la RPL, élément crucial pour l'accord de Minsk[22].

En mai 2018, le gouvernement ukrainien décidait de ne plus signaler les combats dans le Donbass en tant qu'opération Anti-terroriste (ATO), mais en tant que *Joint Force Operation* (JFO) de l'armée, dans le cadre de laquelle l'Ukraine mettait davantage l'accent sur l'implication de la Russie qui contrôle les « régions provisoirement occupées »[23].

Le 11 novembre 2018, des élections ont eu lieu en RPD et en RPL. En RPD, le dirigeant en place, M. Puschilin, a obtenu 60 % des voix. En RPL, son homologue, M. Pasechnik, a quant à lui décroché 68 % des voix. Dans les deux parlements, les partis au pouvoir ont atteint quelque 70 % des suffrages. L'Ukraine et la communauté internationale ont condamné les élections, dans la mesure où elles allaient à l'encontre de l'accord de Minsk[24].

Le 26 novembre 2018, le président Poroshenko promulguait un décret instaurant l'état de siège dans toute l'Ukraine pour une période de soixante jours, après que la marine russe a saisi trois bâtiments de la force navale ukrainienne dans le détroit de Kertch. Depuis juin 2017, la Fédération de Russie ralentissait le passage des bateaux ukrainiens dans le détroit en direction de la mer d'Azov. Le parlement ukrainien a approuvé le décret sous forme de loi, mais a réduit la durée de l'état de siège à trente jours et uniquement pour dix régions qui bordent les zones séparatistes. Le parlement a également renoncé à une mobilisation[25]. L'état de siège a pris fin le 26 décembre 2018, après quoi il n'a pas été prolongé[26]. En 2019, la Russie a maintenu ses opérations de contrôle sur le trafic maritime desservant les ports ukrainiens via le détroit de Kertch[27].

Le 30 novembre 2018, l'Ukraine a interdit l'entrée de son territoire aux hommes de nationalité russe âgés de seize à soixante ans. Le président Poroshenko a déclaré que cette disposition servait à éviter que la Russie constitue une force en Ukraine. La mesure a duré aussi longtemps que s'imposait l'état de siège[28].

Une élection présidentielle a eu lieu en Ukraine en mars-avril 2019. Elle a été remportée au second tour par Vladimir Zelensky, un ancien acteur et néophyte en politique, avec 73% des voix. L'OSCE considère que, dans l'ensemble, l'élection s'est déroulée correctement, malgré quelques manquements[29].

En avril 2019, le président Poutine a signé une ordonnance permettant aux « personnes résidant dans certaines zones de la RPD et de la RPL » d'obtenir plus rapidement un passeport russe. Les autorités ukrainiennes ont déclaré que les personnes qui acquièrent la citoyenneté russe dans le cadre de cette procédure ne perdent pas leur nationalité ukrainienne[30].

Des élections législatives anticipées ont eu lieu en Ukraine le 21 juillet 2019. L'OSCE considère que les droits et les libertés ont été respectés et que la compétition entre les candidats s'est déroulée dans

[22] UNHCR, 23/11/2017, url ; US Aid, 10/2018, url
[23] RUSI, 16/05/2018, url; OHCHR, 20/06/2018, url p. 8
[24] Ukraine-Analysen nr. 209, 27/11/2018, url; CES, 13/11/2018, url; European Platform for Democratic Elections, 13/11/2018, url
[25] Novaya Gazeta, 26/11/2018, url; CES, 27/11/2018, url; Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 7; Congressional Research Service, 19/29/2019, url pp. 19-20
[26] NBC, 29/12/2018, url
[27] The Maritime Executive, 19/04/2019, url
[28] Meduza, 30/11/2018, url
[29] OSCE, 20/11/2019, url
[30] OHCHR, 13/06/2019, url, p. 11

les règles durant la campagne, malgré quelques points faibles. Le parti Serviteur du peuple de Zelensky a obtenu 254 sièges au Parlement avec 43 % des voix, soit la majorité absolue[31].

Le 7 septembre 2019, l'Ukraine et la Russie ont échangé 35 prisonniers chacune. Cela a été considéré comme un premier pas vers de nouvelles négociations de paix prévues pour décembre 2019. Dans la même veine, le 18 novembre 2019, la Russie a restitué les trois navires de guerre ukrainiens qu'elle avait saisis un an auparavant[32]. À son tour, le 1er octobre 2019 l'Ukraine a signé la formule dite « Steinmeier ». La formule Steinmeier implique que l'Ukraine accorde une autonomie de facto à la RPD et la RPL pour organiser des élections, sous la supervision de l'OSCE et conformément à la loi ukrainienne, une fois que toutes les troupes étrangères auront quitté la région. Si l'OSCE considère que ces élections sont valables, l'autonomie deviendra permanente. Cependant, l'ambassadeur américain auprès de l'OSCE, James Gilmore, estime que les troupes russes devraient se retirer afin de permettre des élections équitables. La Russie nie avoir des troupes dans la région. Dans le cadre des négociations de paix, les troupes ukrainiennes et séparatistes se sont retirées fin octobre - début novembre 2019 à trois endroits de la ligne de contact. En particulier près de Zolote, Petrivske et Stanitsiya Lugansk. Dans cette dernière localité, le retrait partiel a déjà commencé en juin 2019. Fin novembre 2019, l'OSCE a établi que les mines terrestres ont été retirées des zones évacuées[33].

Le 9 décembre 2019, une rencontre a eu lieu entre Poutine, Zelenskiy, Macron et Merkel dans le « format Normandie ». Au cours de cette réunion, Poutine et Zelenskiy se sont accordés sur un échange de tous les prisonniers. En outre, un cessez-le-feu général a été convenu et un retrait en trois points supplémentaires de la ligne de contact est également prévu pour la fin de 2020. Les pourparlers n'ont apparemment pas abouti à d'autres avancées[34]. Le 29 décembre 2019, l'échange de prisonniers a effectivement été mené à bien. Les séparatistes ont livré 76 détenus à l'Ukraine en échange de 124 personnes détenues par l'Ukraine[35].

Le CES écrit que l'engagement russe dans le conflit dans le Donbass est la principale garantie de la poursuite du mouvement séparatiste dans la région. Sans ce soutien russe, les RPD et RPL ne pourraient survivre économiquement, ni résister à l'armée ukrainienne[36]. Le CES estime que le conflit peut encore durer des années, dans la mesure où aucune des parties en présence ne s'est sentie contrainte à faire de lourdes concessions politiques[37]. Une analyse de l'ICG considère que la Russie utilise le conflit dans le Donbass pour maintenir l'instabilité en Ukraine sous le gouvernement actuel, pro-occidental, pour ramener ensuite ce pays dans sa sphère d'influence. La Russie semble à cet égard jouer avec plusieurs options, allant de la création d'un « frozen conflict » à l'abandon des régions séparatistes au moment idoine[38].

Aucune des provinces orientales n'a de majorité ethnique russe. Mais, d'après le recensement ukrainien de 2001, une majorité des habitants de Donetsk et Lougansk (respectivement 74,9 % et 68,8 %) considèrent le russe comme leur langue maternelle. Leur proportion est de 44,3 % à Kharkov.

Selon le centre ukrainien d'analyses Prometheus, la majorité de la population du Donbass considère le russe comme sa première langue et son importance a augmenté depuis la chute de l'Union soviétique[39].

---

[31] OSCE, 20/11/2019, url
[32] The Moscow Times, 7/09/2019, url; Reuters, 18/11/2019, url
[33] Deutsche Welle, 27/11/2019, url; Deutsche Welle, 01/10/2019, url; RFE, 12/11/2019, url; OSCE, 29/11/2019, url; OSCE, 15/11/2019, url; OSCE, 18/10/2019, url
[34] Meduza, 10/12/2019, url; New Times, 10/12/2019, url
[35] Interfax, 30/12/2019, url
[36] CES, 17/06/2015, url
[37] CES, 28/11/2017, url p. 105
[38] ICG, 05/02/2016, url p. 1
[39] Prometheus Center, 04/2017, url p. 23

2. Conditions de sécurité en Ukraine à l'exception du Donbass et de la Crimée

Dans le présent chapitre, le Cedoca a dressé l'inventaire des principales violences qui ont marqué l'Ukraine, à l'exception du Donbass et de la Crimée, durant la période qui s'étend du changement de pouvoir, fin février 2014, au 30 novembre 2019. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais d'un aperçu des incidents les plus graves (qui ont fait des victimes) et des plus importants pour l'évaluation des conditions de sécurité. Les sources consultées sont mentionnées dans l'introduction de ce COI Focus. Les bulletins de la Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine de l'OSCE constituent une source particulièrement importante. Le 26 mars 2014, l'OSCE a entamé sa mission d'observation en Ukraine. À ce moment-là, elle comprenait quelque 700 observateurs civils internationaux, assistés d'un personnel local et répartis sur tout le territoire ukrainien. L'une des tâches prévues par son mandat consiste en la collecte d'informations quant aux conditions de sécurité et à tout incident concernant d'éventuelles violations des principes défendus par l'OSCE, dont le respect des droits de l'homme et des minorités nationales. La SMM publie des bulletins quotidiens sur le site web de l'OSCE[40].

Le 2 mai 2014 à Odessa, 42 personnes ont perdu la vie dans un incendie et lors d'affrontements entre manifestants[41]. Après cette date et jusqu'à l'automne 2015, au moins 20 attentats à la bombe ont été commis à Odessa, essentiellement contre les infrastructures de la ville. Ces incidents n'ont toutefois pas fait de victime. En 2016 (jusqu'au 1er novembre), la SMM n'a mentionné qu'une seule explosion, qui n'a fait que des dégâts matériels[42]. Quelques manifestations ont donné lieu à des tensions ou des escarmouches en 2016, notamment le 10 avril 2016, quand des manifestations de commémoration de la libération d'Odessa en 1944 ont provoqué des heurts entre membres des groupes « pro-Maidan » et « anti-Maidan ». Ces affrontements ont fait quelques blessés légers[43]. Le 10 août 2016, l' « Odessa Pride » et, le 29 septembre 2016, des manifestations de protestation contre le maire d'Odessa ont été marquées par des incidents mineurs[44].

En 2014 et 2015, dans l'oblast de Kharkov, au moins quinze attentats à la bombe ont été perpétrés. Deux d'entre eux ont fait des blessés (en novembre 2014[45] et en janvier 2015[46]), alors que le 22 février 2015 deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées par l'explosion d'une bombe lors d'une manifestation[47]. En 2016 (jusqu'au 1er novembre) la SMM n'a fait mention que de deux explosions, dont l'une a causé de légers dommages matériels. Mis à part ces deux incidents, la SMM n'en a enregistré aucun[48].

Le 11 juillet 2015, à Mukachevo, dans l'oblast de Zakarpatska, un échange de tirs entre des membres du mouvement nationaliste Pravyy Sektor et des policiers a fait trois morts et plusieurs blessés[49]. Cependant, les sources consultées par le Cedoca n'ont pas mentionné d'autre incident dans cette province. Le 26 juin 2017, quatre membres de Pravyy Sektor ont été condamnés à une peine de prison de trois ans et huit mois pour cet incident. Ils ont immédiatement été remis en liberté, car aujourd'hui

[40] OSCE, 25/03/2015, url
[41] BBC News, 06/05/2014, url
[42] OSCE, s.d.,url
[43] OSCE, 11/04/2016, url
[44] OSCE, 22/09/2016, url
[45] OSCE, 11/11/2014, url
[46] OSCE, 22/01/2015, url
[47] OSCE, 27/02/2015, url
[48] OSCE, s.d., url
[49] RFE/RL, 13/07/2015, url

la détention préventive compte double et ils avaient déjà purgé l'équivalent de leur peine en préventive[50].

À Kiev, le 31 août 2015, trois agents des forces de sécurité ont été tués et de nombreuses personnes blessées au cours d'une manifestation[51]. En 2015, d'autres manifestations ont donné lieu à des incidents de faible ampleur, mais sans faire de victimes. Le 20 février 2016, une manifestation a été le théâtre de nombreux actes de vandalisme[52]. En 2016, la SMM a fait état d'incidents de plus faible ampleur (échauffourées, vandalisme) et de tensions lors d'un grand nombre d'autres manifestations et réunions à Kiev[53]. Le 20 juillet 2016, le journaliste Pavel Sheremet laissait la vie dans l'explosion d'une bombe posée sous sa voiture[54].

Dans les *oblast* de Dnipropetrovsk et de Zaporizhia, en 2015 plusieurs explosions ont causé des dégâts matériels, mais n'ont pas fait de victime. Les sources consultées n'ont pas mentionné d'incident dans ces *oblast* en 2016 (jusqu'au 1er novembre).

Dans l'oblast de Lviv, 2014 et 2015 ont été ponctués de dizaines de fausses alertes à la bombe. En juillet 2015, deux policiers ont été blessés par des explosions[55]. Les sources consultées ne mentionnent aucun incident marquant en 2016 (jusqu'au 1er novembre).

Lors de protestations anti-corruption à Kiev, le 17 octobre 2017, quatre personnes ont été blessées dans des violences entre manifestants et services d'ordre[56].

Le 15 novembre 2018, un cocktail Molotov a été lancé contre l'église Saint-André, à Kiev[57].

Lors d'un défilé de transsexuels à Kiev en novembre 2018, des activistes d'extrême droite s'en sont pris aux participants. Deux manifestants et un journaliste canadien ont été blessés. Le police n'est pas intervenue[58].

Le 9 février 2019, des escarmouches ont eu lieu à Kiev entre des manifestants de l'organisation de jeunesse d'extrême droite C14 et la police. Plusieurs personnes ont été blessées et des dizaines ont été arrêtées[59].

Le 22 octobre 2019, à 23 heures, une grenade a explosé dans la rue Pouchkine à Kiev, tuant deux hommes et blessant une femme. Selon les forces de l'ordre, la cause et le but de l'explosion ne sont pas clairs[60].

3. Conditions de sécurité dans le Donbass

L'OHCHR écrit qu'à partir de novembre 2015 l'on a de nouveau observé des échanges de tirs en plus grand nombre le long de la ligne de contact, mais que la situation s'est un peu apaisée fin 2015[61]. En janvier et février 2016, les accrochages ont connu une recrudescence le long de cette ligne, essentiellement près des villes de Donetsk et Horlivka, ainsi que des villages comme Kominternove,

[50] Ukraine-Analysen nr. 188, 27/09/2017, url
[51] BBC News, 01/09/2015, url
[52] OSCE, 22/02/2016, url
[53] OSCE, s.d.,url
[54] Reuters, 20/07/2016, url
[55] OSCE, 15/07/2015, url
[56] BBC News, 17/10/2017, url
[57] Ukraine-Analysen nr. 209, 27/11/2018, url
[58] Ukraine-Analysen nr. 209, 27/11/2018, url
[59] Laender-Analysen, s.d., url
[60] Laender-Analysen, s.d., url
[61] OHCHR, 09/12/2015, url p. 2; OHCHR, 03/03/2016, url p. 6

Shyrokyne et Zaytseve[62]. La plupart du temps, il s'agissait de tirs d'armes légères[63]. En mars 2016, des combats ont éclaté à Avdiivka, Horlivka et Yasynuvata (localités toutes situées dans la région de Donetsk) et se sont poursuivis jusqu'en mai 2016. Pendant cette période, l'OSCE a enregistré une hausse du nombre d'armes lourdes sur la ligne de contact[64]. Vers la fin avril 2016 (Pâque orthodoxe), l'on a constaté un certain essoufflement des hostilités[65].

Le CES et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies écrivent qu'après quelques mois de calme relatif, en juin-juillet 2016 les violences ont repris sur la ligne de contact dans le Donbass. Si l'on a observé davantage de tirs venant des deux côtés, principalement de mortiers et d'armes légères, les tirs d'artillerie lourde ou de blindés ont été moins nombreux. Ces tirs venaient de positions fixes, mais l'on a craint que l'une des parties puissent opérer des mouvements offensifs[66]. À cause des combats, les passages de frontière sur la ligne de contact ont été alternativement fermés pour un certain temps[67].

Au printemps 2016, plusieurs hommes politiques ukrainiens ont plus d'une fois mis en garde contre un nouvel essor des opérations militaires en Ukraine orientale. Selon le CES, cet avertissement est partiellement dû à une crainte réelle, mais il est aussi partiellement motivé par un souci de regrouper la population ukrainienne autour du gouvernement actuel, contre une menace externe[68]. Le 5 août 2016, Oleksandr Turchynov, président du Conseil de sécurité nationale et de la défense d'Ukraine, déclarait qu'une agression militaire de grande ampleur due à des séparatistes soutenus par la Russie était peu probable, mais que les opérations de faibles intensités se poursuivraient[69].

Pendant le mois d'août 2016, des tirs d'armes légères et d'artillerie sont partis tous les jours des deux côtés de la ligne de contact dans le Donbass. À partir du 15 août 2016 surtout, l'OSCE a observé une multiplication des incidents. Cette tendance était principalement notable dans les zones densément peuplées du triangle Avdiivka-Yasynuvata-aéroport de Donetsk; à Stanycya Louganska et aussi aux alentours d'Horlivka; à Shyrokyne, Lobacheve, Zaiceve, et Mariinka, dans la région de Donetsk; et à l'ouest de la région de Lougansk. Pour l'OCHA, le nombre de victimes civiles dues à ces incidents est le plus élevé depuis août 2015[70].

Le 1er septembre 2016, les deux parties ont déclaré vouloir soutenir un nouveau cessez-le-feu. D'après l'OSCE, cette démarche a suscité une brève diminution du nombre d'affrontements, jusqu'à une dizaine par jour. Le 10 septembre 2016, l'OSCE a cependant enregistré 515 explosions dans le triangle Avdiivka-Yasynuvata-aéroport de Donetsk. Selon l'OCHA, les séparatistes ont décrété un cessez-le-feu unilatéral pour la semaine du 15 septembre 2016. Par la suite, relativement peu de combats se sont déroulés dans le Donbass en septembre 2016[71].

En septembre 2016, plusieurs hauts fonctionnaires ont été arrêtés en RPL, en raison de leur implication supposée dans la tentative de coup d'État avortée peu avant. Dans ce contexte, l'un d'entre eux, Gennadiy Cypalkov, l'ex-Premier ministre de la RPL, se serait suicidé. Le 22 septembre 2016, le dirigeant de la RPD, Alexandre Zakharchenko, a envoyé un bataillon en RPL, pour y renforcer la sécurité[72].

---

[62] Pour un aperçu géographique, voir carte p. 14
[63] OHCHR, 03/03/2016, url pp. 6, 12
[64] La plupart des sources désignent la ligne de front matérielle dans le Donbass par « ligne de contact ».
[65] OHCHR, 03/06/2016, url, p. 9; Foreign Policy, 12/04/2016, url
[66] CES, 10/08/2016, url; OCHA, 18/10/2016, url
[67] OCHA, 18/10/2016, url
[68] CES, 10/08/2016, url
[69] CES, 10/08/2016, url
[70] ICG, s.d., url ; OCHA, 18/10/2016, url; OSCE, 31/08/2016, url
[71] OCHA, 18/10/2016, url; OCHA, 23/09/2016, url; OCHA, 12/10/2016, url; OSCE, 14/09/2016, url
[72] ICG, s.d., url

D'après l'ICG, en octobre 2016 l'on procédait toujours à un nombre considérable de tirs des deux côtés de la ligne de contact, notamment autour des villes d'Avdiivka et de Marioupol. Selon la mission d'observation de l'OSCE, le nombre de violations quotidiennes du cessez-le-feu est passé d'une centaine en septembre 2016 à plusieurs centaines en octobre 2016. Ces incidents se produisaient principalement au nord-est de Marioupol, dans le triangle Avdiivka-Yasynuvata-aéroport de Donetsk, dans les faubourgs d'Horlivka et sur la route Svitlodarsk-Debaltseve. À Lougansk régnait un calme relatif. En octobre 2016, l'OSCE a observé quelques mouvements de repli de troupes et de matériel, conformément à ce qui était prévu dans la Framework Decision. Ces replis ont eu lieu dans les zones de Staniciya Louganska, de Zolote/Pervomaysk et de Petrivske/Bohdanivka. L'OSCE ajoute néanmoins qu'elle n'a pas le libre accès à ces zones et qu'en même temps elle a observé un positionnement d'unités et de matériel ennemis qui restaient dangereusement proches les uns des autres[73].

Durant la période novembre-décembre 2016, pour l'OHCHR et l'OSCE les incidents se sont fortement multipliés près de la ligne de contact. En novembre 2016, l'OSCE a enregistré des pics de 1.000 à plus de 2.000 incidents par jour. De janvier 2017 à début février 2017 également, les violences sur la ligne de contact se sont soudain fortement multipliées. Ces deux périodes ont vu une hausse des dommages portés aux infrastructures proches de la ligne de contact. À la mi-février 2017, le calme est un peu revenu, mais les violences se sont ravivées à la fin février 2017[74].

Durant la période qui va de fin mars à début mai 2017, l'OSCE a constaté une hausse constante du nombre d'incidents. Au cours de la période du 8 au 14 mai, les violations du cessez-le-feu se sont encore accrues de 75 %[75].

Après une forte accalmie des violences le 1er juin 2017, pour la Journée internationale de l'Enfance, les violences ont rapidement repris[76].

Concernant la période du 24 juin 2017 à fin août 2017, les parties en présence avaient convenu un cessez-le-feu « des moissons » qui a brièvement donné lieu à une baisse du nombre d'incidents, malgré une courte reprise des hostilités fin juillet-début août 2017, selon l'OSCE[77].

Le 25 août 2017, les parties en présence ont convenu du rétablissement du cessez-le-feu, qui s'est traduit par une diminution du nombre d'incidents[78].

Durant la période d'août à début octobre 2017, la situation a été relativement calme sur la ligne de contact. Toutefois, dès octobre 2017, le nombre de violations du cessez-le-feu a recommencé à croître, selon les observations de l'OSCE[79].

En novembre 2017, la situation est restée très tendue. C'est surtout dans la seconde moitié de novembre que le nombre d'incidents s'est considérablement accru par rapport à la précédente période qui avait fait l'objet d'un rapport de l'OSCE. En novembre 2017, cette dernière a observé 25.945 violations du cessez-le-feu. Elle a également constaté la présence d'armes lourdes près de la ligne de contact, en contradiction avec les accords de Minsk. Durant la première moitié du mois, l'on en comptait environ 310. Au cours de la seconde moitié, l'organisation en a observé 18 dans la région contrôlée de Kiev et 99 dans les régions séparatistes[80].

[73] ICG, s.d., url; OSCE, 27/10/2016, url; OSCE, 11/10/2016, url
[74] OHCHR, 15/03/2017, url p. 5; OSCE, 09/11/2016, url; OSCE, 10/03/2017, url; OSCE, 08/02/2017, url; OSCE, 23/02/2017, url
[75] OSCE, 18/05/2017, url
[76] OSCE, 15/06/2017, url
[77] OHCHR, 12/09/2017, url p. 4; OSCE, 10/08/2017, url
[78] OSCE, 06/09/2017, url
[79] OSCE, 03/11/2017, url
[80] OSCE, 17/11/2017, url; OSCE, 01/12/2017, url

Le 25 novembre 2017, la RPL connaissait un coup d'État armé, au cours duquel des militaires sans signes distinctifs ont pris des places stratégiques à Lougansk et ont contraint à la démission le dirigeant de la région, Igor Plotnitsky. Il est possible que des unités armées de la RPD aient pris part à l'opération. Ce coup d'État a directement suscité un conflit entre Plotnitsky et le directeur du ministère de l'Intérieur, Igor Kornet. Plotnitsky a renoncé à lutter et a fui en Russie. Leonid Pasechnik, l'ancien ministre de la Sûreté, a alors repris la direction de la République[81].

Fin décembre 2017, un nouveau cessez-le-feu entrait en vigueur et allait durer jusqu'au début de janvier 2018, entraînant une chute de 80 % du nombre d'incidents[82].

En janvier-février 2018, les périodes de calme ont alterné avec les explosions de violence[83].

Le début du printemps et Pâques 2018 ont vu une interruption du cycle des incidents, avec respectivement deux cessez-le-feu, les 5 et 30 mars 2018. Ces moments de calme n'ont pas duré longtemps et, en avril 2018, les hostilités se sont considérablement multipliées, surtout le long de la ligne de contact, et ont continué de croître en mai-juin 2018. Le 1er juillet 2018, les parties au conflit ont convenu d'un cessez-le-feu « des récoltes » qui a donné lieu à une baisse notable des violences[84]. À partir de la fin du mois de juillet 2018, l'on a observé une nouvelle escalade qui s'est poursuivie en août et en septembre, en dépit de la conclusion d'un cessez-le-feu pour le début de l'année scolaire, le 1er septembre 2018[85].

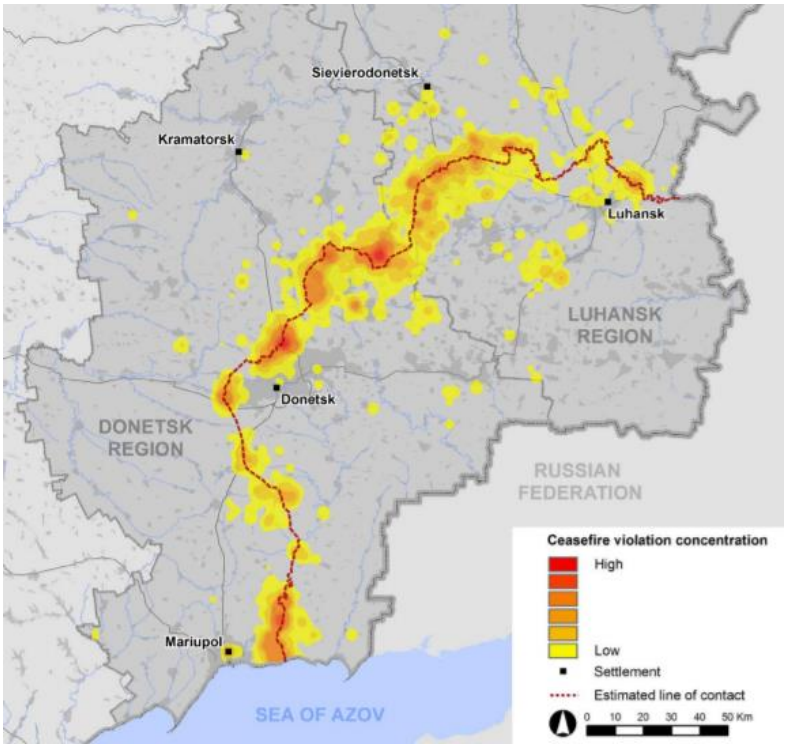
En octobre 2018, les violences se sont accrues avec, durant les deux premières semaines, deux fois plus d'incidents par rapport aux deux semaines précédentes. Ce degré de violence s'est maintenu pendant le reste d'octobre et la première moitié de novembre 2018, quand 18.000 incidents se sont produits. Au cours de la seconde moitié de novembre 2018, ce nombre est revenu à 11.900[86].

Aperçu du nombre total de violations du cessez-le-feu par an sur la ligne de contact, selon l'OSCE :

Année	Nombre de violations du cessez-le-feu
2016	316.397[87]
2017	401.336[88]
2018	312.554[89]
1er janvier – 10 novembre 2019	262.489[90]

La carte de l'OSCE ci-dessous donne un aperçu visuel des violations du cessez-le-feu à la ligne de contact en 2018. Selon l'OSCE, les violations observées en dehors de la zone de sécurité sur la ligne de contact concernent presque toutes des manœuvres à munitions réelles[91].

[81] CES, 29/11/2017, url, Novaya Gazeta, 27/11/2017, url; Hromadske International, 27/11/2017, url
[82] OSCE, 12/01/2018, url
[83] OSCE, 07/03/2018, url; OSCE, 22/02/2018, url
[84] OHCHR, 19/09/2018, url p. 1; OCHA, 14/06/2018, url
[85] OHCA, 14/11/2018, url; OSCE, 27/07/2018, url; OSCE, 23/08/2018, url; OSCE, 21/09/2018, url
[86] OSCE, 30/11/2018, url; OSCE, 19/10/2018, url; OSCE, 06/11/2018, url; OSCE, 20/11/2018, url
[87] OSCE, 27/03/2019, url
[88] OSCE, 27/03/2019, url
[89] OSCE, 27/03/2019, url
[90] OSCE, 29/10/2019, url; OSCE, 11/07/2019, url; OSCE, 18/04/2019, url; OSCE, 15/11/2019, url
[91] OSCE, 27/03/2019, url



Ceasefire violations 2018[92]

Selon l'OSCE, 83.047 violations du cessez-le-feu ont eu lieu entre janvier et mars 2019. Ce chiffre est resté assez stable entre avril et juin 2019, avec 85.483 violations, et a diminué jusqu'à 50.259 violations entre juillet et septembre 2019[93]. Entre le 30 septembre 2019 et le 27 octobre 2019, l'OSCE a observé 33.200 violations du cessez-le-feu[94].

Le 26 juin 2019, l'OSCE a observé un retrait des troupes des deux côtés de la ligne de contact près de Stanitsiya Lugansk. Ce retrait s'est achevé le 30 juin 2019[95].

Un nouveau cessez-le-feu illimité convenu par le groupe de contact trilatéral (Ukraine, Russie et OSCE) et les RPD et RPL a pris cours le 21 juillet 2019. Selon l'OSCE, le nombre d'incidents armés a fortement diminué peu de temps après, mais fin septembre 2019, il a de nouveau augmenté pour atteindre le niveau d'avant le 21 juillet 2019[96].

Fin octobre - début novembre 2019, les troupes se sont retirées des deux côtés de la ligne de contact près de Zolote et Petrivske[97].

En octobre 2019, selon l'UNICEF, un nombre élevé d'incidents se sont produits, à la suite desquels les autorités ukrainiennes ont décrété le régime de sécurité « jaune » et les séparatistes le régime de combat « élevé »[98]. L'OSCE a enregistré un pic de 17.000 incidents armés durant la période du 30

[92] OSCE, 27/03/2019, url
[93] OSCE, 29/10/2019, url; OSCE, 11/07/2019, url; OSCE, 18/04/2019, url
[94] OSCE, 04/11/2019, url
[95] OSCE, 11/07/2019, url
[96] OSCE, 18/07/2019, url; OSCE, 29/10/2019, url
[97] OSCE, 15/11/2019, url
[98] UNICEF, 20/11/2019, url

septembre au 13 octobre 2019. Ce chiffre est tombé à 10.500 incidents au cours de la période du 28 octobre au 10 novembre 2019[99].

L'OHCHR souligne que l'absence de contrôle par les autorités ukrainiennes de la frontière avec la Fédération de Russie et des zones séparatistes dans le Donbass facilite l'accès des armes, des munitions et des combattants peuvent facilement en RPD et en RPL[100].

Selon le CES, la Russie se sert d'une augmentation contrôlée de l'intensité du conflit dans le Donbass pour faire pression sur l'Ukraine afin qu'elle mette en œuvre le volet politique de Minsk II, et ainsi créer un statut spécial pour le Donbass et un statut légal pour les milices armées. Kiev insiste cependant sur le fait que cela nécessite d'abord un véritable cessez-le-feu et le contrôle par l'Ukraine de la frontière avec la Russie à l'est[101]. L'ICG écrit que, bien que la Russie ait déclaré à plusieurs reprises qu'elle reconnaissait la souveraineté de l'Ukraine sur les zones du Donbass, les actions politiques réelles de la Russie semblent être davantage axées sur le renforcement des entités séparatistes[102].

3.1. Point de vue de l'UNHCR

L'UNHCR a déjà publié différents rapports (*International Protection Considerations*) sur les développements de la situation en Ukraine. Le dernier remonte au 24 septembre 2015. Dans le rapport, l'UNHCR livre le point de vue suivant sur les procédures de détermination individuelle en matière d'asile[103]:

> « All claims of persons from Ukraine applying for international protection should be processed in fair and efficient procedures in accordance with existing asylum or refugee status determination frameworks. For some individuals whose claim had been rejected prior to the current events, the situation now may give rise to changed circumstances, which need to be considered if a new asylum claim is submitted. Claims for international protection made by persons having been involved in recent developments, including, for example, political and religious activists, journalists, members of minorities, and human rights defenders may need to be given particular attention. Some Ukrainians also put forth claims for international protection relating to a fear of being conscripted into the armed forces. Persons with relevant profiles may be in need of international protection in accordance with the 1951 Convention for reason of (imputed) political opinion or for reasons related to other 1951 Convention grounds.
>
> All claims should be considered on an individual basis, taking into account the particular circumstances of each case. There may be persons who have been associated with excludable acts in the sense of Article 1F of the 1951 Convention.[148] In such cases, it will be necessary to examine carefully any issues of individual responsibility for crimes which may give rise to exclusion from international refugee protection.
>
> […]
>
> An analysis of the possible application of an internal flight or relocation alternative (IFA/IRA) requires an assessment of the "relevance" as well as the "reasonableness" of the proposed IFA/IRA. In the current circumstances in Ukraine, an IFA/IRA may be relevant for individuals in areas of the country not affected by recent events.

[99] OSCE, 15/11/2019, url; OSCE, 18/10/2019, url
[100] OHCHR, 09/12/2015, url p. 4
[101] CES, 10/08/2016, url
[102] ICG, 05/02/2016, url p. 1
[103] UNHCR, 24/09/2015, url p. 15

If an IFA/IRA is deemed relevant, it must be determined, on a case-by-case basis, whether an IFA/IRA is "reasonable", taking into account the personal circumstances of the applicant. A number of factors need to be considered in order to evaluate whether the individual would be able to live a relatively normal life without undue hardship in the area of relocation, given his or her situation. These include the safety and security situation in the proposed area of relocation, respect for human rights in that area, and the possibilities for economic survival. For reasons related to the observations made in the preceding sections, for some persons, depending on the individual circumstances of the case, the "reasonableness" criteria may not be met. »

4. Parties au combat dans le Donbass

4.1. Ukraine

4.1.1. Unités régulières

4.1.1.1. Armée ukrainienne

Selon l'institut militaire britannique Royal United Services Institute (RUSI) et le CES, quand les troubles armés ont éclaté, début 2014, l'armée ukrainienne n'était pas en mesure de réagir promptement. La plupart des unités de l'armée ukrainienne étaient stationnées à l'ouest du pays et l'armée ne disposait que de possibilités limitées d'organiser rapidement des déplacements de troupes à grande échelle. Dans ce cadre, les troupes ukrainiennes ont aussi longtemps souffert d'une période de sous financement, ayant une influence négative sur leur niveau d'entraînement au combat[104].

Début 2015, l'armée ukrainienne comptait 150.000 hommes, dont 35.000 étaient prêts à combattre, d'après le magazine d'information Foreign Policy. Fin 2015, les effectifs atteignaient 240.000 hommes et en 2018, ils comptaient 204.000 militaires et 46.000 civils, un nombre resté constant en 2019[105].

Plusieurs sources s'accordent à dire que les unités militaires ukrainiennes actuelles ont fortement progressé par rapport aux unités démoralisées déployées au début du conflit[106]. En outre, l'armée ukrainienne a reçu depuis 2014 une quantité substantielle de nouveau matériel et a modernisé celui qu'elle disposait déjà. Dans ce cadre, l'armée s'efforce d'acquérir du matériel adapté à la collaboration avec les troupes de l'OTAN[107].

Au cours de la période 2014 - juin 2019, elle a reçu une aide militaire américaine d'une valeur de 1,5 milliard de dollars[108].

Le 2 novembre 2016, le président ukrainien Poroshenko déclarait que dorénavant aucun conscrit ukrainien n'était plus en opération dans la zone de conflit du Donbass, mais que l'on y trouvait plus que des militaires de métier ou des volontaires. D'après le CES, en 2016, ce sont 69.000 personnes qui ont conclu un contrat avec l'armée ukrainienne, parmi lesquelles 7.500 officiers. Pendant les trois premiers mois de 2017, pas moins de 7.000 personnes ont encore fait de même. À la mi-2017, le

[104] Royal United Services Institute, 27/03/2014, url; CES, 07/07/2017, url
[105] Foreign Policy, 04/03/2015, url; McClatchy DC, 09/11/2016, url; International Institute for Strategic Studies, 13/02/2018, url p. 180; Atlantic Council, 22/02/2019, url
[106] ICG, 18/07/2016, url p. 9; Atlantic Council, 22/02/2019, url; National Interest, 21/07/2019, url; Galeotti M., 2019, pp. 41-46
[107] Ukraine Today, 20/10/2016, url; McClatchy DC, 09/11/2016, url; Carnegie Endowment, 07/12/2015, url; Atlantic Council, 09/02/2016, url; International Institute for Strategic Studies, 13/02/2018, url pp. 179-180; Atlantic Council, 22/02/2019, url; National Interest, 21/07/2019, url; Galeotti M., 2019, pp. 44-46
[108] Congressional Research Service, 19/29/2019, url p. 30

nombre des soldats de métier de l'armée ukrainienne se montait à 159.000, représentant quelque 80 % de l'occupation à temps plein des effectifs de 204.000 hommes. En 2017, ce sont 30.700 Ukrainiens qui ont conclu un contrat avec l'armée. En 2018, l'on en dénombrait 27.000, dont 1.700 officiers. Selon Atlantic Council, quelque 80 % des soldats sous contrat ne le renouvellent pas après leur premier engagement[109].En outre, l'armée peut disposer de 193.000 réservistes facilement mobilisables[110]. Les réservistes sont répartis entre OR-1 et OR-2. L'OR-1 regroupe des réservistes ayant une réelle expérience du combat et compte 100.000 hommes. Ils sont appelés à intervalles réguliers pour des sessions d'entraînement. L'OR-2 se compose de tous les hommes aptes au service militaire[111].

Le conflit dans le Donbass a suscité la création de 17 nouvelles brigades militaires combattantes et logistiques, ainsi que la mise sur pied d'un quartier général stratégique opérationnel, responsable de toutes les opérations en lien avec les combats. Ce dernier organe constitue une primeur pour l'armée ukrainienne[112]. Par ailleurs, l'on a créé une unité militaire spécialement entraînée qui mène des opérations depuis la seconde moitié de 2017. Outre les troupes de combats, les 3e en 8e *Special Purpose regiments*, cette unité compte également une composante solidement structurée, rompue aux opérations de guerre psychologique[113].

Selon l'expert en défense Mark Galeotti, en 2019 les troupes terrestres concentraient environ treize brigades dans le Donbass. L'armée de l'air disposait également de sept unités d'infanterie légère dans la région. Enfin, une unité distincte des forces spéciales, forte de 4.000 hommes, est également opérationnelle[114].

4.1.1.2. Garde nationale

La Garde nationale est une unité qui relève du ministère de l'Intérieur. Elle a d'abord été créée en 1991 et avait officiellement la fonction de contrôler les émeutes, de protéger les institutions et d'assister les autres forces de l'ordre. La Garde a cependant été démantelée en 2000. En mars 2014, la Garde nationale a été ressuscitée par le président ukrainien intérimaire, Oleksandr Turchynov, et le parlement. Stepan Poltorak en a été désigné commandant et a commencé par recomposer la Garde nationale qui comptait trois bataillons en mai 2014. Fin décembre 2015, le président Poroshenko désignait le lieutenant général Yuriy Allerov comme nouveau commandant de la Garde nationale[115]. Après une instruction d'environ deux mois, des unités de la Garde nationale ont été envoyées dans la zone de conflit dans le Donbass.

Dans ce contexte, il est néanmoins apparu qu'elles étaient trop légèrement armées et, après un amendement à la loi en février 2015, la Garde nationale a également pu disposer d'armes lourdes. Au printemps 2015, les unités de la Garde nationale ont reçu un entraînement dispensé par des militaires américains et, en juin 2016, la Garde nationale recevait une nouvelle brigade opérationnelle, la 4e Brigade de réaction rapide, qui dispose de blindés et d'artillerie[116]. Entre-temps les effectifs se sont accrus jusqu'à compter au moins neuf brigades et plusieurs autres unités[117]. Depuis 2015, leur mission a cependant quelque peu changé et elle est davantage engagée dans des missions de surveillance et de patrouille derrière le front. Cela n'empêche pas certaines unités de la Garde nationale d'encore accomplir des missions sur le front. Par exemple, un certain nombre d'unités de la Garde nationale

[109] Atlantic Council, 22/02/2019, url
[110] Ukraine Today, 02/11/2016, url; Ukraine Today, 20/10/2016, url; CES, 07/07/2017, url pp. 15-16; Korrespondent, 06/11/2018, url
[111] International Institute for Strategic Studies, 13/02/2018, url p. 180
[112] CES, 07/07/2017, url pp. 19-20
[113] CES, 07/07/2017, url p. 21; International Institute for Strategic Studies, 13/02/2018, url p. 179
[114] Galeotti M., 2019, p. 46
[115] Ukraine Today, 03/06/2016, url; President of Ukraine, 30/12/2015, url
[116] Ukraine Today, 03/06/2016, url; President of Ukraine, 30/12/2015, url
[117] Novoe Vremya, 26/03/2018, url; National Guard of Ukraine, s.d., url

comptant un total de 5.000 soldats sont actives dans le Donbass jusqu'en 2019[118]. Le 28 novembre 2018, le chef d'état-major général de l'armée ukrainienne, le général-major Rodion Timoshenko, déclarait que l'armée avait confié plusieurs unités de la Garde nationale à son autorité[119]. En 2019, la Garde nationale comptait plus de 40.000 hommes[120].

4.1.2. Organisations de volontaires

Dans le Donbass, plusieurs bataillons de volontaires combattent aux côtés des troupes régulières ukrainiennes. D'après Ukraine-Analysen et Open Dialog, plusieurs de ces unités sont nées du mouvement Maidan qui a entraîné la chute du président ukrainien Ianoukovytch, en février 2014. Après la chute de Ianoukovytch, la Russie a très rapidement repris le contrôle de la Crimée et les insurrections séparatistes sont apparues dans l'est de l'Ukraine. Pour certains Ukrainiens, la perte de la Crimée était le signe que l'armée ukrainienne n'était pas en mesure d'assumer sa tâche. Partant de ce constat, plusieurs unités de volontaires se sont formées pour contrer les séparatistes dans le Donbass. Le journal britannique *The Guardian* écrit que l'administration provisoire s'est aussi attelée à la formation de ces unités de volontaires afin d'envoyer les groupes extrémistes du mouvement Maidan dans l'est de l'Ukraine et y combattre aux côtés des troupes régulières[121]. Ces groupes étaient en effet déstabilisants pour la situation politique à Kiev. Cette action a été menée par Andrey Purubiy, ex-directeur du Conseil de sécurité nationale et de la défense d'Ukraine. Selon l'expert en défense Mark Galeotti, un total de cinquante bataillons de volontaires ont été formés, dont certains ont existé très peu de temps et d'autres sont encore actifs aujourd'hui[122]. Initialement, les organisations de volontaires combattaient avec les troupes ukrainiennes sans être contrôlées, mais au printemps 2015, elles ont été officiellement intégrées dans les structures régulières de la Garde nationale, du ministère de l'Intérieur (police) ou du ministère de la Défense. Selon Ukraine Analysen, en pratique les organisations de volontaires font encore preuve d'une grande indépendance et, d'après Open Dialog, certains groupes comme Pravyy Sektor ont refusé de ressortir à la responsabilité des structures officielles[123]. Le CES écrivait en 2017 que Pravyy Sektor travaille toujours de manière autonome et que les autorités tolèrent cet état de fait. Entre-temps, Azov est une division de la Garde nationale, mais y bénéficie encore d'une certaine autonomie et dispose de son propre réseau de centres d'entraînement[124]. Par ailleurs, Azov a créé une Milice nationale qui compte un millier d'hommes et qui assume des missions de police dans plusieurs villes. Les membres de cette milice disent intervenir contre la criminalité de rue et le trafic de drogue, mais prennent également part à des manifestations d'extrême droite lors desquelles ils font souvent usage de la violence[125].

Selon Huseyn Aliev, de l'université de Glasgow, en 2017 ce sont 22 bataillons de volontaires qui étaient encore actifs en Ukraine. Il ajoute que des membres des bataillons de volontaires sont désignés comme les exécutants de plusieurs assassinats politiques en Ukraine durant les années 2017 et 2018[126].

En octobre 2018, l'ICG écrivait que les bataillons de volontaires sont officiellement repris dans la structure de l'armée ukrainienne, mais qu'ils s'entraînent encore dans leurs propres stands de tir et qu'ils portent des insignes spécifiques[127]. Ukraine-Analysen écrivait en septembre 2018 que, dans les

[118] Open Dialog, 18/05/2015, url; Global Security, 03/04/2015, url; Defence 24, 25/08/2016, url; 24 Kanal, 26/03/2018, url ; National Guard of Ukraine, s.d., url; Galeotti M., 2019, p. 52
[119] Censor, 28/11/2018, url
[120] National Guard of Ukraine, s.d., url
[121] The Guardian, 13/05/2013, url
[122] Galeotti M., 2019, p. 53
[123] Ukraine-Analysen, 29/04/2015, url; Ukraine-Analysen, 30/06/2016, url; Open Dialog, 18/05/2015, url; Revue d'études comparatives Est-Ouest, 2018/2, 2, (Puglisi R.), url
[124] CES, 28/11/2017, url p. 109
[125] Ukraine-Analysen nr. 205, 25/09/2018, url p. 3
[126] Ukraine-Analysen nr. 205, 25/09/2018, url pp. 2-3
[127] ICG, 01/10/2018, url p. 19

faits, les bataillons de volontaires jouissent encore d'une solide autonomie en matière de financement, de logistique et de recrutement et Galeotti mentionnait en 2019 que, bien que les unités de volontaires soient incluses dans les structures du ministère de la Défense et du ministère de l'Intérieur, elles conservent souvent leur propre identité et un nombre limité d'entre elles conservent une certaine autonomie opérationnelle[128].

Le 11 septembre 2019, la police nationale ukrainienne a signalé que trois bataillons de volontaires qui n'ont pas encore été intégrés dans les forces de l'ordre officielles remettaient leurs armes. Il s'agit du bataillon Sheik Mansoer, de l'ONU (Organisation des nationalistes ukrainiens) et du 8e bataillon de l'Armée ukrainienne des volontaires. Ils faisaient partie des dernières unités composées uniquement de volontaires[129].

Vous trouverez ci-dessous un bref aperçu des principaux bataillons de volontaires et en annexe 1 un aperçu schématique de ces bataillons, issu du journal ukrainien *Kiev Post*[130]*:*

- Aidar: Créé en mai 2014, ressortit au ministère de la Défense et compte quelque 500 hommes. En 2015, il a été officiellement dissous et seul un nombre limité de ses effectifs d'origine ont été intégrés par le ministère de la Défense.
- Azov: Créé en mai 2014 à partir de l'organisation Patriote d'Ukraine, un groupe paramilitaire extrémiste qui défend la suprématie blanche et l'autoritarisme. Le commandant en est Andrey Biletsky. L'organisation était très fortement impliquée dans les combats de Marioupol. En tant qu'unité spéciale, elle relève de la Garde nationale et compte environ 1.000 hommes[131].
- Dnipro-1: Créé en avril 2014 par l'oligarque Igor Kolomoysky. Cette organisation relève du ministère de l'Intérieur et compte quelque 4.000 hommes. A pris part aux combats dans la zone de conflit, mais aussi au maintien de l'ordre dans les villes. En 2015, Yuryy Bereza était désigné comme son commandant. Il est membre du parlement ukrainien.
- Donbass: Créé en avril 2014 en tant qu'unité défensive dans le Donbass même. Cependant, cela a échoué. Tout d'abord commandée par Semen Semenchenko qui a choisi de siéger au parlement ukrainien. Lui a succédé Vyacheslav Vlasenko. Le bataillon ressortit à la Garde nationale et compte environ 600 hommes. Depuis janvier 2015, une partie de cette unité combattante relève du ministère de la Défense.
- Pravyy Sektor: Créé en juillet 2014. En 2015, Dmitry Yarosh en est nommé commandant. Il est membre du parlement ukrainien et est un ancien membre de l'organisation d'extrême Trizub (Trident). Officiellement, ce bataillon tombe sous la responsabilité du ministère de la Défense, mais selon l'OHCHR et le CES, l'unité fonctionne en dehors de la structure de commandement de l'armée ukrainienne. En septembre 2016, il est toujours stationné le long de la ligne de contact.
- Bataillon Sainte-Marie : bataillon de volontaires d'idéologie ouvertement chrétienne. En 2015, le commandant en était Aleksey Serdyuk.
- Bataillon Sich : Créé en juin 2014 par le parti d'extrême droite Svoboda. L'unité compte une cinquantaine d'hommes. Le bataillon Sich a pris part aux combats et, en 2015, ils ne relevaient pas des autorités ukrainiennes. Le bataillon Sich a pris part aux combats et il contribue également au maintien de l'ordre, notamment dans la ville de Slavyansk. Il est caserné avec le Régiment spécial de patrouille de la Garde nationale de Kiev. Certains bataillons de

[128] Ukraine-Analysen nr. 205, 25/09/2018, url p. 2; Galeotti M., 2019, p. 52
[129] RFE, 13/09/2019, url
[130] Ukraine-Analysen, 29/04/2015, url; Russia Direct, 18/08/2015, url; Open Dialog, 18/05/2015, url; OHCHR, 03/06/2016, url, p. 5; CES, 28/11/2017, url p. 108 ; Galeotti M., 2019, pp. 54-56
[131] CES, 28/11/2017, url p. 108; Galeotti M., 2019, p. 55

volontaires, comme Aidar et Azov, appartiennent à une tendance d'extrême droite et leurs membres sont soupçonnés d'avoir perpétré des crimes de guerre[132].

4.2. Séparatistes

4.2.1. Organisation et structure politique

Le dirigeant actuel de la République populaire de Donetsk (RPD) est Denis Pushilin. Il a assuré la continuité du pouvoir après qu'Aleksandr Zakharchenko a été tué, le 31 août 2018, dans un attentat à Donetsk. Toute la lumière n'a pas encore été faite sur cet attentat. Le dirigeant de la République populaire de Lougansk (RPL) est Leonid Pasechnik. Jusqu'au 25 novembre 2017, il était ministre de la Sécurité en RPL et, par un coup d'État armé, il a chassé son prédécesseur, Igor Plotnicskiy[133]. D'après le CES, Carnegie Endowment, le projet Civic Monitoring et le European Council on Foreign Relations, c'est Moscou qui contrôle les dirigeants des RPD et RPL. M. Zakharchenko disposait potentiellement d'une certaine autonomie, mais M. Pushilin est considéré comme inféodé à Moscou[134].

Le CES écrivait en juin 2015 qu'il n'était pas évident de connaître l'apparence précise de la structure des gouvernements séparatistes des RPD et RPL. Selon l'ICG, la création d'une administration cohérente a été très difficile au début et la gestion quotidienne est en grande partie assurée par ce qu'il reste des institutions ukrainiennes[135].L'OHCHR, l'UNHCR, Carnegie Endowment et le CES remarquent à cet égard qu'en RPD et RPL l'on travaille toutefois à l'élaboration de structures administratives parallèles répondant à leur propre réglementation. C'est ce qui prévaut en premier lieu pour les forces de l'ordre et le système judiciaire. En outre, les deux entités ont adopté leur propre Constitution, ainsi que leurs symboles étatiques et leurs plaques minéralogiques[136]. Officiellement, c'est une structure démocratique qui est en place, avec un parlement, des tribunaux, ainsi qu'un pouvoir exécutif dirigé par le président et un cabinet ministériel. Cependant, Civic Monitoring souligne que, dans les faits, il n'y a aucune forme de pluralisme politique et que la liberté d'expression n'existe pas. Seules les personnes qui soutiennent l'idée d'indépendance ou l'intégration à la Fédération de Russie ont accès au processus politique[137].

En ce qui concerne la justice en RPD et en RPL, dans un rapport détaillé, l'OSCE écrit en 2015 que tous les tribunaux et *prokuraturas*[138] ukrainiens sont fermés. La juridiction de ces tribunaux est transférée à ceux des régions contrôlées par l'Ukraine. Dans les faits, les zones séparatistes ne sont plus du ressort de ces tribunaux. La RPD et la RPL essayent maintenant d'ériger leur propre système judiciaire. Selon l'OSCE, l'OHCHR et la PACE, la démarche n'est pas légitime, elle est opaque et souffre de sous-effectif. Ce faisant, la population locale n'a pas accès à un système judiciaire à part entière. En 2018, l'OHCHR écrivait qu'une partie des juridictions d'appel qui figurent dans la législation locale n'existent pas en réalité. Par conséquent, certains justiciables sont détenus sans pouvoir introduire de

[132] Ukraine-Analysen, 29/04/2015, url
[133] ICG, 05/02/2016, url p. 6; CES, 29/11/2017, url; Civic Monitoring, 09/11/2018, url pp. 3-4
[134] European Council on Foreign relations, 01/09/2016, url; CES, 29/11/2017, url; Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 3; CES, 03/09/2018, url; CES, 13/11/2018, url; Carnegie Endowment (De Waal T.), 03/12/2018, url pp. 61-62
[135] ICG, 05/02/2016, url p. 6; CES, 17/06/2015, url
[136] OHCHR, 09/12/2015, url p. 3; CES, 17/06/2015, url; UNHCR, 19/09/2015, url p. 3; Carnegie Endowment (De Waal T.), 03/12/2018, url p. 64
[137] Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 10
[138] Terme désignant l'autorité en Ukraine dont les pouvoirs sont en grande partie similaires à ceux du ministère public en Belgique.

recours[139]. En 2019, le rapport analytique d'Ukraine-Analysen indiquait que le système judiciaire dans la RPD et la RPL manque de professionnalisme et d'indépendance[140].

D'après, notamment le CES, Carnegie Endowment et le RUSI, depuis le début la Russie exerce un contrôle fort sur les RPD et RPL. Ainsi, pendant la période d'insurrection de ces régions séparatistes, quelques citoyens russes ont joué un rôle non négligeable dans l'administration. On citera par exemple Igor « Strelkov » Girkin et Aleksandr Boroday, qui sont liés aux services secrets russes. Après les premiers succès, la Russie a placé des personnes du Donbass même à des positions dirigeantes pour, de la sorte, indiquer le soutien de la population locale à l'exigence du séparatisme. Depuis l'été 2014, la Russie a envoyé des *kurators* au Donbass afin d'y organiser les contrôles russes sur les régions. Le rôle de ces *kurators* dans l'administration consiste essentiellement à trouver des solutions aux internes, à diriger les opérations militaires et à veiller à ce que les dirigeants locaux suivent la politique dictée par la Russie. Selon l'IGC, depuis septembre 2015, ce sont surtout des membres du FSB russe qui sont nommés en tant que *kurators*. Plusieurs sources désignent Vladislav Surkov, l'ex-directeur de l'administration présidentielle de Vladimir Poutine, comme le principal *kurator* politique dans le Donbass[141]. L'influence de Surkov et celle du FSB ne vont pas toujours dans le même sens. Ainsi, Dmitriy Dikhtarenkyo, journaliste de Lougansk, déclare que Pasechnik, devenu le nouveau dirigeant de la RPL en novembre 2017, est proche du FSB russe et qu'il a dès lors eu la possibilité d'éliminer des hommes de paille de Surkov en RPL[142].

En octobre 2016, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE) a adopté une résolution affirmant que la RPD et la RPL ont été créées, sont soutenues et concrètement contrôlées par la Fédération de Russie[143].

Initialement, la Russie a fait preuve de peu d'intérêt pour la création de structures politiques en RPD et en RPL. Néanmoins, depuis l'automne 2015, Moscou a entrepris des démarches en ce sens. Ainsi, des personnalités dirigeantes locales ont été remplacées par des affidés de Moscou, comme Denis Pushilin qui a été désigné à la place d'Andrey Purgin comme président du parlement de RPD et est dirigeant de la RPD depuis septembre 2018. Enfin, depuis l'automne 2015, Moscou a commencé à payer les pensions, les allocations sociales et les salaires des fonctionnaires et des combattants séparatistes dans ces régions (depuis lors, le rouble russe y est le moyen de paiement dominant).

Un rapport du RUSI, rédigé en 2019 sur la base de fuites de courriels des autorités russes, souligne que la Fédération de Russie consacre des budgets considérables au soutien financier de la RPD et de la RPL[144]. Selon une enquête du Washington Post, ce financement se fait principalement grâce à une construction financière en Ossétie du Sud séparatiste[145]. Selon les estimations ukrainiennes, la Russie a versé trois milliards de dollars américains aux régions en 2017[146]. Qui plus est, depuis 2015 Moscou assure aussi l'approvisionnement en gaz et électricité de la RPD et de la RPL[147]. Depuis le meurtre de M. Zakharchenko en août 2018, Moscou entreprend des démarches pour faire également passer

---

[139] OSCE, 22/12/2015, url; PACE, 26/09/2016, url pp. 1-2, OHCHR, 04/05/2016, url pp. 17-18; OHCHR, 19/09/2018, url p. 19
[140] Ukraine-Analysen nr. 226, 09/12/2019, url
[141] CES, 17/06/2015, url; ICG, 05/02/2016, url p. 3-4, 12 ; RFE, 03/11/2016, url; IPHR, 07/10/2015, url pp. 24-25; European Council on Foreign Relations, 01/09/2016, url; Hromadske International, 27/11/2017, url; Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 4; Carnegie Endowment (De Waal T.), 03/12/2018, url; RUSI, 16/07/2019, url
[142] CES, 17/06/2015, url; ICG, 05/02/2016, url p. 3-4, 12 ; RFE, 03/11/2016, url; IPHR, 07/10/2015, url pp. 24-25; European Council on Foreign Relations, 01/09/2016, url; Hromadske International, 27/11/2017, url; Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 4; Carnegie Endowment (De Waal T.), 03/12/2018, url; RUSI, 16/07/2019, url
[143] PACE, 26/09/2016, url; PACE, 12/10/2016, url
[144] ICG, 05/02/2016, url p. 7; ICG, 05/02/2016, url pp. 1, 4; Kharkiv Human Rights Protection Group, 05/10/2016, url p. 3; RUSI, 16/07/2019, url pp. 33-34
[145] The Washington Post, 21/11/2018, url
[146] Carnegie Endowment (De Waal T.), 03/12/2018, p. 64, url
[147] Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 18/04/2017, url

l'économie de la RPD sous son contrôle direct en intégrant les principales entreprises de la république au conglomérat Vnestorgservis, qui est aux mains de Moscou. En outre, M. Surkov aurait promis une contribution russe plus élevée à Pushilin au budget des régions[148].

Le 11 novembre 2018, des élections présidentielles et législatives ont eu lieu en RPD et en RPL (voir « 1. Bref historique »)[149].

Les administrations centrales de la RPD et de la RPL essaient entre-temps de renforcer leur influence dans les zones qu'elles contrôlent et de s'assurer la maîtrise de tous les groupes armés. D'après le CES, en juin 2015 la RPD y était parvenue pour une bonne part, mais l'autorité centrale de la RPL restait faible. M. Zakharchenko contrôlait deux unités en RPD : la Garde républicaine (appelée aussi : garde de Zakharchenko) et les *specnaz*. D'après le CES et le projet Civic Monitoring, après la mort de M. Zakharchenko en août 2018, Moscou a également placé ces unités sous ses ordres militaires directs[150].

Pour l'ICG, la corruption est généralisée en RPD et en RPL. Elle constitue une importante source d'enrichissement personnel pour l'élite en place actuellement[151]. Thomas De Waal, du Carnegie Endowment, affirme que ces deux régions sont lourdement affligées par la criminalité[152].

4.2.2. Forces combattantes

Les forces combattantes des séparatistes dans le Donbass sont subdivisées en une milice populaire du Donbass et en une milice populaire de Lougansk. Les deux milices sont aussi composées de plusieurs unités combattantes séparatistes. L'on dispose de peu d'informations quant à la taille des effectifs de ces unités. L'ICG et l'OHCHR citent des fonctionnaires occidentaux pour qui elles comptent de 35.000 à 42.000 hommes. D'après les autorités ukrainiennes, l'on y trouve environ 8.000 volontaires russes. Un certain nombre de volontaires, principalement de pays européens, combattent dans ces unités (selon l'OHCHR, en 2016 l'on en comptait une cinquantaine, d'après diverses sources). Selon l'expert en défense Mark Galeotti[153], en 2018 la milice populaire de la RPD disposait de 17.000 à 22.000 hommes et celle de la RPL de 9.000 à 13.000 hommes. Dans ces milices populaires de RPD et de RPL sont reprises toutes les milices séparatistes qui bénéficiaient encore d'une certaine indépendance au début du conflit. La milice populaire de la RPD est commandée par l'état-major des opérations de la RPD (aussi appelé Premier corps d'armée) qui, selon Civic Monitoring, est contrôlée par des officiers russes. C'est le même constat qui s'impose quant à la milice populaire de RPL, commandée par l'état-major des opérations de la RPL (aussi appelé Second corps d'armée). La milice populaire de la RPL compte moins d'effectifs que celle de la RPD et, selon M. Galeotti, elle est encore moins disciplinée. Formellement, la milice populaire de la RPD est sous le commandement du Premier ministre ou du président du Conseil des ministres de la région[154].

Après le meurtre de M. Zakharchenko en août 2018, deux unités militaires de la RPD, la Garde républicaine et les *specnaz*, sont également passées sous le contrôle de la milice populaire de la RPD. Auparavant, M. Zakharchenko exerçait son autorité en toute indépendance sur ces unités, se conférant une autonomie militaire certaine[155].

---

[148] Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 5; Carnegie Endowment (De Waal T.), 03/12/2018, p. 64, url
[149] Civic Monitoring, 09/11/2018, url pp. 5-6
[150] Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 5; CES, 13/11/2018, url
[151] ICG, 05/02/2016, url pp. 13-15
[152] Carnegie Endowment (De Waal T.), 03/12/2018, url p. 61
[153] Galeotti M., 2019, pp. 27 & 30
[154] ICG, 05/02/2016, url pp. 9-10 ; ICG, 18/07/2016, url pp. 9 & 11; Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 4; Galeotti M., 2019, pp. 21, 26-28
[155] Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 5; Galeotti M., 2019, p. 27

En outre, la RPD dispose des unités armées du ministère de la Sûreté de l'État. Elles effectuent principalement des tâches de surveillance statique, mais disposent également d'une unité d'opérations spéciales : la Zastava[156].

L'IGC écrit également que la réserve de recrues des séparatistes est restreinte. À long terme, cela ne manquera pas de compliquer le remplacement des effectifs perdus. L'expert en défense Mark Galeotti ajoute que cela va inciter les séparatistes à admettre les femmes aux postes de combat[157].

Avant que les groupes de combattants séparatistes soient rassemblés en milice populaire, ils exerçaient parfois l'autorité en leur nom propre au plan local. Ainsi, en juin 2015 le CES écrivait que 17 groupes de combattants séparatistes étaient alors actifs à Donetsk, dont chacun administrait un territoire ou un secteur économique propres. Parfois ces secteurs empiétaient l'un sur l'autre, pouvant entraîner des conflits entre bataillons. Outre les activités militaires dans la région, ces conflits contribuaient d'autant plus à l'instabilité. Après la prise de Debaltseve, en février 2015, le CES a observé une augmentation de ce genre de conflits internes[158].

Il ressort des sources consultées qu'il n'est pas toujours simple de savoir qui, en RPD et en RPL, contrôlait ces unités combattantes. Ainsi, selon le CES, une partie des unités séparatistes dépendaient des groupes d'intérêts locaux et certaines se composaient de miliciens étrangers (Russes et Tchétchènes), ainsi que de groupes de cosaques[159]. Toujours d'après le CES, l'on constate une certaine stabilité dans la répartition des intérêts des différentes unités en RPD, contrairement à ce qu'il se passe en RPL. Certains commandants rebelles en RPL, qui faisaient cavalier seul ou accusaient les dirigeants locaux de corruption, ont été tués dans des circonstances peu claires. En 2015, les commandants Evgeniy Ishchenko, Aleksey Mozgovoy et Pavel Dremov, entre autres, ont perdu la vie dans ces conditions[160].

Pour l'ICG et Galeotti, les unités séparatistes étaient initialement peu disciplinées et leur commandement était peu compétent. Entre-temps, les unités ont pratiquement toutes été réorganisées par des officiers russes qui en ont repris le commandement. Toujours d'après l'ICG, cette réorganisation a engendré un net relâchement du contrôle des unités par les dirigeants de la RPD[161]. En 2017, le CES écrivait que les unités militaires de RPD et de RPL sont contrôlées par des forces combattantes russes, par les services de renseignement militaire (GRU) et par le FSB[162].

Ci-dessous, un aperçu des principales unités séparatistes[163] :

- Bataillon Oplot : Créé par Aleksandr Zakharchenko, l'ancien dirigeant de la RPD. Il s'agit d'un des premiers groupes de combattants séparatistes. En 2015, Mikhail Tikhonov a été désigné comme son commandant.
- Brigade Vostok : Créée par Aleksandr Khodakovsky, directeur du Conseil de sécurité de la RPD. Vostok est engagée dans des opérations spéciales et compterait aussi des étrangers dans ses rangs. Lors de sa création en mai 2014, un grand nombre de Tchétchènes auraient servi dans l'unité, mais celle-ci aurait rapidement été complétée par des combattants locaux.
- Armée russe-orthodoxe : Créée en mai 2014. Compterait potentiellement 4.000 hommes et a été dirigée par l'officier russe Igor « Strelkov » Girkin jusqu'à ce qu'il quitte le Donbass.

[156] Galeotti M., 2019, p. 26
[157] Russia Direct, 18/08/2015, url; CES, 17/06/2015, url; ICG, 05/02/2016, url pp. 9-10 ; ICG, 18/07/2016, url pp. 9 & 11; OHCHR, 29/07/2016, url p. 7; Galeotti M., 2019, p. 21
[158] CES, 17/06/2015, url
[159] CES, 17/06/2015, url; Galeotti M., 2019, pp. 19-21
[160] CES, 17/06/2015, url; ICG, 05/02/2016, url p. 13; CES, 29/11/2017, url
[161] ICG, 05/02/2016, url pp. 9-10; ICG, 01/03/2016, url; ICG, 18/07/2016, url p. 13; IPHR, 07/10/2015, url pp. 24-25; Galeotti M., 2019, pp. 19-21
[162] CES, 29/11/2017, url
[163] Russia Direct, 18/08/2015, url; Truth Hounds, 27/06/2019, url; Galeotti M., 2019, pp. 22-24

Mikhail Veri en est nommé commandant en 2015. Elle serait composée principalement de volontaires locaux et d'un petit nombre de volontaires russes. Elle est accusée de violations des droits de l'homme.
- Bataillon Voskhod : Créé en juin 2014. Compte potentiellement quelque 300 hommes. En 2015, c'est Valery Kaurov qui était mentionné en tant que commandant
- Bataillons Sparta et Somalia. Respectivement dirigés par Arceny Pavlov (« Motorola ») et Mikhail Tolstukh (Pavlov a été tué en octobre 2016). Ces bataillons étaient étroitement impliqués dans les combats pour l'aéroport de Donetsk.
- Armée du sud-est : Cette unité comprend la plus grande partie des forces combattantes de RPL et est composée d'une dizaine d'unités plus modestes. Après la mort du premier commandant, Aleksey Mozgovoi, c'est Sergey Ignatiev qui en a été nommé commandant en 2015.

4.3. Fédération de Russie

Le présent chapitre traite des unités de l'armée régulière russe qui opèrent directement sous commandement russe. Les citoyens russes qui se joignent en tant que volontaires aux forces combattantes séparatistes dans le Donbass n'appartiennent pas à cette catégorie.

L'institut militaire britannique Royal United Services Institute (RUSI) écrit qu'à partir de juin 2014 l'artillerie russe a procédé à des tirs sur les troupes ukrainiennes à partir de la Fédération de Russie, au moment où elles gagnaient du terrain sur les unités séparatistes. À partir du 11 août 2014, toujours selon le RUSI, l'on a observé un premier afflux important de troupes régulières russes qui ont activement pris part aux combats, aux côtés des séparatistes. En août 2014, l'on comptait entre 3.500 et 6.500 Russes actifs en Ukraine, et jusqu'à environ 10.000 en décembre 2014. Fin février 2015, ce sont de 8.000 à 9.000 Russes qui se trouvaient encore dans le Donbass et ont activement participé aux combats, selon l'ICG. En mars 2015, ce nombre s'est encore accru d'un peu moins 2.000 hommes[164]. Selon le commandement général ukrainien, ce sont encore 6.000 militaires russes qui étaient actifs dans le Donbass en septembre 2016[165]. En décembre 2016, l'ICG écrivait que de 5.000 à 6.000 soldats russes se trouvaient encore dans le Donbass[166]. L'expert de la défense Mark Galeotti estimait en 2019 que le nombre exact de troupes russes connaît des fluctuations, mais qu'en moyenne 10.000 soldats russes ont été actifs dans le Donbass tout au long du conflit[167].

Un rapport de l'ONG Ukrainian Helsinki Human Rights Union étaye des informations sur la façon dont l'armée russe apporte un soutien militaire aux troupes de la RPD et de la RPL en leur livrant des armes, en prenant directement part aux combats et en planifiant des opérations militaires. En outre, le rapport ainsi que Galeotti mentionnent que des sociétés paramilitaires privées ayant des liens étroits avec les forces de l'ordre russes combattent également dans le Donbass, comme par exemple : les groupes RSB, MAR, les groupes ATK et Wagner[168].

D'après le RUSI, les unités russes ne présentent pas leur composition normale, mais elles sont constituées, adéquatement aux circonstances, d'unités militaires de plusieurs origines géographiques de la Fédération de Russie. Ainsi, le nombre de victimes peut être réparti entre les différentes unités russes qui ont pris part à l'opération. Dès lors, les pertes en vies humaines sont plus faciles à dissimuler[169]. De même, Prometheus et Galeotti écrivent que les troupes russes dans le Donbass

[164] Royal United Services Institute, 09/03/2015, url; ICG, 05/02/2016, url p. 2; ICG, 18/07/2016, url p. 9
[165] Ukraine Today, 06/09/2016, url
[166] ICG, 19/12/2017, url
[167] Galeotti M., 2019, p. 34
[168] Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 30/05/2018, url; Galeotti M., 2019, p. 38
[169] Royal United Services Institute, 09/03/2015, url

proviennent de différents endroits de la Fédération de Russie, mais aussi de bases militaires russes au Tadjikistan, en Transnistrie, en Abkahzie et en Crimée[170].

Depuis la fin de l'opération militaire active, le nombre d'unités militaires russes dans le Donbass s'est drastiquement réduit, selon le CES, l'IGC et Prometheus. Toutefois, des unités russes sont toujours fortement présentes du côté russe de la frontière avec l'Ukraine orientale et peuvent être rapidement déployées dans le Donbass. L'Institute for the Study of War signalait en 2018 que la 20e armée russe d'armes combinées est probablement responsable des actions menées dans l'est de l'Ukraine. Elle contrôle les 3e et 144e divisions de fusiliers motorisés. D'autre part, la Russie dispose de deux bataillons d'infanterie en Moldavie et, depuis le printemps 2017, de quatre régiments de la 150e division de fusiliers motorisés, dans les alentours proches de l'Ukraine[171]. L'International Institute for Strategic Studies écrivait en 2018 que la Russie poursuit le renforcement de ses troupes à la frontière avec l'Ukraine, tant en termes de personnel que d'infrastructures. Auparavant, les troupes y assuraient une présence très modeste, mais actuellement de nombreuses troupes y sont acheminées de toute la Russie et de nouvelles brigades y sont mises sur pied[172]. Afin de pouvoir mobiliser suffisamment d'hommes, la Russie met en place des « groupes tactiques de bataillon » (GTB). Ceux-ci sont formés d'effectifs volontaires débauchés auprès de différentes unités existantes. De cette façon, l'on peut attirer suffisamment de soldats sous contrat et les envoyer en Ukraine. En effet, selon la loi russe, les appelés qui effectuent leur service dans les unités existantes ne peuvent pas être engagés dans un conflit armé à l'étranger[173].

Les unités russes ne sont plus actives sur le front, mais sont stationnées sur la deuxième ou troisième ligne de défense, ou assument des fonctions de soutien. Seuls les officiers russes qui commandent des unités locales ou un nombre restreint d'unités spéciales russes opèrent encore sur la ligne de front. Selon l'Institute for the Study of War, de la sorte les troupes russes se forgent de l'expérience en intégrant les groupes de combattants locaux[174].

En février 2016, l'OHCHR citait l'OSCE selon lequel des hommes et des femmes en uniforme militaire traversent chaque jour la frontière entre la Fédération de Russie et le Donbass. L'état-major général ukrainien considère que les unités régulières russes pénètrent dans le Donbass en petits groupes et sont régulièrement relevées. Dans des rapports de juin et septembre 2016, l'OHCHR écrivait que jusqu'alors des munitions, des armes et des hommes étaient acheminés de Fédération de Russie au Donbass, ce qui alimentait le conflit[175]. En 2018, l'OSCE mentionnait encore des transports qui, franchissaient la frontière sans surveillance entre la Fédération de Russie et les régions séparatistes[176].

En ce qui concerne les pertes militaires russes dans le Donbass, aucune information officielle n'est disponible. L'édition russe du périodique Forbes écrit que, d'après les données provisoirement disponibles issues de parutions du ministère russe de la Défense, en 2015 l'on comptait 2.000 nouvelles allocations aux proches de militaires russes tombés dans un conflit armé et 3.200 allocations aux militaires russes gravement blessés dans ces mêmes circonstances. Selon Forbes, ces allocations concernaient des militaires russes qui avaient combattu dans le Donbass[177].

---

[170] Prometheus Center, 04/2017, url p. 69; Galeotti M., 2019, p. 34-36
[171] CES, 17/06/2015, url; ICG, 05/02/2016, url p. 2; ICG, 18/07/2016, url p. 9; Prometheus Center, 04/2017, url pp. 67-68; Institute for the Study of War, 03/2018, url pp. 12 & 15
[172] International Institute for Strategic Studies, 13/02/2018, url, p. 172
[173] Galeotti M., 2019, pp. 38-39
[174] ICG, 18/07/2016, url p. 12; Ukraine Today, 06/09/2016, url; Prometheus Center, 04/2017, url pp. 67-68; Institute for the Study of War, 03/2018, url p. 10
[175] OHCHR, 03/03/2016, url p. 10; OHCHR, 03/06/2016, url ; OHCHR, 15/09/2016, url p. 5, 8; Ukraine Today, 06/09/2016, url
[176] OSCE, 19/10/2018, url; OSCE, 21/09/2018, url
[177] Forbes, 25/08/2015, url

5. Typologie de la violence dans le Donbass

5.1. Violences militaires

Le premier chapitre du présent COI Focus mentionne que, depuis que le conflit a éclaté dans le Donbass, en février 2014, il avait connu des périodes de sévères combats impliquant des armes lourdes. Durant la période traitée par ce COI (novembre 2015-novembre 2019), les violences dues aux militaires se sont essentiellement produites le long de ce que l'on appelle la « ligne de contact » (voir chapitre 6. Répartition géographique) et consistent principalement en des tirs d'artillerie, de mortiers et d'armes légères émanant des deux bords, ainsi qu'en des tirs de snipers. Par ailleurs, il est question de raids de type *hit-and-run* de la part des deux parties : de petites unités investissent brièvement la zone d'hostilités en vue d'une action militaire limitée, suivie d'un repli rapide. Dans cette zone proche de la ligne de contact, des mines ont été et sont toujours disposées, qu'elles soient antipersonnel ou antichars. D'après l'ICG et Ukraine-Analysen, la position des champs de mines est rarement tenue à jour et leur localisation s'oublie au fur et à mesure des rotations des troupes[178].

En juin 2018, l'OHCHR écrivait que, près de la ligne de contact, l'on observait toujours la présence de l'artillerie, de mortiers et d'installations de lancement de roquettes, du matériel fréquemment utilisé en contradiction avec les accords de Minsk[179]. En juin 2019, l'OHCHR appelait de nouveau au retrait des armes lourdes de la ligne de contact et écrivait que des échanges de tir avaient encore lieu régulièrement[180].

L'OHCHR, la PACE, l'IGC, l'IPHR et l'OSCE écrivent en 2016-2018 que les forces combattantes ukrainiennes prennent régulièrement des positions proches de villes et de villages et que des unités de la RPD et de la RPL se placent souvent dans des zones résidentielles. La population est donc mise en danger lors de combats ou d'échanges de tirs. Les deux parties au conflit prennent position dans les jardins, les habitations et les appartements de civils, dans les écoles et les jardins d'enfants, voire dans des hôpitaux. Dans ce contexte, une partie du matériel militaire n'est pas utilisé dans des conditions de tir optimales. Parfois, les militaires se positionnent dans une zone civile pour s'en replier immédiatement après avoir procédé à des tirs. C'est lors de la réaction à ces tirs que les civils courent des risques[181].

D'après la PACE, il arrive parfois que les zones résidentielles soient sciemment prises pour cibles et fassent l'objet de tirs tout à fait arbitraires[182]. En 2017, l'ONG IPHR a publié un rapport documentant des dizaines d'incidents lors desquels des cibles civiles ont été sciemment visées ou ont fait partie de dommages collatéraux dans le cadre d'opérations militaires, sans qu'il ait été tenu compte de la proximité d'infrastructures civiles[183]. En 2018, l'IGC écrivait que les forces de combat ukrainiennes plaçaient moins souvent que les séparatistes leurs installations militaires près des zones habitées, mais qu'elles le font encore toujours. À cet égard, l'on évoque une distance de plusieurs centaines de

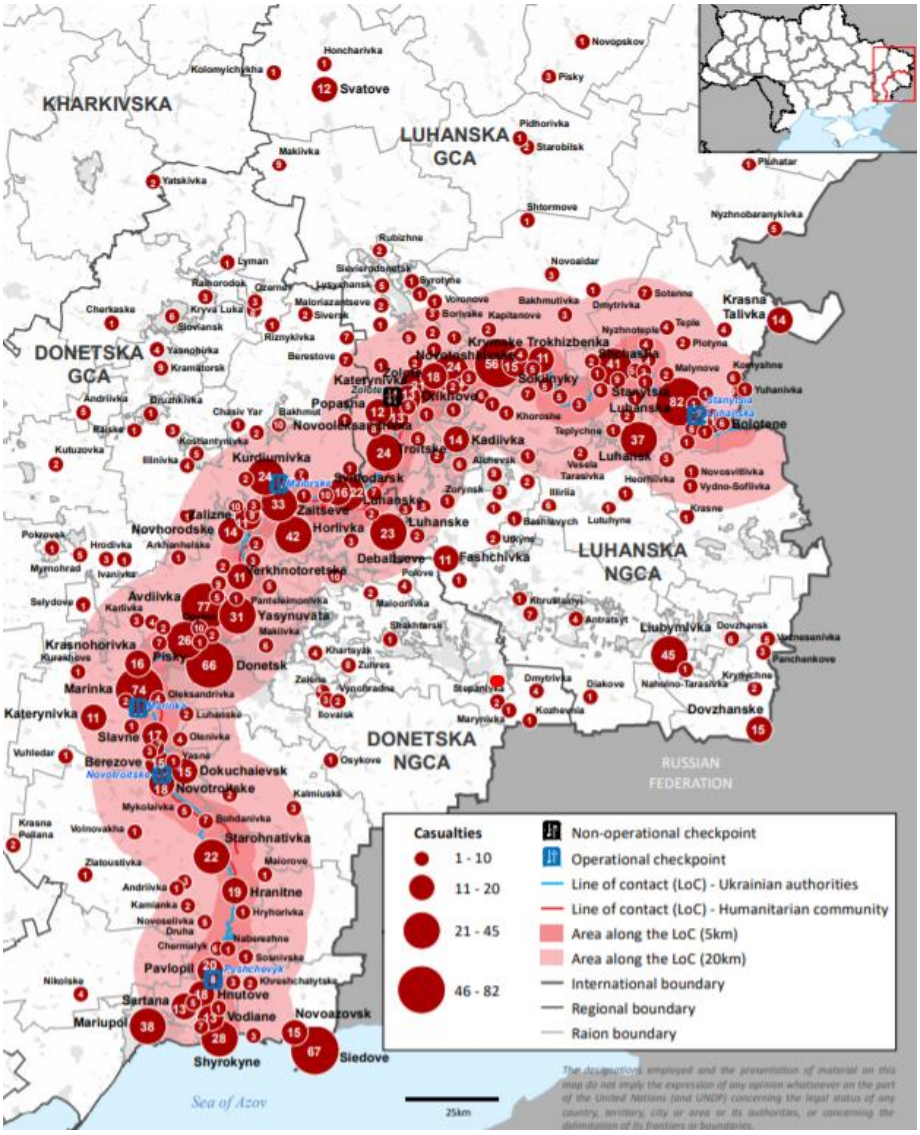
[178] OCHA, 26/10/2016, url; OCHA, 18/10/2016, url; PACE, 26/09/2016, url p. 2; ICG, 18/07/2016, url pp.1-6; HRW, 06/04/2015, url; UNHCR, 19/09/2015, url p. 1; HRW, 17/02/2017, url; OSCE, 16/09/2017, url; Ukraine-Analysen nr. 204, 06/07/2018, url p. 23; OHCHR, 13/06/2019, url pp. 6-8; OHCHR, 17/09/2019, url pp. 5-7
[179] OHCHR, 20/06/2018, url pp. 4-7
[180] OHCHR, 13/06/2019, url pp. 6 & 28; OHCHR, 17/09/2019, url p. 5
[181] OHCHR, 03/03/2016, url p. 6 & 11; OSCE, 31/08/2016, url; OSCE, 20/07/2016, url; PACE, 26/09/2016, url p. 2; ICG, 18/07/2016, url pp. 3-4; OHCHR, 04/05/2016, url pp. 14-15; IPHR, 07/10/2015, url pp. 34-38; Kharkiv Human Rights Protection Group, 05/10/2016, url pp. 30-31; OHCHR, 12/09/2017, url p. 4; OSCE, 16/09/2017, url pp. 16-19; OSCE, 16/02/2017, url pp. 4-6; OHCHR, 12/12/2017, url p. 5; IPHR, 19/12/2017, url pp. 84-86; OHCHR, 20/06/2018, url pp. 4-7
[182] PACE, 26/09/2016, url p. 2
[183] IPHR, 19/12/2017, url

mètres à dix mètres[184]. En 2019, l'OHCHR a continué de signaler des incidents dans le cadre desquels des armes et des positions militaires des deux factions belligérantes se trouvaient près de maisons de civils sur la ligne de contact[185].

Tant l'armée ukrainienne que les séparatistes font usage de mines terrestres, dont des mines antipersonnel, malgré que l'Ukraine ait signé la Convention sur l'interdiction de ce type de mines, en 1997. Selon l'OHCHR, l'on trouve des mines dans de grandes parties des terres cultivables de l'est de l'Ukraine. Plusieurs informations font état de personnes tuées ou blessées par des mines terrestres. C'est dans les environs de la ligne de contact que le risque est le plus grand[186]. Le 1er mars 2016, le groupe de contact trilatéral signait un accord selon lequel tous les champs de mines dans les zones habitées devaient être indiqués et clôturés pour le 31 mars 2016. D'après l'OSCE, cet accord n'a jamais été appliqué et de nouveaux champs de mines et *booby-traps* sont encore installés en permanence[187]. En septembre 2017, l'OHCHR remarque que les civils près de la ligne de contact courent un risque à cause des mines et des *booby traps*. Les parties combattantes ne déminent pas, ni ne signalent les champs de mines, qui se trouvent dans des zones souvent fréquentées par les civils[188]. En décembre 2017, l'OHCHR et en 2019 l'OSCE écrivaient que le risque pour la population a continué de s'accroître, étant donné l'augmentation du nombre de mines et d'IED à proximité de zones densément habitées et d'infrastructures civiles[189]. En novembre 2018, l'OSCE répétait que des mines étaient encore fortement présentes dans la zone de conflit et que l'on en disposait encore de nouvelles. Ainsi, les observateurs de l'OSCE constataient-ils en novembre 2018 la présence de nouveaux champs de mines près des villages de Vodiane et Pikuzy[190]. Selon le Mine Action Review, l'étendue exacte du territoire miné n'est pas connue, mais la concentration la plus élevée se trouverait dans une zone de 15 km le long des deux côtés de la ligne de contact. Toujours selon le Mine Action Review, l'estimation du gouvernement ukrainien selon laquelle 7.000 km² seraient inaccessibles à cause de mines ou de munitions non explosées n'est pas crédible. Le chiffre réel est difficile à évaluer aujourd'hui. Entre 2014 et 2019, seulement 0,66 km² de terrain a été déminé[191]. D'après l'OCHA, en mai 2018, quelque 1,9 million de personnes séjournaient le long de la ligne de contact dans des zones où l'on trouve des mines et des munitions non explosées[192]. En juillet 2019, l'OCHA et l'UNHCR ajoutaient que le Donbass est l'une des zones les plus affectées au monde par les mines, se classant au troisième rang en termes de victimes. Depuis 2014, les mines terrestres ont fait 1.000 victimes. En 2018, 43 % de leur nombre total étaient dus à des mines[193].

La carte de l'UNHCR ci-dessous donne un aperçu géographique du nombre de victimes de mines au cours de la période allant de mai 2014 à janvier 2019 :

[184] ICG, 01/10/2018, url p. 20
[185] OHCHR, 13/06/2019, url p. 6
[186] OHCHR, 03/06/2016, url, p. 9; OSCE, 30/11/2018, url
[187] OSCE, 16/09/2017, url p. 22 & 24; OSCE, 30/11/2018, url
[188] OHCHR, 12/09/2017, url p. 4
[189] OHCHR, 12/12/2017, url p. 5; OSCE, 05/12/2019, url pp. 21-22
[190] OSCE, 30/11/2018, url
[191] Mine Action Review, 11/2019, url
[192] OCHA, 07/05/2018, url
[193] OCHA, 25/07/2019, url; UNHCR, 18/03/2019, url



Mine and ERW casualties[194]

5.2. Autres violences liées au conflit

Dans plusieurs rapports de 2016, 2017, 2018 et 2019, l'OHCHR, l'UNHCR, la PACE, ainsi que les ONG Vostok-SOS et l'IPHR écrivaient qu'en RPD et en RPL l'on évoque de graves atteintes aux droits de l'homme à l'encontre de la population : exécutions extrajudiciaires, tortures, brutalités, enlèvements, détention illégale et travail forcé. Dans ce contexte, la population locale ne peut se prévaloir d'une protection effective de ses droits. Aucun système judiciaire fiable n'est accessible[195].

[194] UNHCR, 06/03/2019, url
[195] OHCHR, 03/03/2016, url pp. 8 & 15-19; OHCHR, 15/09/2016, url p. 5; PACE, 26/09/2016, url p. 1; IPHR, 07/10/2015, url pp. 27-30; UNHCR, 19/09/2015, url pp. 1-2; OHCHR, 12/09/2017, url pp. 14-15; Vostok SOS, 05/2018, url; Carnegie Endowment (De Waal T.), 03/12/2018, url p. 64; Vostok-SOS, 27/09/2019, url; OHCHR, 17/01/2019, url

L'OHCHR a documenté des exécutions arbitraires perpétrées par des unités de combattants sous le contrôle de la RPD et la RPL. L'OHCHR mentionne notamment les unités suivantes : Kerch, Odessa, Rus, Somalia, Sparta, Vostok, Zaria, Brianka SSSR et le bataillon International Pyatnashki[196].

Selon l'OCHA et l'ONG coupole locale Justice for Peace in Donbass (JPD), les personnes vivant le long de la ligne de contact courent un risque élevé de violences liées au genre. Ce sont surtout les femmes, les jeunes filles et les jeunes gens qui courent ce type de risque. L'OCHA considère que la concentration de militaires, le maintien de l'ordre très aléatoire et le climat d'impunité sont des facteurs aggravants du risque. Si l'on en croit une enquête de JPD, une bonne partie des cas documentés de violences liées au genre se produisent en RPD et en RPL. De surcroît, JPD estime qu'en règle générale le nombre de cas est fortement sous-évalué[197]. L'OSCE écrivait également en 2018 que le nombre de cas signalés de violences liées au genre – tant en RPD, en RPL, et dans les zones contrôlées par le gouvernement – est fortement en-deçà de la réalité[198].

L'OHCHR a mené une enquête sur les violences sexuelles commises dans le cadre du conflit en Ukraine pendant la période de mars 2014 au 31 janvier 2017. Les constatations de l'OHCHR laissent à penser que les parties en présence en Ukraine n'utilisent pas les violences sexuelles comme une arme stratégique, ni tactique. La plupart des cas documentés se sont produits, selon l'OHCHR et l'ONG International Federation for Human Rights (FIDH), dans le cadre de détentions. Ils sont le fait d'unités dépendant des autorités, mais aussi de la RPL et de la RPD, bien que la FIDH affirme que la plupart des rapports proviennent de la RPD et de la RPL. Tant les hommes que les femmes en sont les victimes. Outre les violences sexuelles directes, les victimes sont souvent menacées de violences sexuelles à l'encontre de leurs proches. La plupart des témoignages remontent à 2014 ou 2015, mais l'OHCHR affirme que ces violences ont eu cours jusqu'en 2017 et 2018. En dehors des endroits de détention, les civils, essentiellement les femmes, courent également un risque d'être victimes de violences sexuelles aux postes de contrôle, aussi bien ukrainiens que ceux des unités de la RPL et de la RPD. La présence de troupes en armes dans des zones habitées accroît davantage le risque de violences sexuelles. D'après l'OHCHR, les auteurs de violences sexuelles en lien avec le conflit bénéficient d'une grande impunité[199]. Les chiffres obtenus auprès de la *prokuratura* générale ukrainien par l'Ukrainian Helsinki Human Rights Union montrent que, pendant la période d'avril 2014 à décembre 2016, quatre membres des forces de l'ordre ont été inculpés pour des viols commis dans la région de Donetsk et Lougansk, et un seul membre des forces de l'ordre pour viol avec circonstances aggravantes[200].

En décembre 2019, Ukraine Analysen écrivait qu'une culture de l'impunité s'est développée en RPD et en RPL quant aux violences sexuelles. Le manque de professionnalisme et le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire sont des facteurs importants à cet égard. En outre, l'attention croissante portée aux valeurs dites traditionnelles favorise un système patriarcal qui nuit à la protection des femmes dans de telles situations[201].

L'OHCHR écrit que des personnes vivant dans les environs immédiats de la ligne de contact n'ont pas accès à la justice. Tant les autorités ukrainiennes que les séparatistes font systématiquement défaut quand il s'agit d'enquêter sur des atteintes graves aux droits de l'homme qui se produisent dans les environs de la zone de contact[202]. L'ICG affirmait en 2016 que le comportement des troupes ukrainiennes près de la ligne de contact s'était amélioré depuis le début du conflit. Il était alors

[196] OHCHR, 14/07/2016, url p. 3; OHCHR, 12/09/2017, url pp. 14-15
[197] OCHA, 26/10/2016, url; Ukrainian Centre for Social Reforms, 30/11/2015, url ; Justice for Peace in Donbas, *Unspoken Pain*, *Gender-based violence in the conflict zone of Eastern Ukraine*, 09/2016, url
[198] OSCE, 12/2018, url
[199] OHCHR, 16/02/2017, url; OHCHR, 12/12/2017, url; OHCHR, 19/03/2018, url p. 12; FIDH, 27/09/2018, url
[200] Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 16/06/2017, url
[201] Ukraine-Analysen nr. 226, 09/12/2019, url
[202] OHCHR, 03/03/2016, url p. 21

grandement question de manque de discipline, d'état d'ébriété et de violences[203]. À en croire l'ICG et l'Ukrainian Center for Independent Political Research, en 2017 et en 2018 cette situation a continué de s'améliorer. Les villageois qui vivent près de la ligne de contact ont déclaré qu'ils ont fréquemment des contacts, sinon amicaux, du moins courtois avec les soldats, dont d'anciens membres de bataillons de volontaires. Le nombre d'incidents a diminué et les habitants des zones en question observent que les militaires mettent en oeuvre des actions de nature humanitaire et, notamment, procurent de la nourriture et du combustible[204].

5.3. Détentions illégales et disparitions

L'OHCHR, l'IPHR, Amnesty International (AI) et HRW mentionnent que les actions entreprises par les autorités ukrainiennes pour maintenir son intégrité territoriale et pour maintenir l'ordre dans la zone de conflit vont de pair avec des informations concernant des disparitions, des détentions arbitraires et des mises au secret, des tortures et des mauvais traitements. Ces atteintes sont perpétrées à l'endroit de personnes soupçonnées de faits dirigés contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ou de soutien à la RPD ou à la RPL. Des informations quant à ce type d'incidents proviennent essentiellement de la zone de conflit même et des villes de Kharkov, Marioupol et Zaporizhia. Au cours de la période 2014-début 2015, il semble que ce sont les bataillons de volontaires ukrainiens qui s'en sont rendus coupables. L'OCHCR a, entre autres, documenté ce genre de détentions dues aux unités de volontaires Aidar, Azov, Dnipro-1, Harpun, Kiev-2 et Shakhtarsk. Depuis la fin de 2015 jusqu'à aujourd'hui, c'est surtout le SBU qui s'en est rendu coupable. Des membres du SBU auraient bénéficié à cet égard d'une grande impunité. En 2017 et 2018, l'OHCHR a encore reçu diverses informations concernant des tortures de personnes arrêtées dans la zone contrôlée par les autorités. Cette pratique est systématique au SBU pour obtenir des aveux de détenus liés au conflit, mais l'on dispose également d'informations selon lesquelles des membres du bataillon Azov, par exemple, s'en sont rendus coupables[205]. Dans ses derniers rapports de 2019, l'OHCHR écrivait qu'il y a toujours des cas de détentions arbitraires par le SBU. Par ailleurs, des cas de torture sont également signalés, mais ils seraient beaucoup moins nombreux que les années précédentes[206].

En septembre 2017, l'OHCHR faisait toujours état d'informations relatives à des assassinats et des disparitions. Toutefois, cela concernait essentiellement des incidents qui s'étaient produits en 2014. Au moins une partie de ces incidents de 2014 sont restés impunis[207].

Dans les régions d'Ukraine contrôlées par les autorités, l'on fait également état de l'existence de lieux de détention illégaux. C'est premièrement le SBU qui utilise ces lieux de détention, souvent localisés dans les caves de ses immeubles. Selon l'OHCHR, l'on y fait significativement usage de la torture et de brutalités pour obtenir des informations des détenus ou pour les punir. Le SBU dément l'existence de ces lieux de détention illégale et, comme le mentionne l'OHCHR, ils sont donc impossibles à contrôler parce qu'inaccessibles. En 2018 et en 2019, l'OHCHR a également documenté plusieurs détentions de ce type. En 2019, l'on observait une tendance à la baisse pour ce genre de situation depuis 2016. Cependant, l'on ne peut exclure que les cas signalés soient en-dessous de la réalité[208].

---

[203] ICG, 18/07/2016, url p. 5
[204] ICG, 01/10/2018, url p. 19; Ukrainian Center for Independent Political Research, 10/2017, url pp. 19-20
[205] OHCHR, 09/12/2015, url p. 3 ; OHCHR, 03/03/2016, url p. 8 & 15-21; OHCHR, 03/06/2016, url, p. 14; OHCHR, 04/05/2016, url p. 16; AI & HRW, 21/07/2016, url; IPHR, 07/10/2015, url pp. 50-53; OHCHR, 14/07/2016, url pp. 3-4; UNHCR, 19/09/2015, url p. 2; OHCHR, 13/06/2017, url p. 2; OHCHR, 12/09/2017, url p. 11; HRW, 15/09/2017, url; Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 16/06/2017, url; OHCHR, 19/03/2018, url pp. 6-7; OHCHR, 19/09/2018, url p. 12
[206] OHCHR, 17/09/2019, url p. 12; OHCHR, 13/06/2019, url pp. 12-13
[207] OHCHR, 12/09/2017, url p. 8
[208] OHCHR, 03/03/2016, url p. 16; OHCHR, 03/06/2016, url, p. 14; OHCHR, 19/09/2018, url p. 12; OHCHR, 17/09/2019, url p. 12; OHCHR, 17/01/2019, url pp. 9-10; OHCHR, 13/06/2019, url p. 12

D'après l'ONG coupole locale Justice for Peace in Donbass (JPD), cette pratique a été surtout appliquée par des troupes ukrainiennes durant la période 2014-début 2015. Elle n'était pas généralisée, ni utilisée à des fins de répression politique de la population locale[209]. L'Ukrainian Helsinki Union for Human Rights rapporte néanmoins que, pendant la période 2014-2015, les forces de l'ordre ukrainiennes n'ont pas seulement placé des séparatistes dans des lieux de détention illégale, mais aussi de simples civils qui ne jouaient pas de rôle dans le conflit[210].

En 2017 et 2018, l'OHCHR écrivait qu'il recevait encore des informations quant à l'arrestation de personnes par des militaires ukrainiens qui les maintenaient au secret pendant 24 heures, avant de les transférer dans un lieu de détention officiel[211].

L'OHCHR signale par ailleurs qu'en 2017 l'on a observé plusieurs cas où le SBU a arrêté, dans les zones contrôlées par les autorités, des personnes qui ont une entreprise dans les régions séparatistes et y paient des impôts. Comme elles paient des impôts, elles sont accusées de terrorisme[212].

En 2018, l'ICG observait une baisse du nombre de détentions illégales par rapport à 2015 et un assouplissement du traitement des détenus par les forces de l'ordre ukrainiennes. Toutefois, ces détentions se produisent toujours et les forces de l'ordre jouissent dans ce cadre d'une totale impunité. Les forces de l'ordre peuvent procéder à ce type de détentions si, par exemple, quelqu'un est suspecté de collaboration avec les séparatistes ou si des civils parlent en détail de mouvements de troupes[213].

L'OHCHR, l'IPHR, AI et HRW écrivent qu'en RPD et en RPL, les forces de l'ordre locales travaillent sans la moindre surveillance, ni le moindre contrôle. Elles procèdent arbitrairement à des arrestations et maintiennent les personnes arrêtées dans leurs lieux de détention. Dans ce contexte, il serait également question de torture et d'exécutions arbitraires. Les organisations susmentionnées ainsi que Civic Solidarity ajoutent qu'elles n'ont qu'un accès restreint aux républiques séparatistes, ce qui complique fortement la vérification des informations. AI et HRW ont documenté quelques cas d'arrestation arbitraire, de détention et de torture en RPD et en RPL. En décembre 2017, l'OHCHR ajoutait qu'en RPD et en RPL détentions arbitraires et « poursuites judiciaires » peuvent être considérées comme un même concept dans la mesure où il est impossible d'introduire un recours contre des poursuites judiciaires[214].

En RPD et en RPL, l'on mentionne plusieurs fois l'existence de lieux de détention illégaux. D'après l'OHCHR, tant les lieux de détention illégaux que les endroits connus en RPL et RPD sont inaccessibles aux contrôles des organisations nationales ou internationales. Des témoignages faits à l'OHCHR quant à ces lieux de détention ont suscité une profonde inquiétude au sujet du traitement réservé aux détenus. Selon l'OHCHR, la probabilité est grande que de graves atteintes aux droits de l'homme y soient perpétrées[215]. En 2018, un envoyé spécial de l'OHCHR a pu visiter un nombre limité de lieux de détention dans les deux zones, mais il n'a pas eu la possibilité de se faire une idée correcte de la situation. Selon les quelques observations qu'il a pu faire, il y a des indications de mauvais traitements des détenus et de graves manquements quant aux conditions de vie dans ces lieux de détention. Des entretiens avec d'anciens détenus indiquent que la torture et les mauvais traitements y sont très répandus[216].

---

[209] Justice for Peace in Donbas, *Places of illegal detention*, 09/2016, url p. 12
[210] Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 16/06/2017, url
[211] OHCHR, 12/09/2017, url p. 9; OHCHR, 19/09/2018, url pp. 11-12; OHCHR, 13/06/2019, url p. 2
[212] OHCHR, 12/09/2017, url p. 10
[213] ICG, 01/10/2018, url p. 22
[214] OHCHR, 09/12/2015, url p. 3 ; OHCHR, 03/03/2016, url p. 8 & 15-21; OHCHR, 03/06/2016, url, p. 14; OHCHR, 04/05/2016, url p. 16; AI & HRW, 21/07/2016, url; IPHR, 07/10/2015, url pp. 50-53; OHCHR, 12/09/2017, url pp. 10-11; Civic Solidarity, 07/09/2016, url; OHCHR, 12/12/2017, url p. 3; OHCHR, 19/09/2018, url p. 19
[215] OHCHR, 03/03/2016, url p. 16; AI & HRW, 21/07/2016, url; OHCHR, 12/09/2017, url pp. 10, 12-13; OHCHR, 19/03/2018, url pp. 6-7
[216] OHCHR, 17/01/2019, url pp. 13-15

En 2016, l'OHCHR et l'ONG coupole locale Justice for Peace in Donbass (JPD) écrivaient que les détentions arbitraires dans les régions séparatistes avaient pris une ampleur inédite, matérialisée par un réseau étendu de lieux de détention. JPD a été en mesure d'identifier au moins 139 centres de détention illégaux en RPD et en RPL. Des milliers de personnes se trouvent dans ce genre d'endroits où elles peuvent être exposées à la torture et aux mauvais traitements. Selon JPD et Civic Monitoring, ces usages sont un moyen de répression politique à l'encontre de la population locale en RPD et en RPL[217]. L'OHCHR, AI et HRW écrivent que ces endroits de détention en RPD et en RPL sont administrés par leurs ministères respectifs de la Sécurité de l'État (MGB, *Ministerstvo Gosudarstvennoy Bezopasnosti*). Il s'agit de forces de l'ordre locales qui disposent de compétences très étendues et qui opèrent sans la moindre surveillance, ni le moindre contrôle[218]. D'après l'OHCHR, jusqu'en 2019 tenir les personnes arrêtées au secret au moins un mois était une pratique courante du MGB de RPL et de RPD, pour ainsi pouvoir rassembler de quoi constituer un chef d'accusation. Durant cette période, la famille et les avocats n'ont pas accès aux détenus et ne savent pas où ils se trouvent. L'OHCHR a documenté au moins quarante de ces détentions en RPD au cours de la première moitié de 2018. En 2019, l'OHCHR écrit que la nouvelle législation en RPD et en RPL permet d'étendre la période de détention au secret à soixante jours[219].

Depuis le début du conflit, en avril 2014, jusqu'en avril 2016, la police ukrainienne a ouvert 3.687 enquêtes criminelles concernant des personnes disparues en RPD et en RPL. D'autre part, elle en a ouvert 2.755 autres pour des enlèvements. La majorité de ces personnes disparues ont entre-temps été retrouvées, mais l'on reste sans nouvelles de centaines d'entre elles[220]. Il n'est pas évident de savoir quel est le nombre précis de personnes encore disparues. La police ukrainienne et le SBU mentionnaient respectivement fin 2015 qu'elles avaient connaissance de 741 et 774 personnes disparues des suites du conflit. En décembre 2016, la Croix-Rouge du groupe de contact trilatéral recevait une liste de 762 personnes et, en février 2016, l'« ombudsman » de la RPD déclarait qu'il avait enregistré 420 personnes disparues[221]. Le 16 novembre 2017, selon la banque de données publique des personnes disparues de la police nationale ukrainienne, l'on était sans nouvelle de 1.476 personnes depuis avril 2014. La police de la région de Donetsk écrit que, sur son territoire depuis lors, 1.646 personnes sont portées disparues. En juillet 2018, la Croix-Rouge estimait que depuis le début du conflit plus de 1.500 personnes avaient disparu. Parmi ces disparitions, 650 restent irrésolues[222] et en août 2019, la Croix-Rouge signalait à nouveau que plus de 700 disparitions étaient non résolues[223]. À leur tour, les autorités de RPD déclaraient en 2017 que 509 personnes étaient déclarées disparues de leur côté. En 2018 ce nombre s'est réduit à 455 personnes et en novembre 2019, il atteignait à nouveau 465 personnes[224].

L'OHCHR remarque que les personnes déclarées disparues sont potentiellement des victimes non identifiées qui ont été découvertes[225]. En septembre 2017, l'OHCHR écrivait qu'une grande partie des personnes disparues étaient en fait décédées. Il remarque à cet égard que ce n'est que récemment que l'on a pu procéder à des identifications au moyen de l'ADN en RPD, alors que ce n'est toujours pas le cas en RPL. Une partie des disparus peuvent cependant être toujours détenus dans des prisons

[217] OHCHR, 03/06/2016, url, p. 9; Justice for Peace in Donbas, 2015, url; Justice for Peace in Donbas, *Places of illegal detention*, 09/2016, url pp. 5-9; Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 8
[218] AI & HRW, 21/07/2016, url pp. 42-59; OHCHR, 12/09/2017, url pp. 16-17; OHCHR, 19/03/2018, url p. 7
[219] OHCHR, 12/09/2017, url p. 10; OHCHR, 20/06/2018, url p. 14; OHCHR, 19/09/2018, url p. 13; OHCHR, 17/09/2019, url p. 13; OHCHR, 17/01/2019, url pp. 12-13
[220] OHCHR, 03/06/2016, url, p. 13
[221] OHCHR, 03/03/2016, url p. 14
[222] ICRC, 12/07/2018, url; ICRC, 30/08/2018, url; ICRC, 30/08/2019, url
[223] ICRC, 12/07/2018, url; ICRC, 30/08/2018, url; ICRC, 30/08/2019, url
[224] OHCHR, 12/12/2017, url p. 9; Ombudswoman de la RPD, 07/12/2018, url; Ombudswoman de la RPD, 29/11/2019, url
[225] OHCHR, 03/03/2016, url p. 14; OHCHR, 03/06/2016, url, p. 13

illégales, tant dans les régions séparatistes que dans celles contrôlées par Kiev[226]. Selon les chiffres cités par la Croix-Rouge, en mars 2018, l'on comptait encore un millier de corps non identifiés. Parmi les personnes disparues, environ la moitié sont des membres des forces de l'ordre ou de l'armée, le reste sont des civils[227]. L'OHCHR mentionne que, tant le SBU ukrainien que les séparatistes dans le Donbass mettent les suspects sous pression en arrêtant les femmes de leur famille et en menaçant de les torturer, voire en les torturant effectivement[228].

5.3.1 Responsabilité

D'après l'OHCHR, les autorités ukrainiennes sont réticentes à enquêter sur des plaintes concernant des tortures, même s'il a connaissance d'enquêtes en cours[229].

PACE écrit que les autorités ukrainiennes tentent de traduire en justice les criminels de guerre et les auteurs d'atteintes aux droits de l'homme qui combattent à leurs côtés. Pendant la période de mars 2014 à février 2016, la *prokuratura* militaire a enquêté sur les 726 crimes perpétrés par des militaires ukrainiens. Parmi eux, 622 personnes ont été inculpées[230]. L'OHCHR écrit que, malgré les tentatives des autorités ukrainiennes de poursuivre les membres d'unités de volontaires et de l'armée ukrainienne pour violations des droits de l'homme, le niveau d'impunité est resté élevé jusqu'en 2019. D'après l'OHCHR, concernant les poursuites pénales des violations des droits de l'homme liées au conflit, il est régulièrement question de l'inefficacité des enquêtes, de pressions politiques et d'influence exercée sur les juges[231]. L'Ukrainian Helsinki Human Rights Union déclarait en 2017 que la prokuratura ukrainienne n'avait transféré aux tribunaux que 2 % de toutes les enquêtes sur les détentions illégales dans les régions de Donetsk et de Lougansk. En tout, ce sont 45 membres des forces de l'ordre et 2 militaires qui ont comparu devant un tribunal, accusés de ce genre d'incidents dans la région de Donetsk et de Lougansk[232]. En 2017, des tribunaux ukrainiens ont condamné douze membres du bataillon ukrainien Tornado à des peines de cinq à onze ans de prison. Les crimes jugés relevaient notamment de la torture et des violences sexuelles commises en 2015[233]. En 2018, l'International Renaissance Foundation publiait un rapport relatif à la jurisprudence dans le cadre des combats au Donbass. Le rapport soulignait que la jurisprudence concernant des crimes commis par des membres de troupes et de bataillons de volontaires ukrainiens est très fluctuante. L'on a observé des cas de personnes condamnées pour des crimes perpétrés dans le cadre du conflit, mais par ailleurs l'on invoque souvent des circonstances atténuantes. Dans certains cas, la juridiction se voit exercer des pressions pour prononcer une relaxe[234]. L'OHCHR écrit que, selon les données officielles, au cours des neuf premiers mois de 2018, un total de 563 enquêtes criminelles ont été ouvertes contre des membres des forces de l'ordre pour des actes de torture ou de mauvais traitements. Parmi celles-ci, 27 affaires ont été transmises au tribunal à l'encontre de 47 personnes[235].

[226] OHCHR, 12/09/2017, url p. 8
[227] Eastern-Ukrainian Centre for Civic Initiatives, 08/2018, url p. 20
[228] OHCHR, 03/03/2016, url p. 16-17; OHCHR, 12/09/2017, url pp. 13-14; OHCHR, 17/01/2019, url pp. 14-15
[229] OHCHR, 03/03/2016, url p. 17-18; OHCHR, 03/06/2016, url, p. 17
[230] PACE, 26/09/2016, url p. 2
[231] OHCHR, 29/07/2016, url p. 17; OHCHR, 12/12/2017, url p. 2; OHCHR, 19/09/2018, url pp. 12-13 & 15; OHCHR, 17/09/2019, url p. 17
[232] Ukrainian Helsinki Human Rights Union, 16/06/2017, url
[233] ICG, 01/10/2018, url p. 19
[234] International Renaissance Foundation, 09/07/2018, url pp. 160-182
[235] OHCHR, 17/01/2019, url p. 10

5.4. Gravité et fréquence

Comme on l'a déjà mentionné dans le chapitre 1.1, de lourds affrontements se sont déroulés dans le Donbass entre avril et septembre 2014. En septembre 2014, un cessez-le-feu a entraîné une baisse des violences dans le Donbass. Par la suite, d'engagement militaire à part entière, le conflit s'est mué en guerre de positions le long de la « ligne de contact ». Dans ce cadre, les parties en présence se prennent mutuellement sous leur feu avec une intensité fluctuante[236].

Début 2015, l'on a observé un accroissement du nombre de combats le long de la ligne de contact. Après un nouvel accord en février 2015, les violences se sont de nouveau apaisées jusqu'à une recrudescence en juin-août 2015[237]. En novembre 2015, d'après l'OHCHR, le nombre d'incidents armés a encore connu une hausse, essentiellement autour de Donetsk, après une baisse durant les deux mois précédents[238]. Le 1er septembre 2015, le groupe de contact trilatéral à Minsk a convenu d'un nouveau « régime de silence total », ce qui a effectivement fait retomber le niveau de violence[239]. Si l'on en croit l'OHCHR, au cours des derniers mois de 2015 et au début de 2016, les unités armées de RPD et de RPL ont encore une fois mené d'intenses opérations militaires contre les troupes ukrainiennes[240].

En 2016, malgré les différents cessez-le-feu, des incidents et des échanges de tirs ont eu lieu pratiquement tous les jours le long de la ligne de contact[241]. Selon l'OSCE, pendant la seconde moitié d'août 2016, l'on a constaté une forte hausse du nombre de violations du cessez-le-feu le long de la ligne de contact. À partir du 1er septembre 2016, il est retombé à une centaine d'incidents quotidiens, tendance qui s'est maintenue durant tout le mois de septembre 2016. En octobre 2016, le nombre d'incidents est toutefois reparti à la hausse et a atteint, toujours selon l' OSCE, plusieurs centaines de violations du cessez-le-feu par jour[242]. Le 9 novembre 2016, l'OSCE signalait que le nombre de violations s'était entre-temps encore accru pour atteindre un millier par jour[243]. Pour l'OSCE, 60 % des tirs de 2016 sont partis pendant la période octobre–décembre 2016[244].

Durant la première moitié de 2017 également, l'augmentation du nombre d'incidents armés s'est poursuivie aux environs de la ligne de contact. Cette situation a eu pour conséquence une hausse de 62 % du nombre de victimes par rapport à la même période de l'année précédente[245]. Ces hausses se sont poursuivies jusqu'au 1er juillet 2017, quand a été décrété un cessez-le-feu « des récoltes », suivi d'un cessez-le-feu pour le début de l'année scolaire. Ces accords se sont maintenus, de sorte que les diplomates de l'OSCE ont évoqué « l'été le plus paisible depuis le début du conflit »[246].

En 2018, l'OSCE a observé une diminution de 22 % du nombre d'incidents violents par rapport à 2017. En outre, le nombre d'explosions causées par des armes qui auraient dû être retirées conformément aux accords de Minsk a diminué de 75 %. En 2018, c'est dans cinq zones géographiques qu'ont eu lieu 90 % des violences : au sud de Svitlodarsk, la zone de l'aéroport Avdiivka-Yasynuvata-Donetsk, la zone au nord-est de Mariupol, la banlieue de Horlivka et la zone Popasna-Kalynove-Pervomaisk-Zolote. Sept cessez-le-feu ont été décrétés en 2018, mais après quinze jours en moyenne, la violence

[236] OHCHR, 03/03/2016, url
[237] OHCHR, 03/03/2016, url p. 10
[238] OHCHR, 09/12/2015, url p. 2
[239] OHCHR, 03/03/2016, url p. 10
[240] OHCHR, 03/03/2016, url p. 10-11; ICG, 18/07/2016, url p. 1
[241] OCHA, 18/10/2016, url; ICG, s.d., url; CES, 10/08/2016, url
[242] OSCE, 31/08/2016, url; OSCE, 14/09/2016, url; OSCE, 29/09/2016, url; OSCE, 27/10/2016, url
[243] OSCE, 09/11/2016, url
[244] OSCE, 16/09/2017, url p. 10
[245] OCHA, 31/08/2017, url
[246] Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 7

est remontée au niveau précédent. Selon l'OSCE, dans 63 % des cas, c'est pendant la nuit que les violations du cessez-le-feu se sont produites[247].

Au premier trimestre de 2019, le nombre d'incidents violents a diminué de 19 % par rapport au dernier trimestre de 2018. Le nombre d'explosions attribuées à des armes qui auraient dû être retirées conformément aux accords de Minsk a encore diminué de 13 %. Les zones suivantes ont été le théâtre de 86 % des incidents : au sud de Svitlodarsk, la zone de l'aéroport Avdiivka-Yasynuvata-Donetsk, la zone au nord-est de Mariupol et la zone Popasna-Kalynove-Pervomaisk-Zolote[248].

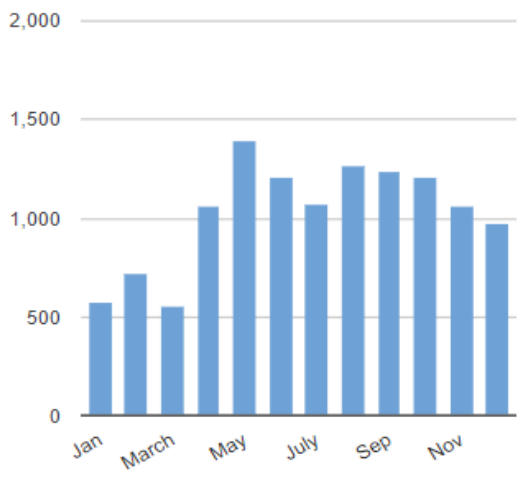
Au deuxième trimestre de 2019, le nombre d'incidents violents a augmenté de 3 % par rapport au trimestre précédent et le nombre d'explosions attribuées à des armes qui auraient dû être retirées conformément aux accords de Minsk a augmenté de 50 %. C'est dans les zones suivantes qu'ont eu lieu 89 % des incidents: la zone de l'aéroport d'Avdiivka-Yasynuvata-Donetsk, la zone au nord-est de Mariupol, la banlieue de Horlivka et la zone de Popasna-Kalynove-Pervomaisk-Zolote[249].

Le troisième trimestre a vu une diminution de 41 % du nombre d'incidents violents par rapport au trimestre précédent. Parmi ces incidents, 92 % ont eu lieu dans les mêmes zones que celles des deux premiers trimestres de 2019[250].

Dans son rapport annuel de 2015, l'ONG Geneva International Centre for Humanitarian Demining a écrit que, pour cette année, l'on avait enregistré en Ukraine 25 incidents où il avait été fait usage de mines anti-véhicules, qui avaient fait 97 victimes. Dans ce contexte, 45 % d'entre elles ont perdu la vie et 36 % étaient des civils. Dans son rapport annuel de 2016, cette ONG constate 37 incidents impliquant des mines anti-véhicules, ayant fait 101 victimes. Parmi celles-ci, l'on dénombre 43 tués et 58 blessés. Ces incidents se sont tous produits dans les régions de Donetsk et Lougansk. Au nombre des victimes, 69 % n'étaient pas des civils[251]. En 2017, l'organisation a enregistré 31 incidents liés à des mines anti-véhicules, ayant fait 74 victimes. Parmi elles, 27 % étaient des civils[252]. En 2018, le nombre d'incidents impliquant des mines anti-véhicules est tombé à dix-huit. Cependant, 34 personnes y ont laissé la vie. Les civils ont représenté 38 % des victimes[253].

Pendant la période de janvier à décembre 2018, l'ONG International NGO Safety Organisation a enregistré 12.366 incidents de nature violente en Ukraine. Pour l'année 2019, l'organisation ne donne aucun chiffre. Le tableau ci-dessous présente la répartition de ces incidents pour l'année 2018[254]:

[247] OSCE, 27/03/2019, url
[248] OSCE, 18/04/2019, url
[249] OSCE, 11/07/2019, url
[250] OSCE, 29/10/2019, url
[251] Geneva International Centre for Humanitarian Demining, 06/04/2016, url p. 13; Geneva International Centre for Humanitarian Demining, 08/05/2017, url p. 13
[252] Geneva International Centre for Humanitarian Demining, 28/05/2018, url
[253] Geneva International Centre for Humanitarian Demining, 01/11/2019, url
[254] International NGO Safety Organisation, s.d., url



INSO, Nombre d'incidents violents par mois en 2018.

Pour obtenir des données sur la typologie de la violence, le Cedoca consulte également l'inventaire de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), un projet américain à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie les informations sur les conflits. Les sources consultées par ACLED pour l'Ukraine sont accessibles au public. La base de données est accessible au public sur le site web de l'ACLED et est régulièrement mise à jour. L'inventaire de l'ACLED indique la date des incidents, le type de violence, les acteurs de la violence, la description des incidents, le lieu et le nombre de décès[255].

L'ACLED enregistre les incidents violents en Ukraine et les classe par catégories : *battles* et *explosions/remote violence*[256].

Compte tenu des sources et de la méthodologie de l'ACLED, le Cedoca estime que les données ne peuvent être tenues que pour une estimation et une indication des tendances de la violence au cours d'une certaine période. L'ACLED souligne que les données recueillies reflètent dans une certaine mesure les priorités de la couverture médiatique et qu'une sous-estimation de la violence est donc possible[257].

Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018, selon l'ACLED, 8.014 *battles* et 5.063 incidents *d'explosions/remote violence à distance* ont eu lieu en Ukraine, dans les régions de Donetsk et de Lougansk[258].

Pour la période du 1er janvier au 10 décembre 2019, selon l'ACLED, 7.462 *battles* et 6.304 incidents *d'explosions/remote violence* ont eu lieu en Ukraine, dans les régions de Donetsk et de Lougansk[259].

[255] ACLED, 2017, 10/04/2019, url; ACLED, e-mail, 10/02/2018, 11/02/2018; ACLED, dernière mise à jour consultée 07/02/2019, url; SIGAR, 30/10/2018, p. 73, url
[256] ACLED, 2017, url
[257] ACLED, 28/12/2017, url
[258] ACLED, dernière mise à jour consultée, url
[259] ACLED, dernière mise à jour consultée, url

6. Cibles des violences dans le Donbass

6.1. Généralités

Selon les derniers chiffres mondiaux de l'OHCHR du 15 février 2019, un total de 12.800 à 13.000 personnes ont perdu la vie dans le conflit du Donbass jusqu'à cette date. Environ 9.500 des victimes sont des combattants. En outre, 27.500 à 30.000 personnes ont été blessées[260]. Selon les estimations de l'OHCHR de septembre 2019, parmi les civils au moins 3.339 ont été tués et plus de 7.000 ont été blessés[261].

Les autorités de RPD déclarent qu'en RPD, durant la période de février 2014 au 1er décembre 2017, ce sont 4.543 personnes qui ont été tuées[262]. Le 6 décembre 2019, ce chiffre était de 4.894 et recouvrait sans distinction civils et militaires. Selon les informations de la médiatrice de la RPD, Dar'ya Morozova, 156 militaires de la RPD sont tombés au combat et 142 ont été blessés pendant la période du 1er janvier au 6 décembre 2019[263].

En juin 2016, le président ukrainien, Petro Poroshenko, a déclaré que, depuis le début des combats dans le Donbass, 183 membres de la Garde nationale avaient été tués et 746 avaient été blessés[264]. En novembre 2016, il déclarait encore que, depuis le début des affrontements dans le Donbass, 2.500 militaires de l'armée ukrainienne avaient perdu la vie[265]. Fin mai 2017, selon le site d'informations UAcrisis, 2.652 militaires ukrainiens avaient été tués. Ce décompte concernait des membres de la Garde nationale, des services de sécurité, des forces de l'ordre et des gardes-frontière[266]. En novembre 2017, le journal ukrainien Kiev Post citait des chiffres officiels, selon lesquels ce sont au moins 2.774 soldats ukrainiens qui étaient tombés dans le conflit[267]. En avril 2018, le procureur général militaire ukrainien, Anatoliy Matios, a déclaré que depuis le début du conflit 3.784 militaires ukrainiens avaient perdu la vie. En outre, toujours selon lui, 8.489 autres soldats ukrainiens avaient été blessés[268]. En décembre 2019, le ministère ukrainien des Vétérans a déclaré que 4.640 militaires étaient morts dans le conflit depuis son début[269].

Le projet Internet ukrainien Kniga Pamyati / Книга Пам'яті (« livre du souvenir ») tient à jour une liste de militaires ukrainiens, tant de l'armée que de la Garde nationale, qui ont laissé la vie dans le Donbass. En juillet 2019, il dénombrait 4.150 militaires ukrainiens tués. En octobre 2018, ce nombre s'élevait à 4.010.[270]

Le projet indépendant de l'activiste Elena Vasileva, Gruz 200, rassemble parmi d'open sources des informations au sujet des soldats russes tombés dans le Donbass. Depuis le début du conflit jusqu'au 1er août 2018, le projet a rassemblé 4.424 noms de personnes du camp séparatiste au sujet desquelles l'on dispose d'indications ou d'informations explicites quant au décès dans le conflit au Donbass. Pour 1.479 de ces victimes, selon ses propres dires, Gruz 200 a pu constater avec certitude qu'elles

[260] OHCHR, 21/03/2019, url p. 9
[261] OHCHR, 17/09/2019, url
[262] Ombudswoman de la RPD, 01/12/2017, url
[263] Ombudswoman de la RPD, 06/12/2019, url
[264] Ukraine Today, 18/06/2016, url
[265] Ukraine Today, 02/11/2016, url
[266] UAcrisis, 24/05/2017, url
[267] Kiev Post, 24/11/2017, url
[268] Lenta, 26/04/2018, url
[269] Ukrainskaya Pravda, 10/12/2019, url
[270] Kniga Pamyati, *s.d.*, url

appartenaient aux forces combattantes russes. Gruz 200 ne dispose pas de chiffres postérieurs au 1er août 2018[271].

L'ICG écrit que les autorités, tant ukrainiennes que séparatistes, sous-estiment volontairement le nombre des victimes dans leurs rapports[272].

Selon l'OCHA, l'UNHCR et l'ICG, la population qui vit le long de la ligne de contact court un risque mortel permanent du fait des échanges de tirs, des snipers, des mines et des *explosive remnants of war* (ERW)[273].

L'ONG coupole Justice for Peace in Donbass écrivait en 2018 que la population des deux côtés de la ligne de contact est celle qui souffre le plus du conflit. Selon l'ONG, ni le gouvernement ukrainien, ni les séparatistes n'ont pris de mesures suffisantes pour l'évacuer. Des bombardements d'artillerie ont lieu dans les zones habitées et les soldats y prennent position[274].

Le Global Protection Cluster distingue trois groupes de population fortement affectés par le conflit et auxquels il consacre son assistance[275]:

- Les personnes qui vivent le long de la ligne de contact;
- Les personnes qui vivent dans les zones séparatistes, en particulier les groupes vulnérables, comme les enfants, les personnes âgées, les personnes souffrant d'un handicap, les minorités religieuses et ethniques, sans oublier les femmes qui courent un risque croissant de violences liées au genre;
- Les IDP les plus vulnérables dans les zones contrôlées par l'Ukraine.

Justice for Peace in Donbass écrit qu'en RPD ou en RPL, les militaires détenus courent un risque accru d'être torturés ou exécutés s'ils portent des signes visibles d'attachement à l'Ukraine, comme des tatouages, ou s'ils étaient snipers. Pour les civils en RPD et en RPL, le degré plus ou moins élevé du risque dépend de la langue qu'ils parlent et de leur religion. Pour les membres des deux groupes, le risque est plus grand s'ils adhèrent à des partis ou à des organisations pro-ukrainiens et s'ils sont domiciliés dans l'ouest de l'Ukraine[276].

Dans un rapport d'avril 2015, l'IPHR a documenté des cas d'exécutions extrajudiciaires, de tortures, de menaces et de détentions arbitraires de responsables religieux ou de fidèles non orthodoxes en RPD. Les dirigeants de RPD ont déclaré en mars 2014 que seule l'Église orthodoxe du Patriarcat de Moscou était autorisée en RPD, les autres convictions religieuses ne l'étant pas. L'Église orthodoxe du Patriarcat de Kiev n'est pas tolérée non plus[277]. Civic Monitoring et Truth Hounds mentionnent qu'en 2018 les autorités de RPD ont de nouveau visé les minorités religieuses. Des immeubles appartenant aux baptistes et aux témoins de Jéhovah ont été investis et confisqués à Donetsk[278]. L'OHCHR et Truth Hounds signalent qu'en 2018 la RPD et la RPL ont introduit une nouvelle législation en matière religieuse qui contraint toutes les communautés religieuses à s'enregistrer de nouveau. En juin 2018, la RPD a fermé la seule mosquée en activité dans la région[279].

---

[271] Gruz 200, 10/12/2018, url
[272] ICG, 18/07/2016, url pp. 12-13
[273] OCHA, 26/10/2016, url; ICG, 18/07/2016, url; UNHCR, 19/09/2015, url p. 2 & 6; ICG, 01/10/2018, url pp. 3 & 19
[274] Justice for Peace in Donbas, 12/03/2018, url pp. 95-117
[275] Global Protection Cluster, 06/2016, url pp. 2-6
[276] Justice for Peace in Donbas, *Executed and tortured in Donbas*, 09/2016, url; Justice for Peace in Donbas, *Places of illegal detention*, 09/2016, url p. 9
[277] IPHR, 04/2015, url
[278] Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 8; Truth Hounds, 27/06/2019, url
[279] OHCHR, 19/09/2018, url p. 24; Truth Hounds, 27/06/2019, url

L'ICG signale que les militaires ukrainiens considèrent qu'au moins une partie des personnes qui continuent de vivre près de la ligne de contact, mais du côté ukrainien, ont de fait des sympathies pour les séparatistes. Ce groupe peut donc courir un risque en matière de sécurité[280].

6.2. Morts et blessés parmi les civils

Au cours de la période d'avril 2014 au 15 août 2019, selon l'OHCHR, 3.041 civils ont été tués dans le conflit au Donbass. Si l'on ajoute les victimes du vol MH17, leur nombre atteint au moins 3.339. L'OHCHR estime à plus de 7.000 le nombre de civils blessés au cours de la même période. Près de 85 à 90 % de ces victimes civiles ont laissé la vie dans des tirs d'artillerie aveugles sur des zones habitées[281].

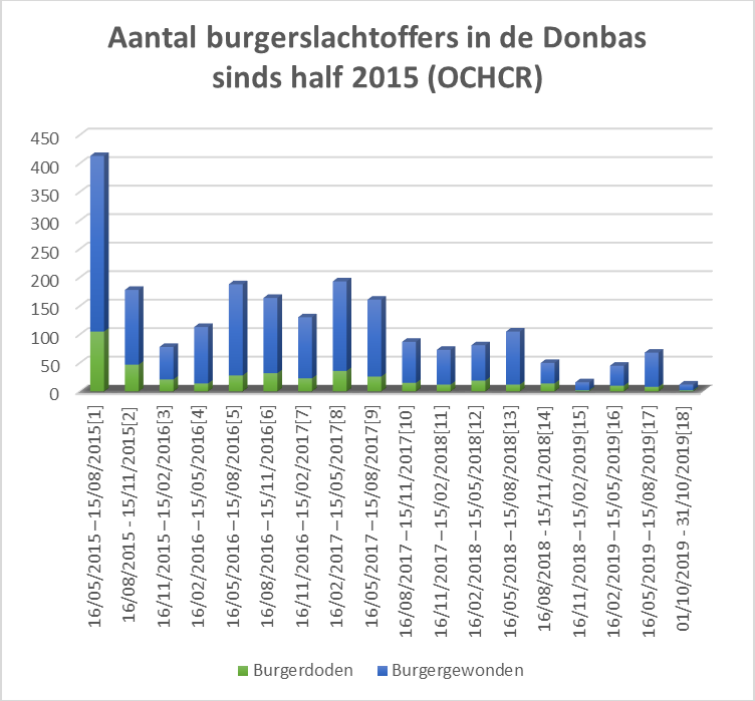
L'OHCHR donne des chiffres périodiques concernant le nombre de victimes civiles dans le Donbass. Dans le tableau ci-dessous figurent les chiffres depuis la mi-2015.

Période	Civils tués	Civils blessés
16/05/2015 – 15/08/2015[282]	105	308
16/08/2015 - 15/11/2015[283]	47	131
16/11/2015 – 15/02/2016[284]	21	57
16/02/2016 – 15/05/2016[285]	14	99
16/05/2016 – 15/08/2016[286]	28	160
16/08/2016 – 15/11/2016[287]	32	132
16/11/2016 – 15/02/2017[288]	23	107
16/02/2017 – 15/05/2017[289]	36	157
16/05/2017 – 15/08/2017[290]	26	135
16/08/2017 – 15/11/2017[291]	15	72
16/11/2017 – 15/02/2018[292]	12	61
16/02/2018 – 15/05/2018[293]	19	62
16/05/2018 – 15/08/2018[294]	12	93
16/08/2018 - 15/11/2018[295]	14	36

[280] ICG, 18/07/2016, url pp. 5-6; ICG, 01/10/2018, url p. 22
[281] OHCHR, 19/09/2018, url pp. 3-4
[282] OHCHR, 09/12/2015, url p. 2 & 6
[283] OHCHR, 09/12/2015, url p. 2 & 6
[284] OHCHR, 03/03/2016, url p. 6
[285] OHCHR, 03/06/2016, url p. 12
[286] OHCHR, 15/09/2016, url p. 12
[287] OHCHR, 15/03/2017, url p. 6
[288] OHCHR, 13/06/2017, url p. 1
[289] OHCHR, 13/06/2017, url p. 1
[290] OHCHR, 12/09/2017, url p. 1
[291] OHCHR, 12/12/2017, url p. 1
[292] OHCHR, 19/03/2018, url p. 3
[293] OHCHR, 20/06/2018, url p. 4
[294] OHCHR, 19/09/2018, url p. 1
[295] OHCHR, 17/12/2018, url p. 4

16/11/2018 – 15/02/2019[296]	2	14
16/02/2019 – 15/05/2019[297]	10	35
16/05/2019 – 15/08/2019[298]	8	60
01/10/2019 - 31/10/2019[299]	2	10

Le graphique ci-dessous donne un aperçu visuel de ces chiffres :



Graphique établi par le Cedoca sur la base des chiffres de l'OHCHR[300]

En 2016, l'OSCE a documenté parmi les civils 88 morts et 354 blessés dans la zone de conflit, à Donetsk et Lougansk. Parmi les victimes, 64 % étaient des hommes et 70 % des adultes entre 18 et 64 ans[301]. En 2017, l'OSCE a recensé 86 tués et 390 blessés parmi les civils[302]. Au cours de la période du 1er janvier 2018 au 23 décembre 2018, l'OSCE a dénombré 43 tués et 177 blessés parmi les civils[303].

[296] OHCHR, 13/06/2019, url p. 4
[297] OHCHR, 13/06/2019, url p. 6
[298] OHCHR, 17/09/2019, url p. 5
[299] UNHCR, 15/11/2019, url
[300] OHCHR, 09/12/2015, url p. 2 & 6; OHCHR, 09/12/2015, url p. 2 & 6; OHCHR, 03/03/2016, url p. 6; OHCHR, 03/06/2016, url p. 12; OHCHR, 15/09/2016, url p. 12; OHCHR, 15/03/2017, url p. 6; OHCHR, 13/06/2017, url p. 1; OHCHR, 13/06/2017, url p. 1; OHCHR, 12/09/2017, url p. 1; OHCHR, 12/12/2017, url p. 1; OHCHR, 19/03/2018, url p. 3; OHCHR, 20/06/2018, url p. 4; OHCHR, 19/09/2018, url p. 1; OHCHR, 17/12/2018, url p. 4; OHCHR, 13/06/2019, url p. 4; OHCHR, 13/06/2019, url p. 6; OHCHR, 17/09/2019, url p. 5; UNHCR, 15/11/2019, url
[301] OSCE, 16/09/2017, url p. 4
[302] OSCE, 12/01/2018, url
[303] OSCE, 26/12/2018, url

Au cours de la période du 1er janvier 2019 au 23 novembre 2019, l'OSCE a dénombré 18 tués et 126 blessés parmi les civils[304].

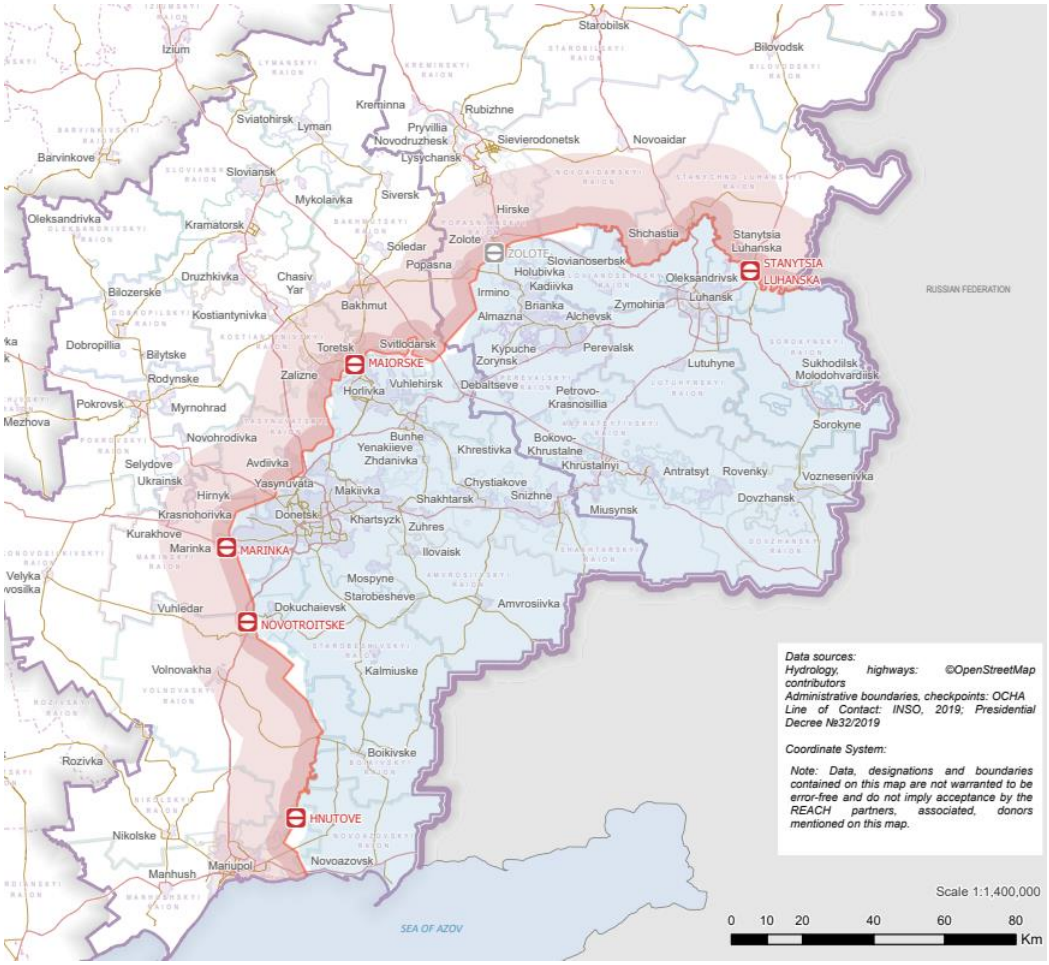
Dans un rapport de 2019, l'OSCE écrit qu'entre le 1er janvier 2018 et octobre 2019, parmi les 380 victimes, les mines et des *unexploded ordnance* (UXO) ont tué 34 personnes et en ont blessé 99 autres[305]. L'OCHA écrit qu'au cours des trois premiers mois de 2019, les mines, les ERW et les UXO ont causé 40 % des pertes civiles[306].

Si l'on en croit les informations fournies par l'ombudswoman de la RPD, Dar'ya Morozova, depuis le début du conflit jusqu'au 29 novembre 2019, ce sont 4.889 personnes qui ont perdu la vie en RPD. Ces chiffres ne font pas la distinction entre civils et militaires. En 2017, toujours selon Mme Morozova, 31 civils ont été tués et 34 ont été blessés[307]. En 2018, selon l'ombudswoman, 19 civils sont morts et 108 ont été blessés[308]. Au cours de la période du 1er janvier au 29 novembre 2019, ce sont 9 civils qui sont morts et 73 qui ont été blessés[309].

7. Répartition géographique des violences dans le Donbass

Au cours de la période traitée par le présent COI Focus (31 novembre 2017 - 31 novembre 2019), pratiquement tous les combats et incidents armés se sont produits le long de la « ligne de contact » dans le Donbass. Il s'agit d'une ligne de front de 457 kilomètres entre, d'une part, la RPD et la RPL et, d'autre part, le reste de l'Ukraine. La situation précise de cette ligne de contact est reproduite sur la carte ci-dessous[310]. La ligne de contact est la zone tampon matérielle et la ligne de front entre les troupes ukrainiennes et les unités armées séparatistes. La distance physique entre les deux camps varie selon l'endroit envisagé de la ligne de contact et est parfois seulement de 200 à 500 mètres[311].

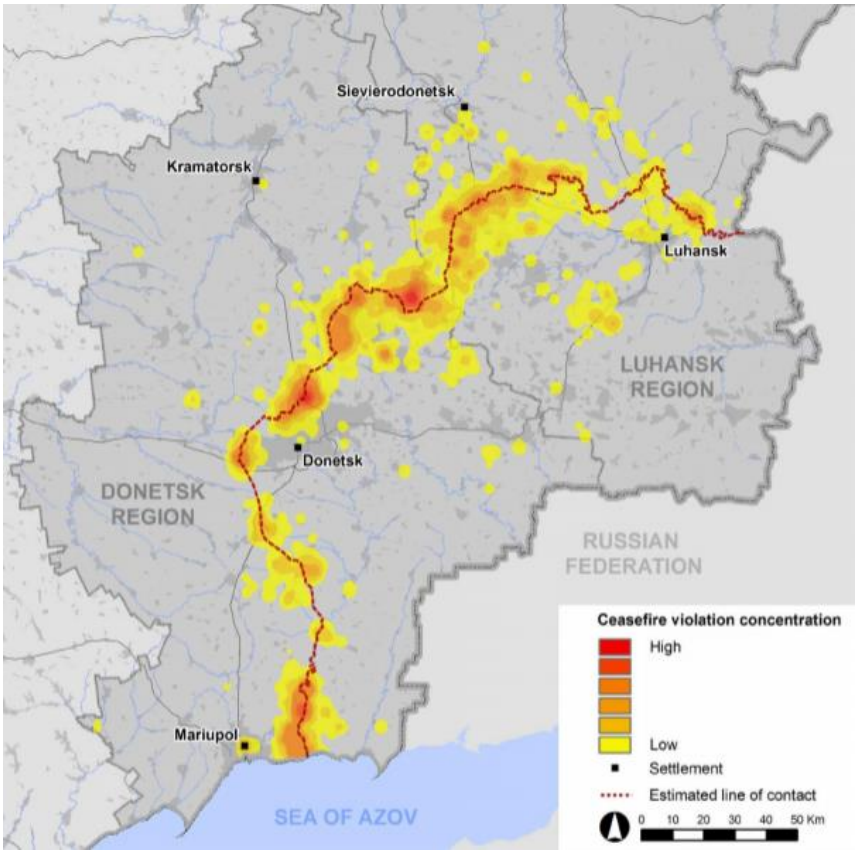
[304] OSCE, 29/11/2019, url
[305] OSCE, 05/12/2019, url p. 11
[306] OCHA, 14/06/2019, url
[307] Ombudswoman de la RPD, 12/01/2018, url
[308] Ombudswoman de la RPD, 11/01/2019, url
[309] Ombudswoman de la RPD, 01/12/2017, url; Ombudswoman de la RPD, 07/12/2018, url; Ombudswoman de la RPD, 29/11/2019, url
[310] Norwegian Refugee Council, 13/01/2016, url; OSCE, 16/02/2017, url; OSCE, 16/09/2017, url; OCHA, 23/11/2018, url
[311] OHCHR, 15/09/2016, url p. 5; OCHA, 26/10/2016, url; OSCE, 16/09/2017, url p. 2; OCHA, 07/05/2018, url



UKRAINE - Donetsk and Luhansk oblast Reference map - June 2019[312]

En 2018, l'OCHA écrivait que la zone de cinq kilomètres de chaque côté de la ligne de contact est toujours la plus dangereuse de toute la zone de conflit. Selon l'OCHA et l'organisation analytique REACH, des bombardements et des affrontements armés ont lieu quotidiennement dans une zone de dix kilomètres de part et d'autre de la ligne de contact[313]. La carte de l'OSCE ci-dessous donne une image des incidents violents qui ont eu lieu dans le Donbass en 2018 et montre leur concentration le long de la ligne de contact.

[312] REACH, 06/2019, url
[313] OCHA, 07/05/2018, url; REACH, 18/06/2019, url



Ceasefire violations 2018[314]

Depuis mai 2018, Kiev a rebaptisé l'opération anti-terroriste (ATO) en une *Joint Force Operation* (JFO) (voir « 1. Bref historique »). Depuis lors, le commandant de la JFO dans les régions de Lougansk et de Donetsk peut décréter des zones de sécurité. Dans ces zones, les forces de l'ordre se voient alors confier des compétences supplémentaires et l'accès peut y être temporairement interdit aux civils[315].

L'ICG écrit que des passages non officiels sont parfois également ouverts par les autorités locales, des deux côtés. De la sorte, les habitants de la zone frontalière peuvent se rendre de l'autre côté pour des achats, des visites familiales, etc. Début 2016, des passages de ce genre ont été ouverts, entre autres dans les villages de Popasna et Marinka[316].

Une grande partie des régions administratives de la zone contrôlée par Kiev qui bordent la ligne de contact sont administrées par des « administrations civiles-militaires » (CMA) depuis février 2015. Celles-ci reprennent à leur compte une part des compétences de l'administration locale et, dans la pratique, leur personnel est constitué de militaires et de membres des forces de l'ordre. Le gouvernement de Kiev les a créées parce que, pour lui résister, les administrations locales dans la zone sabordaient leur propre fonctionnement. En octobre 2017, l'on comptait onze CMA opérationnelles au niveau des districts dans la région de Donetsk et quatre au niveau des localités. La région de Lougansk comptait cinq CMA au niveau des districts et six au niveau des localités[317].

[314] OSCE, 27/03/2019, url
[315] OHCHR, 20/06/2018, url p. 8
[316] ICG, 18/07/2016, url p. 8
[317] Prometheus Center, 04/2017, url p. 46; Ukrainian Center for Independent Political Research, 10/2017, url p. 10

8. Impact des violences dans la vie quotidienne dans le Donbass

En 2016, le long de la ligne de contact, 38 % des habitations étaient endommagées ou détruites. Un grand nombre de routes et d'infrastructures publiques sont également inutilisables, d'après l'OCHA[318]. Lors de missions d'observation en 2016, le Kharkiv Human Rights Protection Group a constaté que l'on procédait à d'importantes activités de remise en état le long de la ligne de contact, côté RPD et RPL, peut-être avec un soutien financier russe. En premier lieu, en 2015 une partie des infrastructures sociales ont été restaurées et, par la suite, l'on s'est occupé des habitations[319]. En 2019, l'ONG Donbass SOS écrivait que la réparation des logements dans la RPD et la RPL sont plus rapides que du côté ukrainien. Selon les estimations de l'ONG basées sur des chiffres officiels, deux tiers des maisons endommagées ont déjà été réparées[320]. Du côté ukrainien de la ligne de contact, la reconstruction se poursuit plus lentement et les autorités n'ont apparemment pas élaboré de programme de reconstruction. Ainsi, l'OHCHR écrivait en septembre 2019 que les autorités ukrainiennes ont introduit une législation visant à accorder des compensations pour les maisons détruites, mais que celle-ci présente des lacunes. En outre, le gouvernement ignore les décisions de justice l'obligeant à effectuer des réparations[321]. En juillet 2019, l'OCHA écrivait que les autorités ukrainiennes ne fournissent pas une aide suffisante pour la réhabilitation des maisons et que les victimes font donc appel aux organisations internationales. En 2019 déjà, 35 000 personnes ont bénéficié du soutien de ces organisations pour améliorer l'état de leur logement[322].

L'OHCHR estimait en 2015 que la RPD et la RPL comptaient ensemble quelque 2,7 millions d'habitants, dont 600.000 le long de la ligne de contact[323]. En 2018, l'ICG estimait que 3 millions de personnes vivaient en RPD et en RPL[324]. D'après l'ICG, les personnes qui continuent de vivre près de la ligne de contact n'ont généralement pas les moyens de s'installer ailleurs[325]. En 2016, l'OCHA estimait que 800.000 personnes vivaient dans les cinq kilomètres autour de la ligne de contact : 600.000 du côté de la RPL et de la RPD, 200.000 du côté contrôlé par Kiev[326]. Du côté ukrainien de la ligne de contact vivaient 200.000 personnes en 2018, toujours d'après l'ICG[327].

L'ICG écrivait en 2018 que depuis 2015 près des deux tiers du nombre de victimes civiles sont tombées en RPD et en RPL. Pour l'OSCE et l'ICG, ce constat est dû au fait que les deux régions les plus peuplées sur la ligne de contact, Horlivka et Donetsk, sont situées dans la zone séparatiste. C'est là que la plupart des victimes civiles sont tombées[328].

Depuis janvier 2015, des restrictions sont imposées au franchissement de la ligne de contact. Depuis lors, les civils ont besoin d'un passe électronique spécial pour traverser la ligne de contact. Ce passe est valide un an. Cela complique fortement la circulation de part et d'autre de la frontière et limite l'accès des habitants de la zone de conflit aux fournitures de base. Depuis 2017, en principe, des passes sans limite de validité peuvent être délivrés, mais dans les faits ce n'est pas encore d'application[329]. En mars 2019, le SBU décidait que les laissez-passer émis à partir du 28 mars 2019

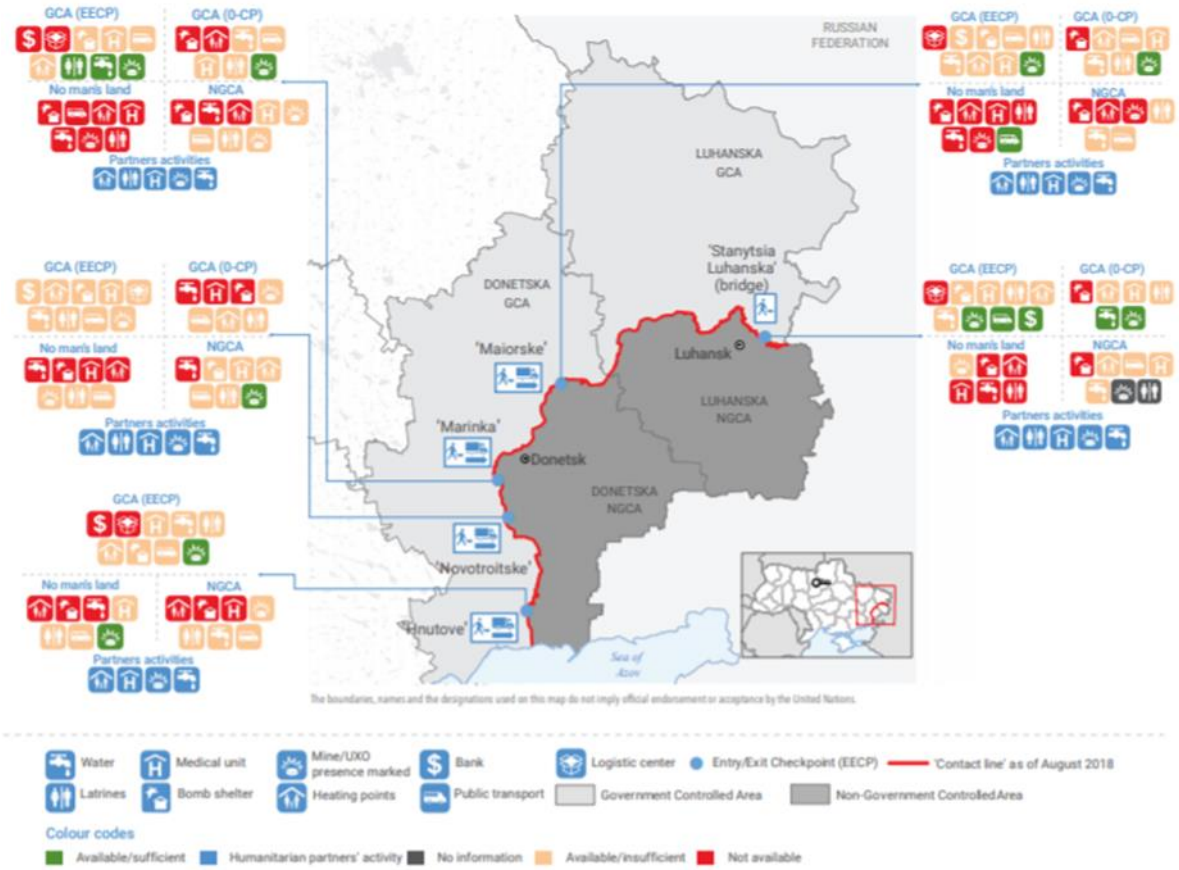
[318] OCHA, 26/10/2016, url; ICG, 18/07/2016, url
[319] Kharkiv Human Rights Protection Group, 05/10/2016, url pp. 7-19; OHCHR, 19/09/2018, url p. 7
[320] Donbas SOS, 18/09/2019, url p. 19
[321] OHCHR, 19/09/2018, url p. 7; OHCHR, 17/09/2019, url pp. 8-9
[322] OCHA, 25/07/2019, url
[323] OHCHR, 09/12/2015, url p. 3; ICG, 18/07/2016, url p. 3; ICG, 01/10/2018, url p. 18
[324] ICG, 01/10/2018, url p. 1
[325] ICG, 18/07/2016, url p. 4; ICG, 01/10/2018, url p. 3
[326] OSCE, 16/09/2017, url p. 15
[327] ICG, 01/10/2018, url p. 19
[328] OSCE, 16/09/2017, url pp. 7-8; ICG, 01/10/2018, url p. 3
[329] OHCHR, 09/12/2015, url p. 3; UNHCR, 19/09/2015, url pp. 7 – 8; UNHCR, 31/10/2016, url; OHCHR, 12/09/2017, url pp. 18-19; HRW, 17/02/2017, url

ne présenteraient plus de date d'expiration[330]. Selon la législation ukrainienne, les personnes qui vivent dans une zone de cinq kilomètres le long de la ligne de contact peuvent, en principe, traverser la ligne de contact sans document spécifique à cet effet. Dans les faits, l'on peut toutefois leur fermer le passage de la ligne de contact[331]. Au cours des années précédentes, le nombre de civils qui ont traversé la ligne de contact a augmenté en moyenne de 700.000 par mois en 2016 pour atteindre un million de personnes en 2018. À partir de mai 2019, leur nombre a toujours été supérieur à 1,4 million par mois[332].

D'après l'ICG, les conditions aux postes de contrôle dépendant de Kiev varient considérablement : de rapide et agréable à Hnutove, le passage est jugé jusqu'à humiliant à Stanycia Lougansk. Selon les sources consultées par l'ICG, les passages contrôlés par les séparatistes sont mal organisés. L'UNHCR mentionne aussi que les temps d'attente aux postes de contrôle tenus par les séparatistes sont plus longs[333]. Des morts et des blessés sont à déplorer à tous les passages, à cause de mines, d'échanges de tirs et de tirs d'artillerie[334]. Selon l'OSCE, entre janvier 2018 et octobre 2019, trois personnes ont été tuées et sept autres blessées par des tirs d'armes à feu ou par des mines[335]. En raison des mauvaises conditions de vie aux postes de contrôle, des personnes sont mortes en attendant de passer. Par exemple, selon l'OHCHR, entre février et mai 2019, des complications de santé aux postes de contrôle ont causé neuf décès[336]. L'UNICEF fait état de la mort d'un homme à un poste de contrôle en octobre 2019[337]. Depuis fin août 2019, une voiture électrique et un bus pour le transport des personnes vulnérables se trouvent au point de passage de Stanicya Lugansk. Aux quatre points de passage de la RPD, il y a des bus pour aider les personnes vulnérables à traverser la zone entre les factions en guerre[338].

Ci-dessous, sur la carte de l'OCHA, figurent les différents postes indiqués sur la ligne de contact qui sont en usage en mai 2019 et qui sont les seuls endroits où il est autorisé de franchir la ligne de contact[339]. En 2018 et en 2019, ce sont en moyenne un million de personnes par mois qui ont traversé la ligne de contact[340]. Le temps d'attente peut atteindre plusieurs heures et, parfois, les postes de passage sont fermés[341]. En octobre 2019, le temps d'attente était généralement de quelques heures[342]. Ce sont essentiellement des habitants des zones séparatistes qui franchissent la ligne de contact. En octobre 2018, ils constituaient 87 % du nombre de franchissements de la ligne[343]. En novembre 2019, le pont du passage Stanicya Lugansk, qui avait été gravement endommagé depuis 2014, a été réparé. Les piétons peuvent maintenant à nouveau facilement traverser le pont[344].

[330] OHCHR, 13/06/2019, url p. 11
[331] ICG, 01/10/2018, url p. 21
[332] ICG, 01/10/2018, url p. 15; UNHCR, 11/2019, url
[333] UNHCR, 31/10/2018, url; UNHCR, 29/11/2019, url p. 18
[334] ICG, 01/10/2018, url pp. 15-16
[335] OSCE, 28/11/2019, url p. 16
[336] OSCE, 28/11/2019, url p. 16
[337] OSCE, 28/11/2019, url p. 16
[338] UNHCR, 29/11/2019, url; OSCE, 28/11/2019, url p. 9
[339] OCHA, 16/11/2017, url; Global Protection Cluster, 06/2016, url p. 3
[340] OHCHR, 12/09/2017, url p. 18; OCHA, 16/11/2017, url; ICG, 01/10/2018, url p. 15; OHCHR, 13/06/2019, url p. 10
[341] OHCHR, 12/09/2017, url p. 18; OCHA, 16/11/2017, url; ICG, 01/10/2018, url p. 15; OHCHR, 13/06/2019, url p. 10
[342] UNHCR, 31/10/2018, url; UNHCR, 29/11/2019, url p. 18; OSCE, 28/11/2019, url p. 10
[343] UNHCR, 31/10/2018, url
[344] OSCE, 29/11/2019, url



OCHA, Entry/Exit Checkpoint (EECP) map[345]

La situation économique en RPD et en RPL est mauvaise actuellement. L'OCHA écrit en 2018 qu'il y a eu une augmentation du chômage dans la zone de conflit depuis 2014 et qu'il y est plus élevé que dans le reste de l'Ukraine. En outre, le pouvoir d'achat réel compte tenu des salaires est inférieur de 22 à 33 % par rapport à celui de 2013[346]. Les groupes armés en RPD et en RPL ont repris quelque 54 entreprises, mais pour le CES une bonne part de l'activité industrielle est à l'arrêt[347]. L'UNHCR met en garde contre le haut niveau de chômage et contre l'absence d'accompagnement social des adultes en RPD et en RPL, qui amènent un nombre croissant de particuliers à se trouver dans une position vulnérable[348]. En 2018, l'OHCHR et l'OCHA écrivaient que des centaines de milliers de personnes dans la région ont été contraintes de prendre des mesures délétères pour pourvoir à leurs besoins de base. À cet égard, l'OCHA mentionne : retirer les enfants des écoles, se livrer à des trafics, user du sexe comme stratégie de survie et faire usage de drogues[349].

L'UNHCR écrivait en avril 2016 que des agences des Nations unies n'ont qu'un accès limité à la RPD si elles veulent apporter de l'aide humanitaire. En RPL, l'accès à la zone de la ligne de contact reste très

[345] OCHA, 17/05/2019, url
[346] Kharkiv Human Rights Protection Group, 05/10/2016, url p. 4; OCHA, 29/03/2018, url p. 33
[347] OHCHR, 13/06/2017, url p. 3; CES, 28/11/2017, url p. 106
[348] UNHCR, 19/09/2015, url p. 8
[349] OCHA, 07/05/2018, url; OHCHR, 20/06/2018, url p. 10

difficile[350]. L'ICG et l'ONG coupole Safeguarding Health in Conflict signalent aussi que les organisations d'aide internationales n'ont qu'un accès restreint à la RPD et à la RPL. Ainsi, en juillet 2015 les autorités locales ont suspendu des programmes humanitaires, entraînant en septembre 2015 une pénurie d'insuline, de médicaments TBC et de matériel d'anesthésie dans les hôpitaux. En septembre 2015, Médecins sans frontières (MSF) s'est vu imposer une interdiction de travailler en RPL. Cette interdiction était également d'application pour la RPD à partir d'octobre 2015. Selon la RPD, MSF détournait l'usage de médicaments psychotropes à des fins d'espionnage[351]. L'OCHA écrivait en septembre 2017 que, depuis juillet 2015, quelques organisations humanitaires avaient repris leurs activités en RPL et en RPD (l'OCHA ne fournit pas de chiffres précis à ce sujet). D'après l'OCHA, leur fonctionnement est toutefois insuffisant pour satisfaire les besoins humanitaires[352]. Les données chiffrées de l'OCHA pour la période de janvier à septembre 2018 indiquent que cette situation s'est maintenue en 2018[353].

En septembre 2019, l'UNICEF se préparait à administrer des vaccins anti-polio en RPL et en RPD aux enfants nés en 2016-2018. En octobre 2019, l'organisation est parvenue à en délivrer 100.000 doses, mais on ne sait pas exactement comment elles ont été administrées[354]. L'OSCE écrivait en 2019 que les villages situés sur la ligne de contact ont un accès limité aux soins médicaux et, comme ils sont coupés des villes depuis le début du conflit, leurs habitants sont privés de soins médicaux spécialisés[355].

Selon l'OHCHR et l'OSCE, pour les habitants de la RPD et de la RPL, l'accès aux soins médicaux, aux installations sanitaires et aux services sociaux est difficile. Une partie de la population dépend de l'aide humanitaire. Depuis que l'importation de biens venant d'Ukraine via la ligne de contact est interdite et que les activités des organisations humanitaires dans les républiques doivent obligatoirement être enregistrées, le flux de l'aide humanitaire s'est considérablement réduit. C'est surtout pour les personnes qui vivent des deux côtés de la ligne de contact que les conditions de vie se sont détériorées, comme le soulignait l'OHCHR en 2017 et 2018[356]. En 2018, 2,2 millions de personnes avaient des difficultés pour accéder à des soins médicaux, selon l'OCHA. Cette situation a notamment donné lieu à une très forte hausse du nombre de cas de tuberculose dans la région[357]. En 2019, l'UNHCR écrivait que 57 % des habitants de la zone de cinq kilomètres de part et d'autre de la ligne de contact affirmaient avoir des difficultés à obtenir des soins médicaux. Pour les habitants de la zone de 20 km autour de la ligne de contact, 38 % ont déclaré que c'était le cas[358].

Selon le Programme alimentaire mondial, l'aide humanitaire atteint très difficilement les habitants de la zone proche de la ligne de contact et en 2019, l'OHCHR ajoutait qu'ils n'ont pratiquement pas accès aux fournitures de base[359]. En septembre 2018, l'OCHA signalait que quelque 826.000 personnes connaissaient l'insécurité alimentaire (*food insecure*) le long de la ligne de contact, soit une baisse de 340.000 personnes par rapport à l'année précédente[360]. Pour le Kharkiv Human Rights Protection Group, les groupes vulnérables, comme les personnes âgées, les mères célibataires et les personnes

[350] UNHCR, 22/04/2016, url
[351] ICG, 05/02/2016, url pp. 3-4; Safeguarding Health in Conflict, 23/05/2016, url p. 42; OHCHR, 13/06/2017, url p. 3
[352] OCHA, 30/09/2017, url
[353] OCHA, 30/09/2017, url
[354] UNICEF, 30/09/2019, url; UNICEF, 20/11/2019, url
[355] OSCE, 28/11/2019, url p. 13
[356] OHCHR, 09/12/2015, url p. 3; OHCHR, 13/06/2017, url p. 3; OSCE, 16/02/2017, url pp. 13-14; OHCHR, 20/06/2018, url p. 8
[357] OCHA, 07/05/2018, url
[358] UNHCR, 25/07/2019, url
[359] OHCHR, 03/06/2016, url, p. 11; OHCHR, 13/06/2019, url p. 10
[360] OCHA, 31/10/2017, url; OHCA, 14/11/2018, url

handicapées ne survivent que grâce à l'aide humanitaire, essentiellement fournie par le fonds d'assistance de l'oligarque Rinat Akhmetov et par la Fédération de Russie[361].

En avril 2017, les autorités séparatistes ont mis un terme aux activités de ce fonds et ont confisqué les biens de Rinat Akhmetov sur leur territoire. Avec la réduction de l'intervention d'autres acteurs humanitaires, cela a donné lieu à une baisse considérable de l'aide humanitaire dans les régions séparatistes. En février 2018, le Programme alimentaire mondial a également mis fin à ses activités en Ukraine, à cause de problèmes de financement et de la difficulté d'accès aux régions séparatistes.

En 2019 également, les organisations internationales n'avaient pas réussi à fournir d'aide alimentaire aux régions séparatistes[362].

L'OHCHR et l'OSCE font état de dégâts portés à plusieurs stations d'épuration et canalisations aux cours des combats, privant parfois d'accès à l'eau potable des habitants proches de la ligne de contact. Au cours du deuxième trimestre de 2017, le nombre d'incidents entraînant des dégâts aux installations d'approvisionnement en eau s'est fortement accru, d'après l'OHCHR. L'on en a recensé jusqu'à 24. Ces dommages ont donné lieu à plusieurs interruptions de l'approvisionnement en eau pour de nombreux habitants, des deux côtés de la ligne de contact. Ainsi, en juillet 2017, pas moins de 380.000 personnes sont restées longtemps sans eau potable[363]. Pendant la période de janvier à juin 2018, l'OCHA a relevé 57 tirs contre des infrastructures de distribution d'eau. Au cours de la période de mai à août 2018, l'OHCHR en a recensé 12[364]. Entre janvier et septembre 2019, selon l'UNICEF, 77 incidents de ce type ont eu lieu contre 68 durant la même période de l'année précédente[365].

HRW et l'OSCE écrivent qu'un grand nombre d'écoles situées le long de la ligne de contact ont été lourdement endommagées pendant les affrontements. Les deux parties en présence utilisent les écoles pour y installer des troupes et ont déjà sciemment mené des attaques et procédé à des tirs visant les établissements dans cette zone[366]. En septembre 2017, l'OHCHR et l'ONG Truth Hounds écrivaient que des écoles de deux côtés de la ligne de contact étaient encore atteintes par des tirs. Par exemple, le 28 mai 2017, l'école n° 2 du village de Krasnohorivka, contrôlé par Kiev, a été touchée. Les 15 et 17 juin, des tirs ont pris pour cibles des écoles des villages séparatistes de Trudiviski et Yasynuvata[367]. Une *fact finding mission* du Civic Monitoring, en décembre 2017, a également constaté que des écoles étaient encore les cibles de tirs et que l'accès à l'enseignement pour les habitants de la zone proche de la ligne de contact est toujours très compliqué[368]. En novembre 2018, l'OCHA rapportait que durant la période de janvier à novembre 2018, des infrastructures scolaires avait été endommagées lors de 58 incidents. Par ailleurs, l'on a dénombré 65 cas où une école avait dû fermer provisoirement à cause du conflit[369].

Au cours des trois premiers mois de 2019, selon l'OCHA, onze écoles ont subi une attaque. En septembre 2019, l'OHCHR et l'UNICEF écrivaient que les écoles sont toujours touchées par des bombardements. Selon l'UNICEF, 32 incidents de ce type se sont produits entre janvier et septembre 2019[370].

---

[361] Kharkiv Human Rights Protection Group, 05/10/2016, url p. 4
[362] ICG, 01/10/2018, url pp. 17-18; OCHA, Ukraine, 18/04/2019, url
[363] OHCHR, 12/09/2017, url p. 5; OCHA, 31/10/2017, url; Ukrainian Center for Independent Political Research, 10/2017, url p. 16
[364] OCHA, 15/08/2018, url; OHCHR, 19/09/2018, url p. 6
[365] UNICEF, 30/09/2019, url
[366] HRW, 11/02/2016, url; OSCE, 16/09/2017, url p. 20; OSCE, 16/02/2017, url p. 6
[367] OHCHR, 12/09/2017, url p. 5; Truth Hounds, 21/11/2017, url
[368] Civic Monitoring, 30/03/2018, url pp. 11-12
[369] OCHA, 08/11/2018, url
[370] OCHA, 14/06/2019, url; UNICEF, 30/09/2019, url

L'OSCE remarque qu'il existe quelques villages situés sur la ligne de contact entre les positions des troupes ukrainiennes et celles des troupes séparatistes. Ces villages ne sont contrôlés par aucune des parties en présence et leurs habitants connaissent des conditions de vie particulièrement pénibles.

Leur liberté de déplacement et l'accès aux biens de première nécessité sont limités du fait des deux parties. En guise d'exemples, l'on citera les villages de Novooleksandrivka et, jusqu'en juin 2017, une partie de Zolote[371].

9. Déplacements de population

9.1. Réfugiés

Selon l'UNHCR, en septembre 2016, l'on comptait 1,4 million de demandeurs d'asile ukrainiens dans les pays voisins. Ils ont fui en premier lieu en Fédération de Russie (1,1 million) et en Biélorussie (139.200). Au même moment, des Ukrainiens introduisaient également des demandes d'asile dans l'Union européenne, notamment en Allemagne (8.000), en Italie (7.300) et en Pologne (5.300)[372]. En octobre 2017, l'UNHCR fournissait les chiffres suivants quant aux réfugiés venus d'Ukraine dans les pays voisins et dans l'Union européenne : 427.240 en Fédération de Russie, 11.230 en Italie, 10.495 en Allemagne et 8.380 en Espagne[373]. En 2018, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe estimait que près d'un demi-million d'Ukrainiens demandaient l'asile dans des pays tiers, dont la plupart en Fédération de Russie[374]. Les chiffres cités par l'UNHCR pour décembre 2018 font état d'un total de 125.108 réfugiés et demandeurs d'asile ukrainiens à cette date. Parmi eux, 75.941 vivent en Fédération de Russie, 26.271 dans l'UE+, le reste dans des pays tiers[375]. Selon les chiffres d'Eurostat, au cours des trois derniers trimestres de 2017, en moyenne, un peu plus de 2.000 Ukrainiens ont demandé l'asile dans l'Union européenne. En 2018 et au cours des deux premiers trimestres de 2019, ce nombre s'élevait en moyenne à 2.200[376].

En 2015, ce sont 2.210 Ukrainiens qui sont volontairement rentrés en Ukraine via le programme d'accompagnement au retour de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). En 2016, l'on en comptait 3.438 et 3.227 en 2017. En 2018, ce sont 1.952 personnes qui sont retournées en Ukraine avec l'aide de l'OIM[377]. L'OIM ne dispose d'aucun chiffre concernant les retours volontaires en Ukraine pour l'ensemble de l'année 2019. L'OIM ne fournit des chiffres que pour le troisième trimestre, au cours duquel 432 personnes sont retournées en Ukraine de leur plein gré[378].

9.2. IDP

En octobre 2017, l'OHCA citait les autorités ukrainiennes pour lesquelles 1,6 million de personnes sont enregistrées en tant qu'*internally displaced person* (IDP), suite au conflit du Donbass. De 800.000 à 1.000.000 d'IDP séjournent dans une zone contrôlée par les autorités ukrainiennes[379]. Si l'on en croit les chiffres de l'UNHCR, en octobre 2017 l'on comptait 1,8 million d'IDP et de *conflict affected persons*.

[371] OSCE, 16/02/2017, url pp. 6-7; Civic Monitoring, 09/11/2018, url p. 6; IPHR, 19/12/2017, url pp. 43-44
[372] UNHCR, 22/04/2016, url; UNHCR, 28/09/2016, url
[373] UNHCR, 31/10/2017, url
[374] PACE, 23/01/2018, url
[375] UNHCR Ukraine, 10/2019, url
[376] Eurostat, 24/09/2018, url; Eurostat, 16/09/2019, url
[377] IOM, 23/09/2016, url; IOM, 18/08/2017, url; IOM, 10/2018, url; IOM, 31/12/2018, url p. 39;
[378] IOM, 10/2019, url
[379] OCHA, 31/10/2017, url

Ce dernier groupe est constitué de personnes qui vivent le long de la ligne de contact[380]. D'après les chiffres fournis par les autorités ukrainiennes, en janvier 2018, 1.492.851 IDP sont enregistrés en Ukraine. D'après l'OIM, les IDP enregistrés étaient au nombre de 1.385.062 en juin 2019[381].

La plupart des déplacements internes se sont produits en RPD, en RPL et à partir de la Crimée. Selon l'UNHCR, une grande partie des IDP se rendent dans des régions qui jouxtent la zone de conflit. Il s'agit alors des parties des provinces de Donetsk et de Lougansk contrôlées par l'Ukraine; les villes de Kharkov, Dnipropetrovsk, Zaporizhia et, enfin, Kiev. Une partie des personnes déplacées séjournent comme IDP dans les zones séparatistes. D'après l'OSCE, préserver leur sécurité physique est la principale raison pour les IDP de quitter leur domicile dans le Donbass[382].

Le Kharkiv Human Rights Protection Group écrit qu'aucun statut d'IDP ne donne droit à une aide sociale ou à une allocation en RPD. Selon les chiffres fournis par la RPD, 8.404 IDP se trouvaient sur son territoire en 2016, dont la plupart étaient hébergés dans quelque 86 centres d'accueil provisoires[383]. En décembre 2018, l'ombudswoman de la RPD écrivait que, depuis le début du conflit, 5.380 personnes ont été accueillies après qu'elles ont dû fuir à cause des combats. En novembre 2019, ce chiffre s'élevait à 6.702 personnes[384]. L'IDMC affirmait en mai 2018 que l'on ne dispose pas d'information fiable quant au nombre d'IDP en RPD et en RPL[385].

L'OCHA a fait savoir en septembre 2016 que les autorités de RPD et de RPL avaient retiré tous les IDP des listes de personnes ayant droit à l'aide humanitaire. Cette décision complique encore la situation des IDP[386].

Selon l'IDMC et l'UNHCR, l'enregistrement des IDP rencontre des problèmes en Ukraine même, partiellement à cause de contradictions d'ordre juridique, partiellement à cause de l'ignorance et partiellement par choix. Effectivement, certains IDP refusent l'enregistrement car ils ont peur de devoir servir comme militaires, ou parce qu'ils craignent la discrimination ou les conséquences négatives pour leur famille restée dans les zones séparatistes. Ces différents facteurs impliquent qu'une partie des IDP ne bénéficient pas d'un enregistrement alors qu'ils y ont droit et ne reçoivent donc pas d'aide et d'allocations sociales[387]. Selon une enquête menée au second semestre de 2017 par l'OIM, 74 % des personnes déplacées sont satisfaites de la manière dont elles ont accès aux services sociaux de base. En juin 2018, ce chiffre tombait à 68 %. L'OIM ajoute néanmoins que des difficultés subsistent lors de l'octroi d'une allocation sociale. En septembre 2017, parmi les IDP interrogés, 13 % déclaraient que leur allocation sociale avait été suspendue. En juin 2018, ce taux montait à 18 %[388].

En octobre 2016, l'IDMC citait le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays qui, avec l'OCHA, exprimait son inquiétude du fait qu'une grande partie des IDP ne sont pas parvenus à obtenir leur allocation sociale ou leur pension. Cette situation a donné lieu à des déplacements internes secondaires et à un retour spontané dans des conditions de sécurité très aléatoires. Des adaptations portées en janvier 2016 à la législation ukrainienne relative aux IDP ont d'autant plus compliqué leur situation que ces modifications ne sont pas correctement appliquées partout. Depuis février 2016, l'aide sociale et les pensions sont suspendues le temps des vérifications d'enregistrement des IDP. D'après l'UNHCR, l'OCHA et l'OSCE, cette situation est problématique, dans la mesure où pour une grande partie des IDP les revenus

[380] UNHCR, 31/10/2017, url
[381] OHCHR, 19/03/2018, url p. 20; IOM, 06/2019, url p. 4
[382] OSCE, 26/08/2016, url p. 5; UNHCR, 19/09/2015, url p. 4; IDMC, 09/2016, url
[383] Kharkiv Human Rights Protection Group, 05/10/2016, url p. 20
[384] Ombudswoman de la RPD, 07/12/2018, url; Ombudswoman de la RPD, 29/11/2019, url
[385] IDMC, 05/2018, url
[386] OCHA, 23/09/2016, url
[387] IDMC, 03/09/2015, url; UNHCR, 19/09/2015, url p. 5
[388] IOM, 07/09/2017, url; IOM, 16/08/2018, url p. 34

consistent en ces seules allocations. Dans les régions séparatistes, selon l'OCHA et l'UNHCR, en septembre 2016 ce sont entre 500.000 et 600.000 IDP qui n'ont donc pas reçu d'allocation[389]. L'IDMC écrit que ceux qui peuvent prétendre à une pension dans les régions séparatistes doivent se rendre dans la zone contrôlée par Kiev et s'y faire enregistrer comme IDP afin d'obtenir leur pension. Pour l'IDMC, cette disposition signifie que nombreux sont ceux de ce groupe qui ne peuvent plus recevoir leur pension. Au cours de la période du 1er janvier 2016 à avril 2017, le nombre de bénéficiaires d'une pension a baissé de 560.000 personnes, principalement des personnes du groupe précité, toujours selon l'IDMC[390]. L'UNHCR mentionne également que le nombre de personnes qui percevaient des pensions en RPD et en RPL a chuté de 956.000 en janvier 2016 à 391.000 en avril 2017, puisqu'elles n'ont pas pu obtenir leur enregistrement[391]. En 2018, l'OCHA a confirmé que 600.000 bénéficiaires d'une pension qui vivent en RPD et en RPL ne recevaient plus d'allocation. En cause, l'obligation qui leur est faite de se réenregistrer tous les soixante jours comme IDP, alors qu'ils ne sont pas en mesure de faire le trajet de l'autre côté de la ligne de contact[392]. En octobre 2018, l'ICG écrivait que 650.400 habitants des régions séparatistes n'avaient plus reçu d'allocation parce qu'ils ne pouvaient pas s'enregistrer comme IDP ou parce qu'ils étaient partis. Selon l'OHCHR, ce nombre a de nouveau atteint 700.000 personnes en mai 2019[393]. Dans le même ordre d'idée, l'ICG signalait aussi que les efforts des autorités ukrainiennes à l'endroit des IDP se caractérisent par une certaine négligence. Le fonctionnement du ministère des Régions provisoirement occupées et des IDP qui est responsable à cet égard ne serait pas à la hauteur de la tâche, malgré les engagements verbaux[394].

En juillet 2016, l'OSCE a procédé à une vaste enquête auprès des IDP. Il en est ressorti que la sécurité socioéconomique constitue la principale inquiétude des IDP. C'est ce qui incite une partie considérable des IDP à un déplacement interne secondaire, voire à rentrer chez eux[395]. Aucun chiffre n'est disponible quant au nombre d'IDP qui rentrent chez eux, mais l'UNHCR écrivait en septembre 2015 que la majorité des IDP choisissent de ne pas rentrer[396]. Dans le cadre d'une enquête téléphonique de l'OIM en 2017, il est apparu que ce sont 16 % des IDP interrogés qui étaient retournés en RPD ou en RPL. En juin 2018, il s'agissait de 19 % et de 22% en juin 2019[397]. En juin 2019, ce sont 79 % des IDP qui déclaraient qu'ils vivaient depuis au moins trois ans à leur résidence actuelle. 22 % des IDP déclaraient qu'ils rentreraient à leur domicile d'origine après le conflit, tandis que 36 % affirmaient ne pas vouloir le faire[398].

Selon une enquête de l'OIM, le taux d'emploi des IDP reste assez stable avec de légères fluctuations de quelques points de pourcentage. Depuis mars 2017, il se situe autour de 44 %, et dans le dernier sondage de juin 2019, il était de 46 %[399]. Dans la même enquête de l'OIM, 88 % des IDP ont déclaré en juin 2017 qu'elles étaient satisfaites de leur accès aux soins médicaux. Ce chiffre est tombé à 60 % en juin 2018 et a de nouveau augmenté pour atteindre 70 % en juin 2019[400].

[389] IDMC, 10/2016, url; UNHCR, 22/04/2016, url; OCHA, 26/10/2016, url; OCHA, 23/09/2016, url; OSCE, 26/08/2016, url pp. 16-17; UNHCR, 31/10/2016, url
[390] IDMC, 18/10/2017, url; OCHA, 16/11/2017, url
[391] UNHCR, 31/10/2017, url
[392] UNHCR, 31/10/2017, url
[393] OHCHR, 13/06/2019, url p. 2
[394] ICG, 01/10/2018, url p. 10-12; IOM, 16/08/2018, url p. 29
[395] OSCE, 26/08/2016, url p. 14
[396] UNHCR, 19/09/2015, url p. 4
[397] IOM, 07/09/2017, url; IOM, 16/08/2018, url p. 8; IOM, 06/2019, url p. 53
[398] IOM, 06/2019, url p. 35
[399] IOM, 06/2019, url p. 6
[400] IOM, 06/2019, url p. 32

Résumé

Après que les manifestations populaires à Kiev ont contraint le président ukrainien Ianoukovytch à quitter le pays en février 2014, la Fédération de Russie a pris le contrôle de la Crimée au détriment de l'Ukraine. D'autre part, un mouvement séparatiste est apparu, principalement dans l'est de l'Ukraine et dans la région du Donbass. Ce mouvement séparatiste a rapidement pris les armes et, avec le soutien de la Fédération de Russie, a pu prendre le contrôle de certaines parties des provinces ukrainiennes de Donetsk et de Lougansk. Après un référendum contesté, la République populaire de Donetsk (RPD) et la République populaire de Lougansk (RPL) ont vu le jour dans cette région. Dans d'autres régions d'Ukraine, en 2014-2015, se sont également produits différents incidents à caractère violent, mais leur intensité et leur ampleur sont restées limitées. À partir de 2016, ce type d'incidents ne se rencontrait presque plus en Ukraine, mis à part dans le Donbass et en Crimée.

L'Ukraine a tenté en vain de recouvrer militairement le contrôle de la RPD et de la RPL. Depuis lors, les deux parties se font face de part et d'autre de la « ligne de contact » et se prennent mutuellement pour cibles de tirs quasi quotidiens. En dépit de deux accords de paix, en 2014 et en 2015, jusqu'à présent les parties ne sont pas parvenues à sortir de l'impasse militaire et politique.

Dans le Donbass, les troupes ukrainiennes combattent les unités séparatistes. Selon de nombreuses sources, ces dernières ne sont en mesure de résister que grâce à l'appui militaire et logistique de la Fédération de Russie, qui a aussi engagé ses propres troupes dans la région.

Durant la période couverte par ce COI Focus, pratiquement toutes les violences recensées dans le Donbass ont, selon les sources consultées, eu lieu le long de la ligne de contact. Avec une intensité variable, des échanges de tirs ont impliqué tant des armes légères que des armes lourdes. Ils ont fait des victimes parmi les combattants mais aussi parmi les civils. D'après l'OHCHR, le nombre de victimes civiles recensé durant la période couverte par les recherches s'avère relativement bas par rapport aux premières années du conflit. Tout au long du conflit, au moins 12.800 à 13.000 personnes ont déjà perdu la vie et au moins 27.500 à 30.000 autres ont été blessées.

Plusieurs sources font état de graves violations des droits de l'homme commises dans la RPD et la RPL. Il y est question de détentions arbitraires, d'enlèvements, d'exécutions et de torture. La population n'a pas la possibilité de se protéger contre ces exactions.

Dans les zones du Donbass que contrôle l'Ukraine, l'on fait également état de torture et de détentions arbitraires dans le cadre du conflit. De tels actes ne seraient toutefois pas largement répandus et leur nombre aurait diminué avec le temps.

Au moins 125.000 réfugiés vivent toujours en dehors de l'Ukraine et certainement 1,3 million d'IDP en Ukraine même. Les IDP rencontrent des difficultés à se faire enregistrer et à obtenir de l'aide. L'accès aux infrastructures sociales de base reste difficile pour une partie des IDP.

La situation socioéconomique dans la RPD et la RPL est mauvaise. Il y a peu d'emplois et une partie de la population a du mal à pourvoir à ses besoins fondamentaux. Le long de la ligne de contact, les conditions de vie sont dures, tant du côté ukrainien que du côté séparatiste.

Annexes

Carte de l'Ukraine et du Donbass[401]

[401] UNHCR, 31/10/2016, url

Aperçu des bataillons de volontaires pro-Ukrainiens[402]

[402] Kiev Post, 09/09/2014, url

Bibliographie

Contacts directs

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), research manager Asia, e-mail, 11/02/2018, admin@acleddata.com

Sources écrites et audiovisuelles

Action On Armed Violence (AOAV), *Explosive Device Monitor, Ukraine*, s.d., https://aoav.org.uk/explosiveviolence/ukraine [consulté le 01/12/2017]

Amnesty International (AI) & Human Rights Watch (HRW), *"You Don't Exist" Arbitrary Detentions, Enforced Disappearances, and Torture in Eastern Ukraine*, 21/07/2016, https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR5044552016ENGLISH.PDF [consulté le 04/11/2016]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, https://www.acleddata.com/download/2827/ [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Export Tool*, s.d., https://www.acleddata.com/data/ [consulté le 10/12/2019]

Atlantic Council, *Ukraine's Got a Real Army Now. But Is It Preparing to Fight the Last Battle?*, 09/02/2016, http://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/ukraine-s-got-a-real-army-now-but-is-it-preparing-to-fight-the-last-war [consulté le 04/11/2016]

Atlantic Council, *Is the Ukrainian Army Worthy of Greater Investment?* 22/02/2019, https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/is-the-ukrainian-army-worthy-of-greater-investment/ [consulté le 29/11/2019]

BBC News, *How did Odessa's fire happen?* 06/05/2014, http://www.bbc.com/news/world-europe-27275383 [consulté le 19/12/2016]

BBC News, *Ukraine crisis: Third death after Kiev anti-autonomy rally,* 01/09/2015, http://www.bbc.com/news/world-europe-34112881 [consulté le 07/09/2015]

BBC News, *Ukraine anti-graft protesters clash with riot police*, 17/10/2017, http://www.bbc.com/news/world-europe-41660871 [consulté le 01/12/2017]

Carnegie Endowment, *Ukraine Reform Monitor: December 2015*, 07/12/2015, http://carnegieendowment.org/2015/12/07/ukraine-reform-monitor-december-2015/impq [consulté le 04/11/2016]

Carnegie Endowment (De Waal T.), *Uncertain Ground*, 03/12/2018, https://carnegieendowment.org/files/deWaal_UncertainGround_final.pdf [consulté le 29/11/2019]

Censor, *Нацгвардию частично переподчинят Вооруженным силам, - Минобороны [La Garde nationale partiellement subordonnée à l'armée]*, 28/11/2018, https://censor.net.ua/news/3099550/natsgvardiyu_chastichno_perepodchinyat_voorujennym_silam_minoborony [consulté le 28/11/2018]

Center for Eastern Studies (CES), *Still together, but apart? Kyiv's policy towards the Donbas*, 06/02/2015, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2015-02-06/still-together-apart-kyivs-policy-towards-donbas [consulté le 04/11/2016]

Center for Eastern Studies (CES), *The War republics in the Donbas one year after the outbreak of the conflict*, 17/06/2015, https://www.osw.waw.pl/sites/default/files/commentary_174.pdf [consulté le 04/11/2016]

Center for Eastern Studies (CES), *The Minsk agreement: one year of shadow boxing*, 10/02/2016, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2016-02-10/minsk-agreement-one-year-shadow-boxing [consulté le 04/11/2016]

Center for Eastern Studies (CES), *The deteriorating military situation in the Donbas*, 10/08/2016, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2016-08-10/deteriorating-military-situation-donbas [consulté le 04/11/2016]

Center for Eastern Studies (CES), *Russia recognises Donbas separatists' documents*, 22/02/2017, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2017-02-22/russia-recognises-donbas-separatists-documents [consulté le 01/12/2017]

Center for Eastern Studies (CES), *The best army Ukraine has ever had*, 07/07/2017, https://www.osw.waw.pl/sites/default/files/prace_66_ang_best_army_ukraine_net.pdf [consulté le 01/12/2017]

Center for Eastern Studies (CES), *A quarter-century of independent Ukraine Dimensions of transformation*, 28/11/2017, https://www.osw.waw.pl/sites/default/files/prace_quarter_ukraine_net.pdf [consulté le 01/12/2017]

Center for Eastern Studies (CES), *The coup d'état in Luhansk*, 29/11/2017, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2017-11-29/coup-detat-luhansk [consulté le 01/12/2017]

Center for Eastern Studies (CES), *Fake elections in Donbas*, 13/11/2018, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2018-11-13/fake-elections-donbas [consulté le 26/11/2018]

Center for Eastern Studies (CES), *Martial law in ten regions of Ukraine*, 27/11/2018, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2018-11-28/martial-law-ten-regions-ukraine [consulté le 27/11/2018]

Center for Eastern Studies (CES), *The leader of the Donetsk separatists is assassinated*, 03/09/2018, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2018-09-03/leader-donetsk-separatists-assassinated [consulté le 26/11/2018]

Central European Financial Observer, *Ukraine is searching for new maritime transport solutions*, 03/04/2019, https://financialobserver.eu/cse-and-cis/ukraine-is-searching-for-new-maritime-transport-solutions/ [consulté le 29/11/2019]

Civic Monitoring, *We live like in a reservation*, 30/03/2018, http://www.civicmonitoring.org/wp-content/uploads/2018/03/Web_Human-rights-monitoring2017_en.pdf [consulté le 26/11/2018]

Civic Monitoring, *Current events in the "People's Republics" of eastern Ukraine*, 09/11/2018, http://www.civicmonitoring.org/wp-content/uploads/2018/11/2018_10_Interim-Report_NGCA.pdf [consulté le 03/12/2018]

Civic Solidarity, *Enhancing civil society's impact in Donbas*, 07/09/2016, https://www.civicsolidarity.org/sites/default/files/2017_dra_donbas_web_en_0.pdf [consulté le 01/12/2017]

Congressional Research Service, Ukraine: *Background, Conflict with Russia, and U.S. Policy*, 19/29/2019, https://crsreports.congress.gov/product/pdf/R/R45008 [consulté le 29/11/2019]

Council of Europe, Parliamentary Assembly (PACE), *Legal remedies to human rights violations on the Ukrainian territories outside the control of the Ukrainian authorities*, 26/09/2016, http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=23007&lang=en [consulté le 04/11/2016]

Council of Europe, Parliamentary Assembly (PACE), *Legal remedies to human rights violations on the Ukrainian territories outside the control of the Ukrainian authorities*, 12/10/2016, http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-EN.asp?fileid=23167&lang=en [consulté le 04/11/2016]

Council of Europe, Parliamentary Assembly (PACE), *Humanitarian consequences of the war in Ukraine*, 23/01/2018, http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=24432& [consulté le 26/11/2018]

Council of Europe, *Report to the Ukrainian Government on the visit to Ukraine carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) from 8 to 21 December 2017*, 06/09/2018, , https://rm.coe.int/16808d2c2a [consulté le 26/11/2018]

Defence 24, *Ukraine: New Armament for the Army and for the National Guard*, 25/08/2016, http://www.defence24.com/435182,ukraine-new-armament-for-the-army-and-for-the-national-guard [consulté le 04/11/2016]

Deutsche Welle, *Ukraine signs key agreement with pro-Russia separatists*, 01/10/2019, https://www.dw.com/en/ukraine-signs-key-agreement-with-pro-russia-separatists/a-50669547 [consulté le 29/11/2019]

Deutsche Welle, *No free elections in eastern Ukraine if Russians stay: US envoy*, 27/11/2019, https://www.dw.com/en/no-free-elections-in-eastern-ukraine-if-russians-stay-us-envoy/a-51439026 [consulté le 29/11/2019]

Donbas SOS, *Armed conflict in the East of Ukraine: the damage caused to the housing of the civilian population*, 18/09/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/report_on_damage_to_housing_of_the_civilian_population_in_the_eastern_ukraine_eng.pdf [consulté le 29/11/2019]

Eastern-Ukrainian Centre for Civic Initiatives, *Crimes without punishment: Human Rights Violations in the Context of the Armed Conflict in Eastern Ukraine*, 08/2018, https://jfp.org.ua/system/reports/files/123/en/CRIMES_WITHOUT_PUNISHMENT_engl_compressed.pdf [consulté le 29/11/2019]

European Council on Foreign Relations, *The Donbas: Back in the USSR*, 01/09/2016, http://www.ecfr.eu/article/essay_the_donbas_back_in_the_ussr [consulté le 01/12/2017]

European Platform for Democratic Elections, *Foreign Observation of the Illegitimate "General Elections" in the Donetsk People's Republic and Lugansk People's Republic in November 2018*, 13/11/2018, https://www.epde.org/en/news/details/foreign-observation-of-the-illegitimate-general-elections-Donetsk-Lugansk.html?file=files/EPDE/RESSOURCES/2018%20Elections%20in%20DNR%20LNR/Foreign%20Observation%20of%20the%20Illegitimate%20General%20Elections%20in%20the%20DPR%20and%20LPR%20FINAL.pdf [consulté le 26/11/2018]

Eurostat, *First time asylum applicants in the EU-28 by citizenship, Q2 2017*, 24/09/2018, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:Table_1_First_time_asylum_applicants_in_the_EU-28_by_citizenship,_Q2_2017_%E2%80%93_Q2_2018.png [consulté le 26/11/2018]

Eurostat, *Asylum quarterly report*, 16/09/2019, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/pdfscache/13562.pdf [consulté le 29/11/2019]

Forbes, *Why Hold Ukraine Referendums The World Knows Are Shams? Putin Has His Reasons*, 11/05/2014, http://www.forbes.com/sites/paulroderickgregory/2014/05/11/why-hold-ukraine-referendums-the-world-knows-are-shams-putin-has-his-reasons/#5dc70c3219f8 [consulté le 04/11/2016]

Forbes, *Russia May Have Inadvertently Posted Its Casualties In Ukraine: 2,000 Deaths, 3,200 Disabled*, 25/08/2015, http://www.forbes.com/sites/paulroderickgregory/2015/08/25/kremlin-censors-rush-to-erase-inadvertent-release-of-russian-casualties-in-east-ukraine/#356b6b4a5b26 [consulté le 04/11/2016]

Foreign Policy, *A Stalemate Ukraine Can Win*, 04/03/2015, http://foreignpolicy.com/2015/03/04/a-stalemate-ukraine-can-win-russia-war-donetsk-Donbas/ [consulté le 04/11/2016]

Foreign Policy, *Ukraine's Meat Grinder Is Back in Business*, 12/04/2016, http://foreignpolicy.com/2016/04/12/ukraines-meat-grinder-is-back-in-business/ [consulté le 04/11/2016]

Galeotti M., *Armies of Russia's War in Ukraine*, Oxford: Osprey Publishing, 2019 [consulté le 02/01/2019]

Geneva International Centre for Humanitarian Demining, *Global mapping and analysis of anti-vehicle mine incidents in 2015*, 06/04/2016, http://www.gichd.org/fileadmin/GICHD-resources/rec-documents/Global-mapping-AVM-2015-Mar2016.pdf [consulté le 04/11/2016]

Geneva International Centre for Humanitarian Demining, *Global mapping and analysis of anti-vehicle mine incidents in 2016*, 08/05/2017, https://www.gichd.org/fileadmin/GICHD-resources/rec-documents/AVM_annex_II_brochure_web_with_links_v2.pdf [consulté le 01/12/2017]

Geneva International Centre for Humanitarian Demining, *Global mapping and analysis of anti-vehicle mine incidents in 2017*, 28/05/2018, https://www.gichd.org/fileadmin/GICHD-resources/rec-documents/Brochure_AVM_2017_web.pdf [consulté le 26/11/2018]

Geneva International Centre for Humanitarian Demining, *Global mapping and analysis of anti-vehicle mine incidents in* 2018, 01/11/2019, https://www.gichd.org/fileadmin/GICHD-resources/rec-documents/AVM-Incident-Report-2018_web.pdf [consulté le 29/11/2019]

Global Protection Cluster, *Ukraine Protection cluster strategy*, 06/2016, http://www.globalprotectioncluster.org/_assets/files/field_protection_clusters/Ukraine/2016_protection_cluster_strategy.pdf [consulté le 04/11/2016]

Global Security, *Ukrainian National Guard*, 03/04/2015, http://www.globalsecurity.org/military/world/ukraine/ng.htm [consulté le 04/11/2016]

Gruz 200, *Проект «Груз-200 из Украины в Россию» [Projet « Chargement 200 » de l'Ukraine vers la Russie]*, 10/12/2018, http://gruz200.zzz.com.ua [consulté le 29/11/2019]

Hromadske International, *The Coup In Luhansk, Explained*, 27/11/2017, https://en.hromadske.ua/posts/the-coup-in-luhansk-explained [consulté le 01/12/2017]

Human Rights Watch (HRW), *Landmines in Ukraine: Technical Briefing Note*, 06/04/2015, https://www.hrw.org/sites/default/files/supporting_resources/lm_landmines_in_ukraine-technical_briefing_note_6april2015_final.pdf [consulté le 04/11/2016]

Human Rights Watch (HRW), *Technical Briefing Note: Cluster Munition Use in Ukraine*, 06/2015, https://www.hrw.org/sites/default/files/supporting_resources/ukraine_clusters_briefing_note_final.pdf [consulté le 04/11/2016]

Human Rights Watch (HRW), *Studying Under Fire Attacks on Schools, Military Use of Schools During the Armed Conflict in Eastern Ukraine*, 11/02/2016, https://www.hrw.org/report/2016/02/11/studying-under-fire/attacks-schools-military-use-schools-during-armed-conflict [consulté le 04/11/2016]

Human Rights Watch (HRW), *Ukraine: Dangers, Unnecessary Delays at Crossing Points*, 17/02/2017, https://www.hrw.org/news/2017/02/17/ukraine-dangers-unnecessary-delays-crossing-points [consulté le 01/12/2017]

Human Rights Watch (HRW), *Ukraine: Woman Detained, Held Incommunicado, Tortured*, 15/09/2017, https://www.hrw.org/news/2017/09/15/ukraine-woman-detained-held-incommunicado-tortured [consulté le 01/12/2017]

Institute for the Study of War, *Russia's military posture: ground forces order of battle*, 03/2018, http://files.constantcontact.com/c9ccf499301/f0c1bc5f-7d3a-4e4d-a196-654f8ade701a.pdf [consulté le 26/11/2018]

Interfax, *124 человека были переданы Киевом в рамках обмена в Донбассе [124 personnes ont été remises par Kiev dans le cadre d'un échange dans le Donbass]*, 30/12/2019, https://www.interfax.ru/world/689835 [consulté le 02/12/2019]

Internal Displacement Monitoring Center (IDMC), *Displacement figures in Ukraine fail to reflect a complex reality*, 03/09/2015, http://www.internal-displacement.org/europe-the-caucasus-and-central-asia/ukraine/new-archive/displacement-figures-in-ukraine-fail-to-reflect-a-complex-reality/ [consulté le 04/11/2016]

Internal Displacement Monitoring Center (IDMC), *Internal Displacement Update (Jan-Aug 2016)*, 09/2016, http://www.internal-displacement.org/assets/publications/2016/201609-internal-displacement-update.pdf [consulté le 04/11/2016]

Internal Displacement Monitoring Center (IDMC), *Internal Displacement Update (1 September - 10 October 2016)*, 10/2016, http://www.internal-displacement.org/assets/publications/2016/20161011-internal-displacement-update.pdf [consulté le 04/11/2016]

International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, Chapter Five: Russia and Eurasia*, 13/02/2018, https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/04597222.2018.1416981 [consulté le 26/11/2018]

International NGO Safety Organisation, *UKRAINE, Context analysis*, s.d., https://www.ngosafety.org/country/ukraine [consulté le 26/11/2018]

International Renaissance Foundation, *Justice in Eastern Ukraine during the Military Aggression of the Russian Federation*, 09/07/2018, https://issuu.com/irf_ua/docs/pravosud_engl_web [consulté le 26/11/2018]

IDMC, *Ukraine Country Information*, s.d., http://www.internal-displacement.org/countries/ukraine/ [consulté le 01/12/2017]

IDMC, *Ukraine, Overview*, s.d., http://www.internal-displacement.org/countries/ukraine/ [consulté le 26/11/2018]

IDMC, *The difficulties of counting IDPs in Ukraine*, 05/2018, http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2018-GRID-spotlight-ukraine.pdf [consulté le 26/11/2018]

Internal Displacement Monitoring Center (IDMC), *Lives across the frontline: internal displacement in a divided Ukraine*, 18/10/2017, http://www.internal-displacement.org/library/expert-opinion/2017/lives-across-the-frontline-internal-displacement-in-a-divided-ukraine [consulté le 01/12/2017]

International Committee of the Red Cross (ICRC), *ICRC welcomes adoption of the Law on the Missing*, 12/07/2018, http://ua.icrc.org/2018/07/12/icrc-welcomes-adoption-law-missing/ [consulté le 26/11/2018]

International Committee of the Red Cross (ICRC), *"No news, but I don't believe…"*, 30/08/2018, http://ua.icrc.org/2017/08/30/day-of-the-disappeared-eng/ [consulté le 26/11/2018]

International Committee of the Red Cross (ICRC), *International Day of Disappeared in Ukraine: "Do not hesitate…Sympathize"*, 30/08/2019, http://ua.icrc.org/2019/08/30/day-of-disappeared-release-eng/ [consulté le 29/11/2019]

International Crisis Group (ICG), *Ukraine: Running out of Time*, 14/05/2014, https://www.crisisgroup.org/file/1167/download?token=EbcSLY8P [consulté le 04/11/2016]

International Crisis Group (ICG), *Russia and the Separatists in Eastern Ukraine*, 05/02/2016, https://www.crisisgroup.org/file/194/download?token=No_5C5Ti [consulté le 04/11/2016]

International Crisis Group (ICG), *Ukraine's Eastern Separatist Leaders Turn on Each Other*, 01/03/2016, https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/eastern-europe/ukraine/ukraine-s-eastern-separatist-leaders-turn-each-other [consulté le 04/11/2016]

International Crisis Group (ICG), *Ukraine: The Line*, 18/07/2016, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/ukraine-the-line.pdf [consulté le 04/11/2016]

International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch, Ukraine, October, September, August 2016*, s.d., https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B%5D=73&date_range=last_3_months&from_month=01&from_year=2016&to_month=01&to_year=2016 [consulté le 04/11/2016]

International Crisis Group (ICG), *Ukraine: Military Deadlock, Political Crisis*, 19/12/2017, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/b085-ukraine-military-deadlock-political-crisis_0.pdf [consulté le 01/12/2017]

International Crisis Group (ICG), *"Nobody Wants Us": The Alienated Civilians of Eastern Ukraine*, 01/10/2018, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/252-nobody-wants-us.pdf [consulté le 26/11/2018]

International Federation for Human Rights (FIDH), *Accountability for Conflict-Related Sexual Crimes committed in Eastern Ukraine*, 27/09/2018, https://www.fidh.org/IMG/pdf/ukraine722angweb.pdf [consulté le 29/11/2019]

International Organization for Migration (IOM), *Assisted voluntary return and reintegration (avrr) bulletin 2016/1 (january-june)*, 23/09/2016, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/AVRR_Bulletin_2016.PDF [consulté le 04/11/2016]

International Organization for Migration (IOM), *Assisted voluntary return and reintegration (AVRR) bulletin 2017/II (April-June 2017)*, 18/08/2017, https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/IOM-AVRR-Bulletin-2017-2.pdf [consulté le 01/12/2017]

International Organization for Migration (IOM), *National monitoring system report on the situation of internally displaced persons*, September 2017, 07/09/2017, http://www.iom.org.ua/sites/default/files/nms_round_7_september_2017_eng_0.pdf [consulté le 01/12/2017]

International Organization for Migration (IOM), *IOM's assistance to conflict-affected people in Ukraine, Monthly report, June 2018*, 06/2018, https://www.iom.int/sites/default/files/mission_newsletter/file/ukraine_mn_201806.pdf [consulté le 26/11/2018]

International Organization for Migration (IOM), *National monitoring system report on the situation of internally displaced persons*, 16/08/2018, http://www.iom.org.ua/sites/default/files/nms_round_10_eng_press.pdf [consulté le 26/11/2018]

International Organization for Migration (IOM), *Assisted voluntary return and reintegration (AVRR) bulletin 2018/III*, 10/2018, https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/iom-avrr-bulletin-2018-3.pdf [consulté le 26/11/2018]

International Organization for Migration (IOM), *2018 Return and reintegration key highlights*, 31/12/2018, https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/2018_return_and_reintegration_key_highlights.pdf [consulté le 29/11/2019]

International Organization for Migration (IOM), *National monitoring system report on the situation of internally displaced persons*, 06/2019, http://iom.org.ua/sites/default/files/nms_round_14_eng_web.pdf [consulté le 29/11/2019]

International Organization for Migration (IOM), *AVRR Bulletin 2019/III*, 10/2019, https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/avrrbulletin2019q3.pdf [consulté le 29/11/2019]

International Partnership for Human Rights (IPHR), *When god becomes the weapon*, 04/2015, http://ccl.org.ua/wp-content/uploads/2013/07/When-God-Becomes-The-Weapon_6May2015_closed-for-editing.pdf [consulté le 04/11/2016]

International Partnership for Human Rights (IPHR), *Fighting Impunity in Eastern Ukraine*, 07/10/2015, http://iphronline.org/wp-content/uploads/2016/05/Fighting-impunity-in-Eastern-Ukraine-October-2015.pdf [consulté le 04/11/2016]

International Partnership for Human Rights (IPHR), *Attacks on civilians and civilian infrastructure in Eastern Ukraine*, 19/12/2017, http://iphronline.org/wp-content/uploads/2017/12/ICC-UA-15.02.pdf [consulté le 26/11/2018]

Justice for Peace in Donbas, *Surviving hell*, 2015, https://jfp.org.ua/system/reports/files/2/en/SURVIVING_HELL_eng_web.pdf [consulté le 04/11/2016]

Justice for Peace in Donbas, *Places of illegal detention*, 09/2016, https://jfp.org.ua/system/reports/files/82/en/Justice_for_peace_in_Donbas_EUCCI_Illegal_detention.pdf [consulté le 04/11/2016]

Justice for Peace in Donbas, *Unspoken Pain*, *Gender-based violence in the conflict zone of Eastern Ukraine*, 09/2016, https://jfp.org.ua/system/reports/files/81/en/Justice_for_Peace_in_Donbas_EUCCI_Gender-based_violence.pdf [consulté le 04/11/2016]

Justice for Peace in Donbas, *Executed and tortured in Donbas*, 09/2016, https://jfp.org.ua/system/reports/files/85/en/Justice_of_peace_in_Donbas_Shore_of_peace_Missing_persons.pdf [consulté le 04/11/2016]

Justice for Peace in Donbas, *Making life go on: how the war in Donbas affects civilians*, 12/03/2018, https://jfp.org.ua/system/reports/files/118/en/Making_life_go_on-__how_the_war_in_Donbas_affects_civilians-WEB.pdf [consulté le 29/11/2019]

Kharkiv Human Rights Protection Group, *Monitoring on territories beyond the control of Ukrainian authorities*, 05/10/2016, http://khpg.org/en/index.php?id=1475656693 [consulté le 04/11/2016]

Kiev Post, *Know your volunteer battalions*, 09/09/2014, https://www.kyivpost.com/article/content/kyiv-post-plus/know-your-volunteer-battalions-infographic-363944.html [consulté le 04/11/2016]

Kiev Post, *Russia's war against Ukraine has killed at least 2,774 soldiers*, 24/11/2017, https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/russias-war-ukraine-killed-least-2774-soldiers.html [consulté le 01/12/2017]

Kniga Pamyati, *Книга Пам'яті [Ouvrage commémoratif]*, s.d., http://memorybook.org.ua/index.htm [consulté le 29/11/2019]

Korrespondent, *В ВСУ в этом году пришли более 27 тысяч контрактников [Cette année, l'armée ukrainienne a enrôlé plus de 27.000 soldats]*, 06/11/2018, https://korrespondent.net/ukraine/4029839-v-vsu-v-etom-hodu-pryshly-bolee-27-tysiach-kontraktnykov [consulté le 26/1/2018]

Laender-Analysen, *Chronik der Ukraine-analysen (06/12/2018-02/12/2019)*, s.d., https://laender-analysen.de/ukraine-analysen/chronik?c=ukraine&d1=2018-12-06&d2=2019-12-02&t=&o=50&l=50&x=0#eintraege [consulté le 02/12/2019]

Lenta, *Раскрыты потери украинской армии в Донбассе [Les pertes de l'armée ukrainienne dans le Donbass dévoilées]*, 26/04/2018, https://lenta.ru/news/2018/04/26/kia/ [consulté le 26/11/2018]

McClatchy DC, *Ukraine's military has rebounded despite budget and battle woes*, 09/11/2016, http://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/world/article43759791.html [consulté le 04/11/2016]

Meduza, *Украина запретила въезд российским мужчинам в возрасте от 16 до 60 лет [L'Ukraine interdit l'accès aux Russes de 16 à 60 ans]*, 30/11/2018, https://meduza.io/news/2018/11/30/ukraina-zapretila-v-ezd-rossiyskim-muzhchinam-v-vozraste-ot-16-do-60-let [consulté le 30/11/2018]

Meduza, *На своей первой встрече Путин и Зеленский договорились только об обмене пленными [Lors de leur première rencontre, Poutine et Zelenskiy ne parlent que de l'échange de prisonniers]*, 10/12/2019, https://meduza.io/feature/2019/12/10/na-svoey-pervoy-vstreche-putin-i-zelenskiy-dogovorilis-tolko-ob-obmene-plennymi-i-dazhe-k-etomu-est-voprosy-glavnoe [consulté le 10/12/2019]

Memorial Human Rights Center, *Ситуация с гражданским населением в Донецкой и Луганской областях на подконтрольной украинскому правительству территории [Situation de la population sur le territoire des oblasts de Donetsk et de Lougansk sous le contrôle des autorités ukrainiennes]*, 20/10/2016, http://memohrc.org/sites/all/themes/memo/templates/pdf.php?pdf=/sites/default/files/view_2.pdf [consulté le 04/11/2016]

Mine Action Review, *Clearing the Mines, Ukraine*, 11/2019, http://www.mineactionreview.org/assets/downloads/NPA_Clearing_the_Mines_2019_Ukraine.pdf [consulté le 29/11/2019]

National Guard of Ukraine, *5 Years*, s.d., http://project1168023.tilda.ws/ [consulté le 29/11/2019]

National Interest, *Be Afraid, Russia: Ukraine's Military Is Becoming a Force to Reckoned With*, 21/07/2019, https://nationalinterest.org/blog/buzz/be-afraid-russia-ukraines-military-becoming-force-reckoned-68022 [consulté le 29/11/2019]

NBC, *Ukraine's martial law is over — but there's no end in sight to tensions with Russia*, 29/12/2018, https://www.nbcnews.com/news/world/ukraine-s-martial-law-over-there-s-no-end-sight-n952211 [consulté le 29/11/2019]

New Times, *В правильном направлении [Dans la bonne direction]*, 10/12/2019, https://newtimes.ru/articles/detail/188499?fcc [consulté le 10/12/2019]

Norwegian Refugee Council, *Housing, land and property rights of displaced and conflict-affected communities in eastern Ukraine*, 13/01/2016, https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/nrc_housing-land-and-property-ukraine_full.pdf [consulté le 04/11/2016]

Novaya Gazeta, *Это был день Пасечника [C'était la journée de Pasechnik]*, 27/11/2017, https://www.novayagazeta.ru/articles/2017/11/25/74685-eto-byl-den-pasechnika [consulté le 01/12/2017]

Novaya Gazeta, *Порошенко подписал указ о введении военного положения на Украине [Poroshenko signe une ukase proclamant l'état d'urgence en Ukraine]*, 26/11/2018, https://www.novayagazeta.ru/news/2018/11/26/147086-poroshenko-podpisal-ukaz-o-vvedenii-voennogo-polozheniya-na-ukraine [consulté le 26/11/2018]

Novoe Vremya, *Восемь фактов о Национальной гвардии Украины [Huit faits concernant la Garde nationale d'Ukraine]*, 26/03/2018, https://nv.ua/ukraine/events/vosem-faktov-o-natsionalnoj-hvardii-ukrainy-2460137.html [consulté le 26/11/2018]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 August to 15 November 2015*, 09/12/2016, http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/12thOHCHRreportUkraine.pdf [consulté le 04/11/2016]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2015 to 15 February 2016*, 03/03/2016, http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine_13th_HRMMU_Report_3March2016.pdf [consulté le 04/11/2016]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on his mission to Ukraine*, 04/05/2016, https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G16/091/43/PDF/G1609143.pdf?OpenElement [consulté le 04/11/2016]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2016*, 03/06/2016, http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine_14th_HRMMU_Report.pdf [consulté le 04/11/2016]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Accountability for killings in Ukraine from January 2014 to May 2016*, 14/07/2016, http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/OHCHRThematicReportUkraineJan2014-May2016_EN.pdf [consulté le 04/11/2016]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report of the Working Group on the use of mercenaries as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination on its mission to Ukraine*, 29/07/2016, https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G16/168/35/PDF/G1616835.pdf?OpenElement [consulté le 04/11/2016]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 May to 15 August 2016*, 15/09/2016, http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/Ukraine15thReport.pdf [consulté le 04/11/2016]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Conflict-Related Sexual Violence in Ukraine 14 March 2014 to 31 January 2017*, 16/02/2017, http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportCRSV_EN.pdf [consulté le 01/11/2017]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2016 to 15 February 2017*, 15/03/2017, http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport17th_EN.pdf [consulté le 01/11/2017]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2017*, 13/06/2017, http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport18th_EN.pdf [consulté le 01/11/2017]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 May to 15 August 2017*, 12/09/2017, http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport19th_EN.pdf [consulté le 01/10/2017]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 August to 15 November 2017*, 12/12/2017, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport20th_EN.pdf [consulté le 26/11/2018]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2017 to 15 February 2018*, 19/03/2018, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineNov2017-Feb2018_EN.pdf [consulté le 26/11/2018]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2018*, 20/06/2018, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineFev-May2018_EN.pdf [consulté le 26/11/2018]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 May to 15 August 2018*, 19/09/2018, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineMay-August2018_EN.pdf [consulté le 26/11/2018]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 August to 15 November* 2018, 17/12/2018,

https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/24thReportUkraineAugust_November2018_EN.pdf [consulté le 29/11/2019]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Human Rights Council Fortieth Report of the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment*, 17/01/2019, https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/010/58/PDF/G1901058.pdf?OpenElement [consulté le 29/11/2019]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Human Rights Council Fortieth session, Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2017 to 15 February 2019*, 21/03/2019, https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/073/84/PDF/G1907384.pdf?OpenElement [consulté le 29/11/2019]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2017 to 15 February 2019*, 13/06/2019, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16Nov2018-15Feb2019.pdf [consulté le 29/11/2019]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2019*, 13/06/2019, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16Feb-15May2019_EN.pdf [consulté le 29/11/2019]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine 16 May to 15 August 2019*, 17/09/2019, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16May-15Aug2019_EN.pdf [consulté le 29/11/2019]

Ombudswoman de la RPD, *Учет смертности, полученных ранений мирных жителей и военнослужащих в результате боевых действий на территории Донецкой Народной Республики [Liste des morts et blessés parmi de paisibles civils et des militaires suite aux hostilités sur le territoire de la République populaire de Donetsk]*, 01/12/2017, http://ombudsmandnr.ru/obzor-sotsialno-gumanitarnoy-situatsii-slozhivsheysya-na-territorii-donetskoy-narodnoy-respubliki-vsledstvie-voennyih-deystviy-v-period-c-25-noyabrya-po-1-dekabrya-2017-goda/ [consulté le 01/12/2017]

Ombudswoman de la RPD, 12/01/2018, *Обзор социально-гуманитарной ситуации, сложившейся на территории Донецкой Народной Республики вследствие военных действий в период с 30 декабря 2017 по 12 января 2018 года [Aperçu de la situation sociale et humanitaire en République populaire de Donetsk suite aux opérations de guerre durant la période du 30 décembre 2017 au 12 janvier 2018]*, http://ombudsmandnr.ru/obzor-sotsialno-gumanitarnoy-situatsii-slozhivsheysya-na-territorii-donetskoy-narodnoy-respubliki-vsledstvie-voennyih-deystviy-v-period-c-30-dekabrya-2017-po-12-yanvarya-2018-goda/ [consulté le 29/11/2019]

Ombudswoman de la RPD, *Обзор социально-гуманитарной ситуации, сложившейся на территории Донецкой Народной Республики вследствие военных действий в период с 1 по 7 декабря 2018 года [Aperçu de la situation sociale et humanitaire en République populaire de Donetsk suite aux opérations de guerre durant la période du 1er au 7 décembre 2018]*, 07/12/2018, http://ombudsmandnr.ru/obzor-sotsialno-gumanitarnoy-situatsii-slozhivsheysya-na-territorii-donetskoy-narodnoy-respubliki-vsledstvie-voennyih-deystviy-v-period-c-1-po-7-dekabrya-2018-goda/ [consulté le 07/12/2018]

Ombudswoman de la RPD, Обзор социально-гуманитарной ситуации, сложившейся на территории Донецкой Народной Республики вследствие военных действий в период с 29 декабря 2018 г. по 11 января 2019 года *[Aperçu de la situation sociale et humanitaire en République populaire de Donetsk suite aux opérations militaires durant la période du 29 décembre 2018 au 11 janvier 2019],* 11/01/2019, http://ombudsmandnr.ru/obzor-sotsialno-gumanitarnoy-situatsii-slozhivsheysya-na-territorii-donetskoy-narodnoy-respubliki-vsledstvie-voennyih-deystviy-v-period-c-29-dekabrya-2018-g-po-11-yanvarya-2019-g/ [consulté le 29/11/2019]

Ombudswoman de la RPD, *Обзор социально-гуманитарной ситуации, сложившейся на территории Донецкой Народной Республики вследствие военных действий в период со 23 по 29 ноября 2019 года [Aperçu de la situation sociale et humanitaire en République populaire de Donetsk suite aux opérations militaires durant la période du 23-29 novembre 2019],* 29/11/2019, http://ombudsmandnr.ru/obzor-soczialno-gumanitarnoj-

situaczii-slozhivshejsya-na-territorii-doneczkoj-narodnoj-respubliki-vsledstvie-voennyh-dejstvij-v-period-so-23-po-29-noyabrya-2019-goda/ [consulté le 29/11/2019]

Ombudswoman de la RPD, *Обзор социально-гуманитарной ситуации, сложившейся на территории Донецкой Народной Республики вследствие военных действий в период со 30 ноября по 6 декабря 2019 года [Aperçu de la situation sociale et humanitaire en République populaire de Donetsk suite aux opérations militaires durant la période du 30 novembre au 6 décembre 2019],* 06/12/2019, http://ombudsmandnr.ru/obzor-soczialno-gumanitarnoj-situaczii-slozhivshejsya-na-territorii-doneczkoj-narodnoj-respubliki-vsledstvie-voennyh-dejstvij-v-period-so-30-noyabrya-po-6-dekabrya-2019-goda/ [consulté le 10/12/2019]

Open Dialog, *Report: Volunteer battalions. Origin, operation, controversies*, 18/05/2015, http://en.odfoundation.eu/i/fmfiles/raporty/16-05-2015-odf-raport-bataliony-ochotnicz-geneza-dzialanie-kontrowersje-eng.pdf?download [consulté le 04/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Latest from OSCE Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine, based on information received as of 18:00 (Kyiv time), 10 November 2014*, 11/11/2014, http://www.osce.org/ukraine-smm/126570 [consulté le 19/12/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Latest from OSCE Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine based on information received as of 18:00 (Kyiv time), 21 January 2015*, 22/01/2015, http://www.osce.org/ukraine-smm/135821 [consulté le 19/12/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Latest from OSCE Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine based on information received as of 18:00 (Kyiv time), 26 February 2015,* 27/02/2015, http://www.osce.org/ukraine-smm/143221 [consulté le 19/12/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Latest from OSCE Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine based on information received as of 19:30hrs, 14 July,* 15/07/2015, http://www.osce.org/ [consulté le 07/09/2015]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Latest from OSCE Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine, based on information received as of 19:30hrs, 21 February 2016,* 22/02/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/223876 [consulté le 19/12/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Latest from OSCE Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine, based on information received as of 19:30hrs, 10 April 2016,* 11/04/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/232621 [consulté le 19/12/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Latest from OSCE Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine, based on information received as of 19:30, 21 September 2016,* 22/09/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/266811 [consulté le 19/12/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Daily and spot reports from the Special Monitoring Mission to Ukraine,* s.d., http://www.osce.org/ukraine-smm/reports [consulté le 19/12/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Access to Justice and the Conflict in Ukraine*, 22/12/2015, http://www.osce.org/ukraine-smm/212311?download=true [consulté le 04/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 20 July 2016*, 20/07/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/255531?download=true [consulté le 04/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Conflict-related Displacement in Ukraine*, 26/08/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/261176?download=true [consulté le 04/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 31 August 2016*, 31/08/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/262211?download=true [consulté le 04/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 14 September 2016*, 14/09/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/264296?download=true [consulté le 04/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 28 September 2016*, 29/09/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/270321?download=true [consulté le 04/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 12 October 2016*, 11/10/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/274186?download=true [consulté le 04/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 26 October 2016*, 27/10/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/277396?download=true [consulté le 04/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 9 November 2016*, 09/11/2016, http://www.osce.org/ukraine-smm/280606?download=true [consulté le 09/11/2016]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Thematic Report, Hardship for conflict-affected civilians in eastern Ukraine*, 16/02/2017, http://www.osce.org/ukraine-smm/300276?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 8 February 2017*, 08/02/2017, http://www.osce.org/ukraine-smm/298696?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 23 February 2017*, 23/02/2017, http://www.osce.org/ukraine-smm/301626?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 9 March 2017*, 10/03/2017, http://www.osce.org/ukraine-smm/304131?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 17 May 2017*, 18/05/2017, http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/318026?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 14 June 2017*, 15/06/2017, http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/323331?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 9 August 2017*, 10/08/2017, http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/335256?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 6 September 2017*, 06/09/2017, http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/338051?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Civilian casualties in eastern Ukraine 2016*, 16/09/2017, http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/342121?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 1 November 2017*, 03/11/2017, http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/354626?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 15 November 2017*, 17/11/2017, http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/357406?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 29 November 2017*, 01/12/2017, http://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/360091?download=true [consulté le 01/12/2017]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 10 January 2018*, 12/01/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/366306?download=true [consulté le 26/11/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 21 February 2018*, 22/02/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/373396?download=true [consulté le 26/11/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 7 March 2018*, 07/03/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/374611?download=true [consulté le 26/11/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 23 July 2018*, 27/07/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/389255?download=true [consulté le 26/11/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 20 August 2018*, 23/08/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/391442?download=true [consulté le 26/11/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 17 September 2018*, 21/09/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/397025?download=true [consulté le 26/11/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 15 October 2018*, 19/10/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/400394?download=true [consulté le 26/11/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 29 October 2018*, 06/11/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/402149?download=true [consulté le 26/11/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 19 November 2018*, 20/11/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/403604?download=true [consulté le 26/11/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 26 November 2018*, 30/11/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/404798?download=true [consulté le 10/12/2018]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Gender Dimensions of SMM Monitoring 1 January 2017–1 November 2018*, 12/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/407804?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 23 December 2018*, 26/12/2018, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/407795?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Trends and observations from the Special Monitoring Mission to Ukraine 2018*, 27/03/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/415382?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Trends and observations from the Special Monitoring Mission to Ukraine January – March 2019*, 18/04/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/417584?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Trends and observations from the Special Monitoring Mission to Ukraine April – June 2019*, 11/07/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/425429?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Statement of the Trilateral Contact Group as of 17 July 2019*, 18/07/2019, https://www.osce.org/chairmanship/425921 [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Trends and observations July – September 2019*, 29/10/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/437315?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Ukraine presidential election 31 March and 21 April 2019*, 20/11/2019, https://www.osce.org/odihr/elections/ukraine/439631?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 14 October 2019*, 18/10/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/436385?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 28 October 2019*, 04/11/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/437843?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 11 November 2019*, 15/11/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/439190?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Ukraine early parliamentary elections 21 July 2019*, 20/11/2019, https://www.osce.org/odihr/elections/ukraine/439634?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Checkpoints along the contact line: reasons why civilians cross and the challenges they face*, 28/11/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/440504?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *Status Report as of 25 November 2019*, 29/11/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/440654?download=true [consulté le 29/11/2019]

Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), *The impact of mines, unexploded ordnance and other explosive objects on civilians in the Donetsk and Luhansk regions of eastern Ukraine*, 05/12/2019, https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/441170?download=true [consulté le 10/12/2019]

President of Ukraine, *President appointed new commander of the National Guard of Ukraine*, 30/12/2015, http://www.president.gov.ua/en/news/prezident-priznachiv-novogo-komanduvacha-nacionalnoyi-gvardi-36586 [consulté le 04/11/2016]

Prometheus Center, *Donbas in Flames*, 04/2017, https://prometheus.ngo/wp-content/uploads/2017/05/Donbas_v_Ogni_ENG_1-5_web.pdf [consulté le 01/12/2017]

Radio Free Europe (RFE), *Right Sector In Standoff With Ukraine Authorities After Deadly Shootout,* 13/07/2015, http://www.rferl.org/a/right-sector-standoff-ukraine-shootout/27124178.html [consulté le 19/12/2016]

Radio Free Europe (RFE), *Hackers Release More E-Mails They Say Tie Putin Aide To Ukraine Crisis*, 03/11/2016, http://www.rferl.org/a/hackers-russia-ukraine-surkov-emails/28092794.html [consulté le 04/11/2016]

Radio Free Europe (RFE), *Five Ukrainian Soldiers Killed In Fighting In Bloodiest Day In Months*, 23/08/2018, https://www.rferl.org/a/five-ukrainian-soldiers-killed-in-fighting-in-eastern-ukraine/29449900.html [consulté le 26/11/2018]

Radio Free Europe (RFE), *Volunteer Battalions Hand In Their Weapons In Eastern Ukraine*, 13/09/2019, https://www.rferl.org/a/weapons-eastern-ukraine-volunteer-battalions/30163094.html [consulté le 29/11/2019]

Radio Free Europe (RFE), Ukrainian Forces, Separatists Complete Pullback From Frontline Area, 12/11/2019, https://www.rferl.org/a/ukrainian-forces-separatists-complete-pullback-from-frontline-area/30264971.html [consulté le 29/11/2019]

REACH, *Ukraine - Donetsk and Luhansk oblast Reference map - June 2019*, 06/2019, https://www.impact-repository.org/document/reach/37421103/reach_ukr_referencemap_donbas_public_3jul2019_a3_en.pdf [consulté le 29/11/2019]

REACH, *Beyond ongoing shelling and the presence of mines, urban disconnect keeps humanitarian concerns high in eastern Ukraine*, 18/06/2019, https://www.reach-initiative.org/what-we-do/news/the-urban-disconnect-keeps-humanitairan-concerns-high-in-eastern-ukraine/ [consulté le 29/11/2019]

Reuters, *Un journaliste ukrainien assassiné à Kiev,* 20/07/2016, http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKCN100174 [consulté le 19/12/2016]

Reuters, *Russia hands back captured naval ships to Ukraine before summit*, 18/11/2019, https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-russia/russia-hands-back-captured-naval-ships-to-ukraine-before-summit-idUSKBN1XS13Z [consulté le 29/11/2019]

Revue d'études comparatives Est-Ouest, 2018/2, 2, (Puglisi R.), *A people's army*, https://www.cairn.info/revue-revue-d-etudes-comparatives-est-ouest-2018-2-page-205.htm [consulté le 29/11/2019]

Royal United Services Institute (RUSI), *Ukraine's Ground Forces*, 27/03/2014, https://rusi.org/commentary/ukraines-ground-forces [consulté le 04/11/2016]

Royal United Services Institute (RUSI), *Russian Forces in Ukraine*, 09/03/2015, https://rusi.org/sites/default/files/201503_bp_russian_forces_in_ukraine.pdf [consulté le 04/11/2016]

Royal United Services Institute (RUSI), *Ukraine Declares 'Anti-Terrorist Operation in the Donbas' Officially Over: What Does That Mean?*, 16/05/2018, https://rusi.org/commentary/ukraine-declares-anti-terrorist-operation-donbas-officially-over-what-does-mean [consulté le 26/11/2018]

Royal United Services Institute (RUSI), *The Surkov Leaks, The Inner Workings of Russia's Hybrid War in Ukraine*, 16/07/2019, https://rusi.org/sites/default/files/201907_op_surkov_leaks_web_final.pdf [consulté le 29/11/2019]

Russia Direct, *Meet pro-Kiev and pro-Russian battalions fighting in Ukraine*, 18/08/2015, http://www.russia-direct.org/analysis/meet-pro-kiev-and-pro-russian-battalions-fighting-ukraine#explanation-3 [consulté le 06/11/2016]

Safeguarding Health in Conflict, *No Protection, No Respect: Health Workers and Health Facilities Under Attack: 2015 and Early 2016*, 23/05/2016, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SHCC2016final.pdf [consulté le 04/11/2016]

The Guardian, *Maidan Square activists urged to fight for Ukraine in the east*, 13/05/2013, https://www.theguardian.com/world/2014/may/13/maidan-square-activists-ukraine-co-opt-kiev-protesters [consulté le 04/11/2016]

The Maritime Executive, *Ukraine, NATO in Talks Over Naval Escorts Through Kerch Strait*, 19/04/2019, https://www.maritime-executive.com/article/ukraine-nato-in-talks-over-naval-escorts-through-kerch-strait [consulté le 29/11/2019]

The Moscow Times, *Signaling Readiness for Thaw, Russia and Ukraine Swap Prisoners*, 7/09/2019, https://www.themoscowtimes.com/2019/09/07/signaling-readiness-for-thaw-russia-and-ukraine-swap-prisoners-a67090 [consulté le 29/11/2019]

The Washington Post, *To avoid sanctions, Kremlin goes off the grid*, 21/11/2018, https://www.washingtonpost.com/news/world/wp/2018/11/21/feature/how-russia-avoids-sanctions-and-supports-rebels-in-eastern-ukraine-using-a-financial-system/?noredirect=on&utm_term=.030674bfaa3e [consulté le 26/11/2018]

Truth Hounds, *Детям тут не место [Pas de place pour les enfants ici]*, 21/11/2017, http://truth-hounds.org/wp-content/uploads/2018/04/Zvit2017_rus_m.pdf [consulté le 26/11/2018]

Truth Hounds, *War in Religious Dimension*, 27/06/2019, http://truth-hounds.org/wp-content/uploads/2019/08/Religion3-LAYOUT.pdf [consulté le 29/11/2019]

UAcrisis, *"Traceless regiment": Russian military losses in Donbas*, 24/05/2017, http://uacrisis.org/56592-traceless-regiment-russian-military-losses-donbas [consulté le 01/12/2017]

Ukrainskaya Pravda, *Статус УБД на Донбассе получили более 300 тысяч бойцов и только 160 добровольцев [Plus de 300 000 combattants et seulement 160 volontaires ont reçu le statut de DIA dans le Donbass]*, 10/12/2019, https://www.pravda.com.ua/rus/news/2019/12/10/7234447/ [consulté le 10/12/2019]

Ukraine-Analysen, *Ukrainische Freiwilligen-Bataillone im Donbas*, 29/04/2015, http://www.laender-analysen.de/ukraine/pdf/UkraineAnalysen150.pdf [consulté le 04/11/2016]

Ukraine-Analysen, *»Heimatfront« – Die ukrainische Volontärsbewegung*, 30/06/2016, http://www.laender-analysen.de/ukraine/pdf/UkraineAnalysen171.pdf [consulté le 04/11/2016]

Ukraine-Analysen nr. 188, *Chronik*, 27/09/2017, http://www.laender-analysen.de/ukraine/pdf/UkraineAnalysen188.pdf [consulté le 01/12/2017]

Ukraine-Analysen nr. 204, *Landminen in der Konfliktregion im Donbass: Gefahren und Perspektiven*, 06/07/2018, http://www.laender-analysen.de/ukraine/pdf/UkraineAnalysen204.pdf [consulté le 26/11/2018]

Ukraine-Analysen nr. 205, *Bewaffnete Freiwilligenbataillone*, 25/09/2018, http://www.laender-analysen.de/ukraine/pdf/UkraineAnalysen205.pdf [consulté le 26/11/2018]

Ukraine-Analysen nr., 209, *Chronik*, 27/11/2018, http://laender-analysen.de/ukraine/pdf/UkraineAnalysen209.pdf?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=Ukraine-Analysen+209&newsletter=Ukraine-Analysen+209 [consulté le 27/11/2018]

Ukraine-Analysen nr. 226, *Geschlechtsspezifische Gewalt im Kontext des Konflikts in der Ukraine*, 09/12/2019, https://www.laender-analysen.de/ukraine-analysen/226/UkraineAnalysen226.pdf [consulté le 10/12/2019]

Ukraine Today, *Ukraine's new National Guard unit already on service*, 03/06/2016, http://uatoday.tv/society/ukraine-s-new-national-guard-unit-already-on-service-666375.html [consulté le 04/11/2016]

Ukraine Today, *Poroshenko wants to test National Guard troops in eastern Ukraine's conflict zone*, 18/06/2016, http://uatoday.tv/politics/poroshenko-wants-to-test-national-guard-troops-in-eastern-ukraine-s-conflict-zone-675239.html [consulté le 04/11/2016]

Ukraine Today, *6,000 soldiers of Russia's regular army fight in Donbas – Ukraine's General Staff*, 06/09/2016, http://uatoday.tv/politics/6-000-soldiers-of-russia-s-regular-army-fight-in-donbas-ukraine-s-general-staff-741150.html [consulté le 04/11/2016]

Ukraine Today, *Soldiers get new weapons as contract army announced in Ukraine*, 20/10/2016, http://uatoday.tv/news/soldiers-get-new-weapons-as-contract-army-announced-in-ukraine-786536.html [consulté le 04/11/2016]

Ukraine Today, *No conscripts in Ukraine's war zone, Poroshenko says*, 02/11/2016, http://uatoday.tv/politics/no-coscripts-in-ukraine-s-war-zone-poroshenko-says-798214.html [consulté le 04/11/2016] 20/10/2016

Ukrainian Center for Independent Political Research, *Citizens and the state in the government-controlled territories of the Donetsk and Luhansk regions*, 10/2017, https://www.international-alert.org/sites/default/files/Ukraine_CitizenStateRelations_EN_2017.pdf [consulté le 26/11/2018]

Ukrainian Centre for Social Reforms, *Gender-based violence in the conflict-affected regions of Ukraine*, 30/11/2015, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/gbv_study_2015_final_eng.pdf [consulté le 04/11/2016]

Ukrainian Helsinki Human Rights Union, *Human rights situation in Donbas*, 18/04/2017, https://helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2017/04/booklet_ENG1.pdf [consulté le 01/12/2017]

Ukrainian Helsinki Human Rights Union, *Unlawful detentions and torture committed by Ukrainian side in the armed conflict in Eastern Ukraine*, 16/06/2017, https://helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2017/06/ZVIT-engl_New1.pdf [consulté le 01/12/2017]

Ukrainian Helsinki Human Rights Union, *Executive summary of analytical report "armed conflict: the Russian Federation's military support for the illegal armed formations OF "DPR" and "LPR"*, 30/05/2018, https://helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2018/05/Executive-summary_Report-on-RF-control.pdf [consulté le 26/11/2018]

United Nations Children Fund (UNICEF), *Ukraine Humanitarian Situation Report No. 9*, 30/09/2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Ukraine%20Humanitarian%20Situation%20Report%20-%20September%202019.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations Children Fund (UNICEF), *Ukraine Humanitarian Situation Report No. 10*, 20/11/2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Ukraine%20Humanitarian%20Situation%20Report%20%20as%20of%2031%20October%202019.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *International Protection Considerations related to developments in Ukraine – Update III*, 24/09/2015, http://www.refworld.org/country,POLICY,UNHCR,,UKR,,56017e034,0.html [consulté le 04/11/2016]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Ukraine UNHCR operational update 2-22 April 2016*, 22/04/2016, http://www.unhcr.org/news/donors/2016/4/5614d3fb9/ukraine-operational-update.html?query=ukraine [consulté le 04/11/2016]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Regional update – Europe*, 28/09/2016, http://www.unhcr.org/excom/excomrep/57ebda947/regional-update-europe.html?query=ukraine [consulté le 04/11/2016]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Ukraine UNHCR Operational Update, October 2016*, 31/10/2016, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNHCR%20UKRAINE%20Operational%20Update%20OCT16%20FINAL.pdf [consulté le 04/11/2016]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Protection monitoring Update, Ukraine 01-31 August 2017*, 31/10/2017, http://unhcr.org.ua/attachments/article/317/2017%2008%20UNHCR%20UKRAINE%20Protection%20Monitoring%20update%20FINAL%20EN.pdf [consulté le 01/12/2017]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Operational Update, Ukraine*, 31/10/2017, http://unhcr.org.ua/attachments/article/1299/2017%2010%20UNHCR%20UKRAINE%20Operational%20Update%20FINAL%20EN.pdf [consulté le 01/12/2017]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Legislative update Ukraine November 2017*, 23/11/2017, https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/2017_11_unhcr_ukraine_legislative_update_en.pdf [consulté le 01/12/2017]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Crossing the line of contact*, 31/10/2018, https://www.unhcr.org/ua/wp-content/uploads/sites/38/2018/11/EECP_Report_Oct2018_ENG.pdf [consulté le 26/11/2018]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Donetsk and Luhansk Regions: Mine and ERW Casualties, May 2014 - January 2019*, 06/03/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/2019/03/2019-03-06_Map_Protection-Cluster_Mine-and-ERW-Casualties_ENG.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Exploring access to health care services in Ukraine: a protection and health perspective*, 25/07/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/2019/07/2019-07-Exploring-access-to-health-care-services-in-Ukraine_ENG.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Ukraine, Operational Update October 2019*, 10/2019, https://www.unhcr.org/ua/wp-content/uploads/sites/38/2019/12/2019-10-UNHCR-UKRAINE-Operational-Update_FINAL.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Ukraine, Chekpoints: people's monthly crossings*, 11/2019, https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiZjNjZTYwY2QtYWFlZC00ODAyLTg1YjQtY2NjNWFlYWM0ODNjIiwidCI6ImU1YzM3OTgxLTY2NjQtNDEzNC04YTBjLTY1NDNkMmFmODBiZSIsImMiOjh9 [consulté le 29/11/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Protection Cluster Ukraine October 2019*, 15/11/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/2019/11/2019-10-Protection-Cluster-Factsheet_ENG.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Crossing the contact line*, 29/11/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/r2p_eecp_report_jan-sept_2019_eng.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Mine action in Ukraine*, 18/03/2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019_03_advocacy_note_on_mine_action_eng.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Ukraine: Humanitarian Dashboard January to August 2016*, 23/09/2016, https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/humanitarian_dashboard_august_2016_v6_2.pdf [consulté le 04/11/2016]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Bulletin Ukraine Issue 14, 1-30 September 2016*, 12/10/2016, https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/humanitarian_bulletin_issue_14_september_2016_en__2.pdf [consulté le 04/11/2016]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *UKRAINE: Humanitarian Snapshot (as of 18 October 2016)*, 18/10/2016, https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/humanitarian_snapshot_20161018_en.pdf [consulté le 04/11/2016]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Protection considerations for people living along the contact line*, 26/10/2016, https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/2016_10_26_protection_considerations_contact_line_eng.pdf [consulté le 04/11/2016]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *2017 Humanitarian Response Plan (HRP) Mid-Year Review (MYR) report*, 31/08/2017, https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/2017_humanitarian_response_plan_hrp_mid-year_review_myr_report.pdf [consulté le 01/12/2017]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Ukraine: 3W Operational Presence – as of 30 September 2017*, 30/09/2017, https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/3w_overview_partners_30_september.pdf [consulté le 01/12/2017]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Bulletin: Ukraine Issue 22 1 September – 31 October 2017*, 31/10/2017, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ukraine_-_humanitarian_bulletin_issue_22_-_sep-oct_2017.pdf [consulté le 01/12/2017]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Ukraine: Humanitarian Snapshot (as of 16 November 2017)*, 16/11/2017, https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/ukraine_humanitarian_snapshot_20171116.pdf [consulté le 01/12/2017]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Ukraine: Checkpoints - Humanitarian Snapshot (as of 16 November 2017)*, 16/11/2017, https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/ukraine_humanitarian_snapshot_checkpoints_20171116_en.pdf [consulté le 01/12/2017]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Six things you need to know about the crisis in Ukraine*, 07/05/2018, https://unocha.exposure.co/six-things-you-need-to-know-about-the-crisis-in-ukraine [consulté le 26/10/2018]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Bulletin Ukraine, Issue 25*, 14/06/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ukraine_-_humanitarian_bulletin_issue_25_-_mar-apr_2018.pdf [consulté le 26/11/2018]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Bulletin Ukraine, Issue 26*, 15/08/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ukraine_-_humanitarian_bulletin_issue_26_-_may-june_2018_eng.pdf [consulté le 26/11/2018]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Ukraine: Summary of attacks on education facilities since January 2017 (as of November 5, 2018)*, 08/11/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ukr_summary_attacks_on_schools_2018_11_05.pdf [consulté le 26/11/2018]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Ukraine: checkpoints - Humanitarian Snapshot (as of 9 November 2018)*, 09/11/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ukraine_humanitarian_snapshot_checkpoints_20181109.pdf [consulté le 26/11/2018]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Ukraine: Humanitarian Dashboard (January - September 2018)*, 14/11/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ukraine_humanitarian_dashboard_-_january_-_september_2018.pdf [consulté le 26/11/2018]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Bulletin Ukraine, Issue 28*, 23/11/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ukraine_-_humanitarian_bulletin_issue_28_-_september_-_october_2018.pdf [consulté le 26/11/2018]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Food Security & Socio-Economic Trend Analysis - Eastern Ukraine*, 29/03/2018, https://fscluster.org/sites/default/files/documents/fslc_report_trend_analysis_food_security_and_socio-economic_situation_29_march_2018_0.pdf [consulté le 10/009/2019]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), Ukraine, Food security and livelihoods Cluster, Dashboard January-March 2019, 18/04/2019, https://fscluster.org/sites/default/files/documents/fslc_dashboard_jan-march_2019_0.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *UKRAINE CHECKPOINTS-Humanitarian Snapshot*, 17/05/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ukraine_humanitarian_snapshot_checkpoints_20190517.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Ukraine, Situation Report*, 25/07/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/situation_report_-_ukraine_-_25_jul_2019.pdf [consulté le 29/11/2019]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Dashboard (January - March 2019) Ukraine*, 14/06/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ukraine_humanitarian_dashboard_january-march_2019.pdf [consulté le 29/11/2019]

US Aid, *Legal Alert, Issue 32*, 10/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/drc-ddg_legal_alert_october_2018_eng.pdf [consulté le 26/11/2018]

Vostok SOS, *Review of human rights violations in occupied Donetsk and Luhansk regions*, 05/2018, http://www.civicmonitoring.org/wp-content/uploads/2018/06/HR_May_2018_En.pdf [consulté le 26/11/2018]

Vostok-SOS, *Review of human rights violations in the occupied Donetsk and Luhansk regions | August, 2019*, 27/09/2019, https://vostok-sos.org/en/review-of-hr-violations-august-2019/ [consulté le 29/11/2019]

Wikimedia Commons, *Russo-Ukrainian-conflict map*, 09/2014, https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/a/a5/2014_Russo-ukrainian-conflict_map.svg [consulté le 04/11/2016]